

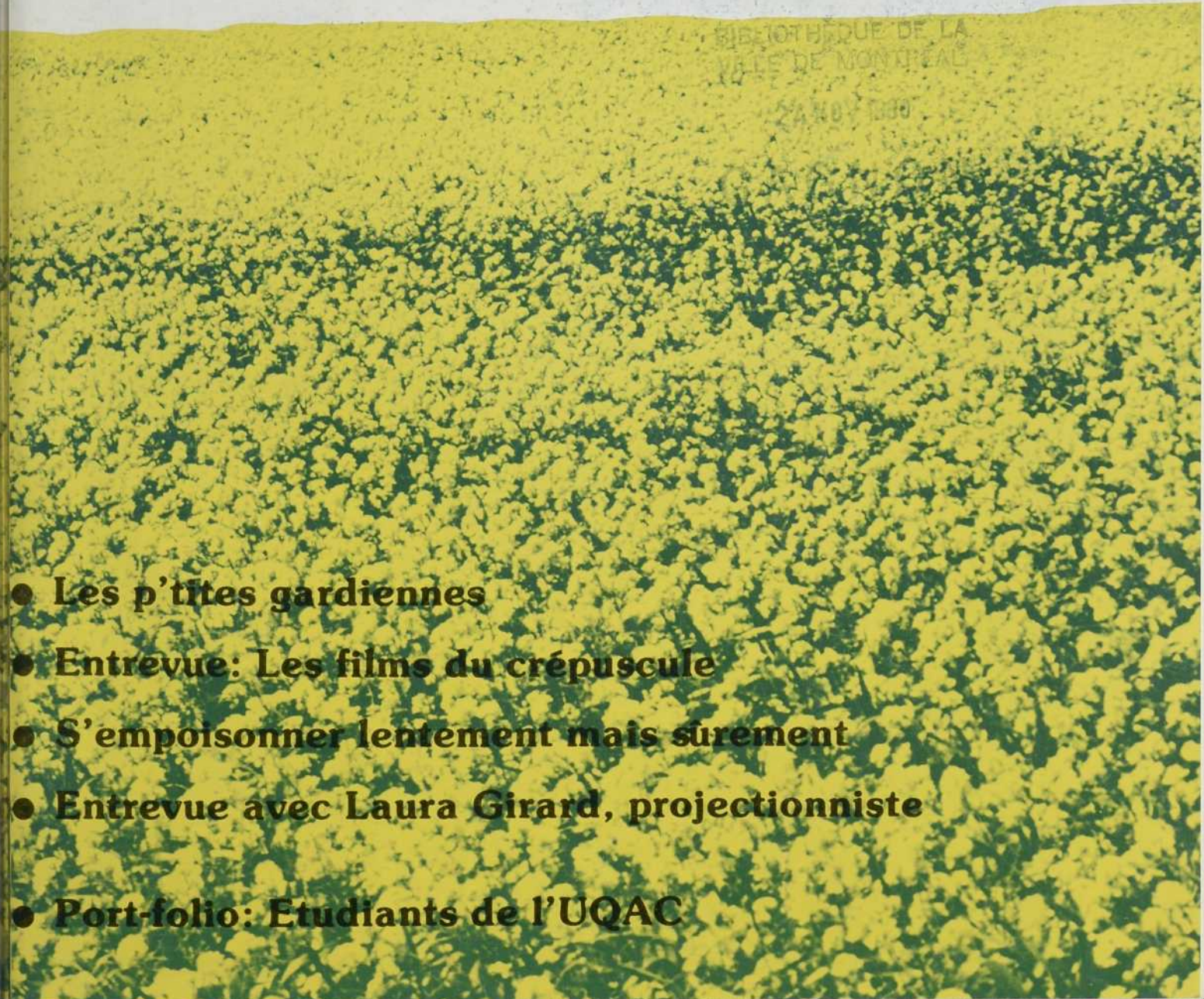
SIER:
droit à l'information

JUIN 1979
NUMÉRO 23

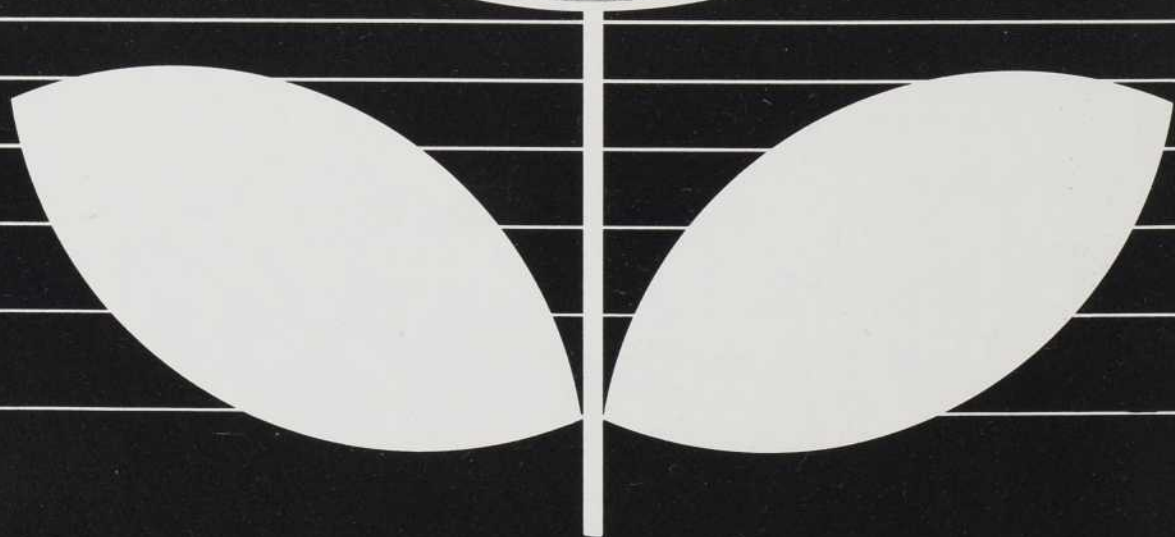
FOCUS

○ Saguenay-Lac-Saint-Jean ○

\$1.50

- 
- Les p'tites gardiennes
- Entrevue: Les films du crépuscule
- S'empoisonner lentement mais sûrement
- Entrevue avec Laura Girard, projectionniste
- Port-folio: Etudiants de l'UQAC

**tout
l'monde
le fait.
fais-le donc !**



CJMT 1420

Page couverture:

Photos Yves Caron et Michel Gauthier

Montage: Denis Côté

Le collectif de Focus:

Yves Caron, Sylvie Chénard, Jean-Guy Girard, Monique Major, Jocelyn Pagé, Marcel Roy

Comité de rédaction:

Pierre Demers, Jean-Guy Girard, Monique Major, Jocelyn Pagé, Jacques Viens

Responsable de la production du numéro:

Jocelyn Pagé

Publicité et promotion:

Yves Caron, Réjean Girard

Réalisation graphique:

Denis Côté

Photographes collaborateurs:

Marcel Cloutier, Gilles Sénéchal, Michel Gauthier, Serge Pagé

Collaborateurs à la rédaction du numéro:

Andrée Savard, Sié Ofi Some, Larry Tremblay

Remerciements:

A tous ceux qui nous lisent

Distribution:

Serge Desvergnés (Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Jacques Dubé, Claire Pagé, Michel Roberge (Rimouski)

Daniel Lalonde, Yves Patenaude (Montréal)

Danielle Larocque (Baie James)

Éditeur:

Les Productions Carouges inc.,
234 Saint-Dominique, Jonquière
547-3245 542-7807

Les articles du magazine peuvent être reproduits sans autorisation écrite dans toute publication non vendue et à but non-lucratif. Dans ce but précis, la rédaction du magazine apprécierait recevoir un exemplaire de la publication où est reproduit un ou des articles de la revue Focus.

Dans tous les autres cas, une autorisation écrite est requise.

Abonnement:

La revue Focus

C.P. 10, Jonquière, G7X 7V8

Régulier: \$12.00

Soutien: \$20.00

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale

1700 rue Saint-Denis, Montréal

Bibliothèque nationale, Ottawa

Courrier de deuxième classe:

Courrier de deuxième classe

Enregistrement n° 4204

Port de retour garanti:

La revue Focus

C.P. 10, Jonquière, G7X 7V8

La revue Focus est membre de l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois.

sommaire

Les petites gardiennes	10
Notre droit à l'information	14
La situation actuelle de la presse	15
Information culturelle régionale et liberté de presse	16
La presse parallèle	17
Quelques beaux cas de la presse alternative au Saguenay-Lac-Saint-Jean	19
La presse étudiante: hier et aujourd'hui	21
Le tiers monde et la décolonisation de l'information	25
On n'écrit pas n'importe quoi	27
Entrevue: Le cinéma doit montrer aux gens ce qu'ils sont	28
Port-folio: Photographie I, étudiants de l'UQAC	29
Laura Girard, projectionniste	40
S'empoisonner lentement mais sûrement	44
À propos	4
Bande dessinée	54
Calendrier	60
Cinéma	47
Conditions féminine	49
Consommation	50
Écrits	52
Lettres des lecteurs	6
Livres, bouquins	57
Média	53

LA OU TOUT SERAIT CANOE, KAYAK ET VOLUPTÉ...

Après les élections, on parlera de la Fête de la Saint-Jean et puis, inévitablement, des compétitions de canoé-kayak qui se tiendront bientôt à Jonquière. Nous ne désirons pas nous étendre sur les intrigues et rebondissements politiques qui ont entaché quelque peu la fameuse camaraderie apolitique du sport. Il ne nous semble pas nécessaire non plus, pour le moment, de faire l'analyse des investissements économiques et de leurs réelles retombées sur la région. Retombées pour qui devons-nous d'abord demander. C'est une toute autre question que pose un tel événement: celle du loisir de masse et ses rapports avec l'olympiadisme.

Notre région est reconnue pour ses nombreux lacs et cours d'eau dont on allèche l'imagination des touristes. Mais quoi est accessible à qui? La Rivière-au-sable de Jonquière est encombrée de billots, la plage de Saint-Henri-de-Taillon (l'une des plus belles de la région) ne l'est pas moins. Le Saguenay est loin d'être propice à la baignade, surtout près des réservoirs d'essence de Chicoutimi. La Petite et la Grande-Décharge d'Alma ne le sont pas plus. Il serait peut-être temps de penser à des aménagements qui sautent aux yeux et qui seraient accessibles facilement.

Il est à espérer que de telles préoccupations s'imposent à l'esprit des organisateurs et des pourvoyeurs gouvernementaux, après que l'ivresse des compétitions sera passée. On parle des rivières, mais il y a également

ces cours d'eau bitumés que sont les rues principales de nos villes, et qui ne servent que trop actuellement de lieux de défilés lents et dérisoires de promeneurs motorisés. Quand pourrions-nous y nager tranquillement à pied ou à bicyclette? Cela ressemble à la disparition des parcs comme celui de la rue Monfort à Jonquière, ou de la rue Saint-Joseph à Alma.

Mais qui se préoccupe de ceux qui habitent encore les centres-de-villes?

JOCELYN PAGÉ
pour la revue Focus

Bientôt chez
votre
concessionnaire
les modèles

80



Jonquière, le 14 mai 1979.

Messieurs les députés,
Saguenay-Lac-Saint-Jean

Des rumeurs circulent à l'effet qu'une ou des personnes auraient impliqué la revue Focus dans une organisation politique de la scène fédérale. Nous tenons à ré-affirmer que la revue Focus s'est toujours voulue, et se veut encore, d'abord et avant tout, un organe d'information régional indépendant. Notre revue se propose donc comme un instrument de réflexion et d'analyse de notre région et de son développement culturel, social et économique. Ayant vous-même à choisir et à privilégier certains projets de développement, vous savez pertinemment que toute forme de vie en société passe par le politique. Dans ce sens, et dans ce sens seulement, la revue Focus a des perspectives politiques.

En tant qu'organe de presse, nous croyons nécessaire et primordial d'être totalement indépendant de toute organisation politique comme telle. Il est certain que les individus qui travaillent ou collaborent à notre revue peuvent avoir des opinions politiques personnelles. Il apparaît même que tout citoyen doit en avoir, du moins à tous les quatre ans. La revue Focus pourtant, de par sa pratique de l'information, cherche non pas à privilégier l'une ou l'autre partie, mais bien plutôt se fixe comme objectif de favoriser d'abord la qualité de l'information, ainsi que l'expression d'une information différente qui permettent à tous les citoyens de pouvoir exercer librement et sainement l'usage de leurs droits personnels et politiques fondamentaux.

Nous vous remercions de votre attention,

Le collectif de la revue Focus,
234 St-Dominique, Jonquière.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO...

Nous nous pencherons tout spécialement sur notre patrimoine régional. Les articles toucheront divers aspects de ce sujet, dont les suivants: le patrimoine architectural, villes et villages d'enfance de nos écrivains, l'environnement comme patrimoine à conserver, les trottoirs de bois de la Rivière-au-sable, nos fast-food régionaux, la situation des Indiennes, la mythologie du Saguenay Dry, les sinistres naturels et humains de la région, ainsi que..., ainsi que... Un numéro à lire sur ces plages de nos rivières et lacs où il est parfois peu indiqué de se baigner. Des articles pour "se dépolluer l'intérieur".

qui fait quoi...

l'atelier des ARTS

exposition des oeuvres des employés de

LA COMPAGNIE PRICE LIMITÉE

PRICE ET LES ARTS?

La compagnie Price-Abitibi de la région, la même qui remplit de pitoues jusqu'au bord la Rivière-ausable, chaque printemps, organise un beau concours d'oeuvres d'art parmi ses employés.

C'est tout à fait gentil de sa part. Elle veut ainsi participer à l'encadrement des activités "para-industrielles" de ses petits travailleurs. On va même plus loin.

On distribuera des bourses pour une valeur totale de \$1,500.00 aux meilleurs "artistes de la compagnie". On pourrait difficilement être plus paternaliste que ça.

Et quand le relationniste de ladite compagnie Price-Abitibi tente de justifier la décision "culturelle" de ses patrons, c'est encore plus grave: "parce que nous voulons revaloriser l'image de l'employé. Nous avons des spécialistes du papier, du travail en forêt mais il y a aussi des talents parmi eux. Ils peuvent s'intéresser à autre chose..." (Le Quotidien, samedi 5 mai 79).

On veut sans doute faire oublier aux employés de cette compagnie que les con-

ditions de travail dans les usines trop vieilles, les salaires et les conventions de travail sont loin de "revaloriser" la vie des travailleurs de cette entreprise trop pauvre pour bien payer son monde et pour nettoyer les dégâts qu'elle a fait dans la petite rivière qui lui sert d'égout en plein centre de Jonquière.

Quand des compagnies comme Price-Abitibi commencent à s'intéresser aux "arts plastiques" et aux "loisirs" de leurs employés "en quête de valorisation", il faut se méfier. Ce serait sans doute révélateur de demander aux employés de cette gentille compagnie ce qu'ils pensent de "l'initiative artistique" de leur bon patron...

P.D.

AUX AMATEURS DE PHOTO

Le Club de photo d'Arvida, maintenant appelé I.A.K., débute une nouvelle saison. Ce club offre le service d'une chambre noire et tout l'équipement nécessaire pour le développement de photo en noir et blanc et couleurs. Leur local est situé à l'école Saint-Patrick, rue Nelson, Arvida. De plus, le programme estival comprend des voyages en groupe dans différentes régions de la province et des rencontres avec d'autres clubs de photo. Pour inscription, communiquez avec Alain Gagnon, au numéro de téléphone 548-8102.

S.C.



DU WESTERN À JONQUIÈRE

Il n'y aurait pas que nos galeries qui seraient western... On assiste, depuis quelque temps déjà, à un étrange duel-western plutôt style black label que spaghetti, et qui oppose deux chefs de gangs rivaux. D'un côté, Coco dit Café-aux-puces et Kiki dit le Quai-aux-becks. Le duel semble à peine entamé que déjà d'autres chefs de gangs semblent intéressés à poindre le nez, puisque les spectateurs se font nombreux et payent bien pour le spectacle. On s'assomme à coups de musique et de disc-jokers, dont quelques-uns auraient été vus dans l'équipe des scâb-reux. Des membres des gangs se font congédiés pendant que les spectateurs oublient au fond de leurs verres ou de leurs bouteilles la réalité qui les façonne. Joe Clark est élu, et puis après? Des gens sont congédiés, et puis après? La musique est forte et puis, après tout, les chefs de gangs aussi.

J.P.

Jos Sucof
999, Carouges
Jonquière, Qué.
G7S 0Z0



LETTRE DU LECTEUR

a/s Revue FOCUS
234, Saint-Dominique
Jonquière, Qué.
G7X 7V8

L.G. 3, Baie-James, 21 avril 79

Je vous envoie un chèque en guise de soutien pour votre revue.

Je la trouve très représentative de votre région et par surcroît très intéressante à lire.

Si vous désirez avoir des photos et textes sur la Baie James, je me ferai un plaisir de vous les fournir. Je fais de la photo depuis 8 années.

Pour conclure, j'espère que votre revue ne mourra pas et même qu'il se fasse quelque chose d'équivalent chez moi, sur la Côte-Nord.

Salut!

Clermont Poliquin

Beauport, Québec, 7 avril

La direction artistique
Revue Focus

Bonjour!

J'aimerais vous faire parvenir un port-folio, ou plusieurs, selon le cas, sur un ou plusieurs sujets.

Pour ce faire, j'aimerais connaître vos critères de sélection et la marche à suivre de ma part, pour parvenir à cette fin. J'apprécie votre revue tant pour son contenu que pour sa qualité.

Sincèrement.

Denis

Il n'y a pas de directeur artistique à Focus mais un comité qui s'occupe de faire le choix des port-folios. Je dois avouer que les critères n'ont jamais été établis clairement sauf que nous avons toujours fait passer des gens originaires de la région ou qui y vivent présentement. Il est possible que cette politique change l'année prochaine, nous communiquerons alors avec toi.

La rédaction

Je reçois toujours la revue dans la troisième semaine du mois en cours. Serait-il possible de corriger cela, car c'est très désagréable de lire les articles deux semaines après les autres...

Germain

Tu reçois la revue la troisième semaine du mois mais tu la lis malheureusement presque en même temps que les autres. Notre mode de fonctionnement ainsi que toutes sortes de difficultés matérielles nous ont fait accumuler tout ce retard. Nous espérons pouvoir y remédier à partir de cet automne, après la période de réflexion que nous comptons nous donner cet été.

La rédaction



JUSTIN MALTAIS INC.

28 EST, RACINE, CHICOUTIMI
549-7991

Tout pour la photographie

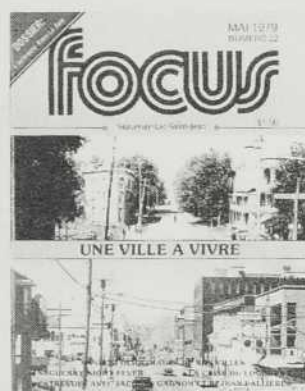
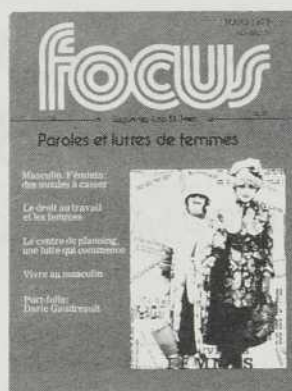


Corine Tremblay

**confectionne et vend
ses vêtements
à son atelier**

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT
ET LE SAMEDI

4880 Saint-Léonard, Shipshaw
Tél.: 547-2724



EN ATTENDANT L'AUTOMNE

Focus est bel et bien implantée. On peut maintenant affirmer que c'est certain. Une forme de tradition... Mais ces affirmations ne sont pas tout à fait vraies. On est bien décidé à assumer l'automne et l'année qui vient. Ça, c'est sûr. Mais on a besoin de vous, de vos idées, de votre soutien, de votre aide. On est loin de la faillite et de l'abandon. Ça aussi c'est vrai, mais c'est aussi un peu faux. La revue ne parvient pas encore à s'auto-financer, et lorsque l'on parle d'auto-financement on ne parle pas de salaires. Un jour prochain, il faudra en parler. Lorsque l'on parle d'auto-financement, on parle des coûts de production: composition, impression, diffusion, affiches, téléphone, papeterie, etc. Pour combler ce manque, on fait un spectacle-bénéfice. On fait aussi une pause cet été où on réfléchira à l'avenir qui vient...

Après l'expérience acquise par deux ans de productions et de discussions, on pense qu'il est indispensable de se repenser. On va le faire, en prenant tous les aspects qu'implique une revue comme Focus. Et encore on ne parle pas de ce qui s'en vient: de l'édition et, peut-être, d'un bi-mensuel sur papier journal. On voit ça venir. On s'organise. On voit aussi venir le débat sur l'information que sera nécessairement le procès avec l'imprimerie du Progrès du Saguenay Itée.

Si on fait un spectacle-bénéfice, ce n'est pas uniquement pour Focus. C'est pour que survive l'idée d'une presse indépendante. Pour ne pas dire libre et différente. C'est ça qui nous motive, nous tous et toutes qui travaillons pour faire d'un mensuel qui s'appelle Focus un "produit de consommation d'informations" qui parle de nous et de vous. Qui vous parle et nous parle. On ne s'exclue pas. On fait le mensuel, à chaque mois, qui s'approche de nos rêves. On le fait du mieux qu'on peut. Dans nos limites financières, intellectuelles et émotives. Mais ce n'est pas encore ce que l'on rêvait. Ce que l'on rêvait, ce n'était pas d'une revue différente, mais bien d'un monde différent où l'on pourrait vivre. Et vivre ne signifie pas uniquement le mot vivre. Cela implique les réalités diverses que ce mot sous-tend.

C'est pour ces raisons que l'on fait un spectacle-bénéfice. C'est pour ces raisons que l'on continue. A vous importuner de notre présence. On s'excuse pour les arbres que l'on digère pour faire Focus, mais on ne s'excuse pas du fait que les médias pourraient être différents. Beaucoup plus qu'ils ne le sont. On ne s'excuse pas du tout du fait qu'il devrait y avoir d'autres médias. On prône plus l'émergence que la concurrence. La question reste toujours posée: est-il important qu'une revue comme Focus survive? En attendant, comme on dit, abonnez-vous ou encore mieux (pour nous), abonnez aussi un ou une ami(e)...

La revue Focus... on la lit... on y tient... on s'abonne

focus... VOTRE SEUL VRAI MAGAZINE AU SAGUENAY-LAC ST-JEAN... ABONNEZ-VOUS AU PLUS COUPANT!!:

POUR UNE INFORMATION DIFFÉRENTE...

JE M'ABONNE À

FOCUS

ECONOMISEZ 20% DU TARIF REGULIER

ABONNEMENT REGULIER. \$12⁰⁰ ☐

ABONNEMENT DE SOUTIEN. \$20⁰⁰ ☐

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

CODE POSTAL

Je désire recevoir quelques anciennes parutions
(au coût de \$1.25 l'exemplaire).

Entrez les numéros désirés

1 2 3 4 5 6 7 9 10 12
15 16 17 (18-19)

**SI VOUS CHANGEZ D'ADRESSE, EXPÉDIEZ-NOUS CE COUPON
EN INDIQUANT VOTRE NOUVELLE ADRESSE.**

Payable par chèque ou mandat-poste
à la REVUE FOCUS, C.P. 10,
JONQUIÈRE

CAMP MUSICAL DU LAC-SAINT-JEAN

PROGRAMMATION ESTIVALE 1979

21 juin

CENTRE CULTUREL DE JONQUIÈRE: Concert des mini-violons, 20h.

24 juin

Ouverture du camp musical de Métabetchouan avec Jacynthe Couture (pianiste), 20h30.

27 juin

CAMP MUSICAL: Bruno Laplante (le grand du disque), 20h30.

28 juin

CENTRE CULTUREL DE JONQUIÈRE: Concert de clôture des mini-violons, 20h.

29 et 30 juin

CAMP MUSICAL: Histoire de soldat (Higor Stravinsky).

1er juillet

ÉGLISE DE MÉTABETCHOUAN: Chorale Aquilon d'Alma, 20h. Aussi, Paul Vigent (organiste).

4 juillet

CAMP MUSICAL: Trio chromatique avec Daniel Turgeon (piano), Sherly Mays (violin), James Crossland (violoncelle), 20h.

7 juillet

CAMP MUSICAL: John Van Bockern (clarinette) et Trio Résident.

8 juillet

CAMP MUSICAL: Trio Perron (cordes) et Francis Dugay (flûte).

11 juillet

Trio Résident.

13 juillet

Orchestre symphonique du camp sous la direction d'Henri Brassard. Artiste invitée: Johanne Perron.

15 juillet

Les petits chanteurs d'Aubert Villiers (France).

18 juillet

Serge Guillemette (piano), Michel Tremblay (cor).

21 juillet

Henri Brassard (piano).

22 juillet

Raymond Davelieu (organiste de l'oratoire Saint-Joseph).

25 juillet

Réal Simard et M. Boudreault (guitare) et Huguette Collard (flûte).

28 juillet

Concert de fermeture du camp (étudiants).

Les 28 juin et 5-12-26 et 28 juillet

Concert des étudiants du camp musical.

INFORMATION:

Avant le 24 juin: 547-0716

Après le 24 juin: 349-2085

**nous
imprimons**

**IMPRIMERIE
le lac-st-jean**
535 sud, avenue du Pont, Alma, P.Q. - G8B 2T9 Tél.: 668-2389

LIVRES
DE POCHE

LIVRES DE
BIBLIOTHEQUE

MANUELS
SCOLAIRES

PAPETERIE

Etc...

LA
LIBRAIRIE
REGIONALE
INC.

461 EST,
RUE RACINE,
PLACE
DU SAGUENAY
ET PLACE
DU ROYAUME

CHICOUTIMI

si VOUS
NE NOUS LISEZ PAS

IL MANQUE
QUELQUE CHOSE
A VOS LOISIRS :
québec science

Au tarif de \$17.00* (1 an / 12 numéros), je m'abonne pour
..... années au magazine QUÉBEC SCIENCE.

- ☐ abonnement
☐ réabonnement

COUPON D'ABONNEMENT
(à remplir en lettres MAJUSCULES)

31 nom 60

61 prenom 80

(B) 7 8

9 numéro rue appartement 28

29 ville 48

49 province ou pays 68

69 code postal 74

- ☐ Cheque ou mandat postal ci-joint
☐ Veuillez me facturer

* Tarif en vigueur jusqu'au 31 décembre 1978

Le magazine QUÉBEC SCIENCE, case postale 250, Sillery, Québec, G1T 2R1.



Antonio Girard Ltée

LIBRAIRIE, PAPETERIE, AMEUBLEMENT DE BUREAU

555, rue Collard Ouest

ALMA, Qué. - G8B 1N1

LES PETITES GARDIENNES

du personnel domestique à rabais
et féminin à part ça



Photo: Michel Gauthier

DANS LA SÉRIE "LES ENFANTS, UNE MAIN-D'OEUVRE DOCILE"

PAR PIERRE DEMERS

"Les adultes, alors même qu'ils témoignent de la compréhension à l'égard des enfants en tant que personnalités, se refusent assez souvent à admettre qu'ils puissent avoir une existence collective, entre eux et pour eux, et, au lieu de faciliter la création d'une société jeune, s'y opposent par différents moyens: la discipline, les punitions, la compétition, l'appel à l'amour-propre et d'autres moyens visant à obliger l'enfant à se conformer à la société adulte".



Photo: Michel Gauthier

Que celui qui paye le salaire minimum (\$3.50) à sa gardienne lève la main. Comme l'auditoire est silencieux. On dirait une salle de cinéma vide à huit heures du matin. Ou le ventre d'une église trop grande, sur semaine, l'après-midi.

Personne ne bouge. Personne n'ose lever le petit bout du doigt.

C'est évident pour tous ceux qui s'en servent un peu. Les petites gardiennes sont mal payées.

Pourtant, elles ne se plaignent pas trop elles non plus. Elles sont tellement contentes de travailler un peu. Et de toute façon c'est souvent leur mère qui a pris la décision à leur place.

La job de gardienne d'enfants, ça se décide d'abord entre adultes, entre les grandes personnes qui gravitent toujours trop autour des enfants et des jeunes filles. La voisine d'en face téléphone à votre mère et lui demande comme ça, sans arrière-pensée, votre âge. "Déjà 13 ans, et comme elle vieillit bien votre fille..."

La semaine suivante, au retour de l'école à 16h, votre mère vous a préparé une petite job pour le soir, juste de 20h à 22h. C'est simple comme bonjour.

Vous n'aurez qu'à surveiller dormir le bébé de 10 mois de la voisine d'en face. De toute façon, il dort dur. Il ne se réveille jamais la nuit. Comme c'est la première fois que vous allez garder, vous ne prenez pas de chances. Une réputation de bonne gardienne se fabrique de bonne heure. Vous vous rendez chez la madame d'en face à 19h30. La madame est déjà prête à partir. Le bébé est dans le milieu de la place. Il ne reste qu'à lui donner son bain et le coucher.

Ca commence bien une carrière de "petite gardienne". "Si ça va mal, tu téléphoneras à ta mère" qu'elle me dit, en fermant la porte.

Pourquoi les filles sont-elles prises malgré elles avec une job pareille.

Les gars aussi pourraient faire la même job. Je connais des gars qui sont aussi "maternels" que des filles avec les enfants.

Moi, les enfants m'agacent et me cassent la tête à la longue. Ma mère a beau me dire qu'il faut que je me prépare à devenir une "bonne maman", je me méfie de l'avenir. J'ai juste 13 ans, je vais sûrement changer...

Le bébé est dans le milieu de la place. Comme il me connaît un peu (je l'ai déjà promené en carrosse autour du quartier), il ne panique pas trop. Mais je n'ai jamais mis les pieds dans cette maison. Je ne sais pas où trouver ce que j'ai besoin pour m'occuper de ce petit-là.

C'est mardi soir, je voudrais regarder la télé tout de suite, ou bien écouter des disques à la radio. Réglons d'abord le cas du bébé.

C'est délicat de donner le bain à un bébé de 10 mois. Si je lui fend le crâne sur le bord du lavabo, ma carrière de "petite gardienne" est plutôt compromise...

Soyons prudente.

Je le couche à 20h et il ne s'endort pas. Il a peut-être soif. Je donne un coup de fil à ma mère. Elle me conseille de lui donner un peu d'eau dans son petit verre hermétique. Ca marche, il boit comme un patrouilleur du désert et il s'endort du sommeil du juste.

Le téléphone sonne. Le monsieur de la maison cherche sa madame. Il téléphone du bureau. Il finira plus tard que prévu. Il ne reconnaît pas ma voix et me demande mon nom et mon âge. Il trouve ça curieux que je garde "son bébé" à 13 ans...



Je peux commencer à regarder la télé tranquille. Il est 20h45. Le bébé se réveille. Il pleure. Il a les bras pris dans les barreaux de son lit. Pas étonnant, il grouille comme un nageur en dormant. Ce bébé-là doit avoir des troubles d'estomac... à moins que l'eau que je lui aie donné fut trop froide, tantôt...

Il se rendort dans mes bras. Je vais le recoucher.

Le téléphone sonne de nouveau. Ma mère me demande comment ça va. Je lui réponds de regarder par la fenêtre du salon et de venir quand la maison passera au feu... pas avant.

Comme je raccroche le téléphone, quelqu'un sonne à la porte. Le monsieur du patro vient quêter des sous. Je n'ai pas un cent dans mes poches. Qu'est-ce que je fais. Je lui dis que les propriétaires de la maison sont absents. Il me demande mon âge, gênée je lui dis que j'ai 14 ans et demi...

Je suis tannée de dire mon âge à tous ceux qui me le demandent.

Il est 21h30. Je suis fatiguée. Je m'endors un peu. La madame est mieux de revenir pour 22h. Le bébé dort tranquille.

Je téléphone à mon jeune frère pour qu'il vienne me porter mes devoirs de classe. Ça ne me dit pas trop de tomber là-dedans, ce soir.

La prochaine fois que maman me prépare une autre soirée comme ça, je tombe malade aussitôt. Je n'ai pas la vocation de "petite gardienne"...

Mon amie Diane me donne un coup de fil. Maman lui a refilé mon numéro. Elle aussi garde dans son quartier. Mais ce n'est pas la première fois. Elle garde deux jumelles de 3 ans qui se couchent à 20h et qui s'endorment à 21h30... Sa madame la paye bien: \$1.75 de l'heure...

J'ai hâte de voir combien la mienne va me donner à 22h. Au fait, il est 22h10...

La madame n'arrive pas encore. Ça doit être normal. J'ai tout manqué mes émissions de télé. Mes devoirs ne sont pas faits. Et je m'endors...

Demain matin, l'autobus scolaire passe à 7h20 juste. Si je la manque, je me tape 3 milles à pied. Comment je vais faire pour me lever à 6h30.

Il est 22h30... La madame m'a oubliée.

Je téléphone à ma mère. Elle vient de se coucher. Elle me dit de ne pas m'inquiéter. Elle viendra voir à toutes les 15 minutes, dans la fenêtre d'en avant... J'ai hâte que la madame revienne. Je signale à ma chère maman que j'ai des cours demain matin et que samedi soir prochain, je ne garde pas. J'ai une sortie de prévue... COMPRIS.

Il est 11h du soir. Je m'étends sur le divan après être allée voir le bébé dans son lit (les enfants s'étouffent si souvent avec leur oreiller ou leur sucette quand les gardiennes sont là...) et je m'endors...

La maison passe au feu... Les pompiers arrivent à cent milles à l'heure dans la rue et réveillent tout le monde. Le bébé crie comme un déchaîné dans son lit... sort de sa chambre et se métamorphose en "Hulk" vert pour me sauver des flammes... Ma mère a perdu connaissance en voyant "l'incroyable Hulk" défoncer la vitrine du salon de la maison pour me délivrer...

La madame me réveille.

Elle s'excuse. Il est minuit et demi. Le monsieur est avec elle. Elle me remercie d'être venue garder. Le bébé ne s'est pas réveillé... comme d'habitude.

Elle me glisse des dollars dans ma main. Je ne vois pas bien. Je suis toute endormie. Elle veut que je revienne garder samedi soir prochain. Je suis trop endormie pour refuser...

En arrivant chez moi, je compte les dollars et les sous qu'elle m'a donnés... \$2.88 pour 4 heures d'ouvrage... j'enlève une heure de sommeil... pour 3 heures.

Ma carrière de "petite gardienne" commence mal...





Photo: Michel Gauthier

Des gardiennes ou des domestiques

Les "petites gardiennes" se demandent souvent pour qui on les prend? A quoi on les engage? Elles viennent garder des enfants (pour que ceux-ci ne s'étouffent pas avec leur sucette...) et on leur demande avec plein de subtilité de laver la vaisselle qui traîne sur la table de cuisine, de faire un peu de ménage et même de garder les enfants de la voisine qui se trouvent par hasard, chez-vous.

On prend les "petites gardiennes" pour des imbéciles. On les paye des salaires de famine. Elles n'ont d'ailleurs jamais un mot à dire sur "leurs conditions salariales".

Le plus souvent, ce sont les mamans des gardiennes qui négocient le salaire de leur fille avec la madame qui fait garder.

La tâche, non plus, n'est jamais bien définie. Il y a tout de même des différences entre garder un enfant qui dort et "préparer un enfant pour la nuit" en lui donnant son bain, son goûter et en étant obligée de l'endormir.

On prend les gardiennes pour des petites imbéciles, pour des petites naïves.

"Tout ça parce que notre réseau de garderies est inexistant."

Quand elles vieillissent, quelques-unes d'entre elles profitent de leur situation pour inviter leur petit ami à domicile et pour boire un peu le cognac du monsieur de la maison.

Peut-on les blâmer de prendre ainsi les habitudes de la maison?

Les "petites gardiennes" n'ont pas toujours le choix. Elles ont besoin d'argent comme tous les grands enfants de leur âge. On croit encore que les filles gardent mieux les enfants que les garçons. Et leur mère négocie toujours la job à leur place, dans leur dos, quelques semaines avant d'entrer sur le marché des "gardiennes mal payées" et "trop mal considérées".

Il y a des exceptions, bien sûr.

Par exemple, "les petites gardiennes" qu'on prend un peu comme "dames de compagnie". Le monsieur est toujours à l'extérieur. Il travaille fort fort. Il a des affaires à régler, jour et nuit. Il a des réunions, des rendez-vous, des congrès, des meetings, vous voyez le genre!

La madame est toute seule tout le temps à la maison avec les deux beaux enfants pas endurables. Alors elle se

trouve une "petite gardienne" et la serre fort fort contre elle.

Pour jouer ce jeu de dame de compagnie, il faut être "disponible" 24 heures par jour.

La madame vous paye ordinairement très bien. Elle a besoin de vous tout le temps. Vous ne vous appartenez plus.

Elle peut vous téléphoner à 3 heures du matin pour venir garder ses deux enfants.

Il faut donc être "toujours prête".

La plupart du temps, la madame ne sort même pas quand vous gardez. Elle veut parler à quelqu'un. Alors elle vous engage comme interlocutrice. Avec tous les risques que ce rôle comporte.

Libre à vous de jouer le jeu jusqu'au bout. Si vous acceptez de le jouer, il faut s'attendre à tout. Elle peut même vous faire faire le tour de la Gaspésie, avec ses deux enfants et son mari... Une drôle de job que celle de "petite gardienne". Et quand la main-d'oeuvre se fait trop rare, c'est la grand-mère ou la matante vieille fille qui prend la relève... Tout ça parce que notre réseau de garderies est inexistant.

NOTRE DROIT À L'INFORMATION

Le phénomène est mondial, au Québec comme ailleurs, la situation de l'information est actuellement en état de crise. Les nombreuses grèves qu'ont connues les grands quotidiens québécois, canadiens et américains, se sont révélées de troublants cris d'alarme contre la dégradation de la qualité de l'information. Les journalistes sont captifs du système privé de l'information. Les diverses manifestations individuelles ou collectives qu'ils ont provoquées traduisent leur mécontentement. Il faut y voir une volonté de résister aux dirigeants de l'information concentrationnaire.

Si nous avons tant besoin d'une presse parallèle au Québec, c'est par opposition à une presse officielle qui ne remplit pas son rôle d'information. La presse parallèle n'est pas dupe de l'objectivité, elle sait bien que ce mot "passe-partout" sert surtout à censurer ce qui risquerait de renverser les valeurs traditionnelles. L'existence de la presse parallèle trouve sa pertinence parce qu'actuellement au Québec, elle est la seule qui tend à représenter les enjeux collectifs. Ses questionnements servent à mettre en lumière ce que les pouvoirs préféreraient occulter.

Nous tenons à soulever cet aspect de l'information d'abord parce qu'on n'en parle que très rarement et qu'aussi, dans la conjoncture actuelle, la presse parallèle revêt l'importance d'une information différente.

Nous entendons par information différente toute publication de périodique qui ne cherche pas à traiter l'information comme nous la subissons de la presse officielle. Dans cet optique nous aborderons soit la presse parallèle sur la scène nationale et régionale, soit la presse étudiante, mais aussi la situation de la presse au tiers-monde. Nous verrons ce qu'il en est de ces réseaux d'information dont on ne parle jamais.

Et puis faut-il le signaler, quand on parle d'information différente, on peut aussi bien considérer les tracts, ces petits papiers à caractère subversifs qui peuplent les murs de nos villes. Les affiches véhiculent parfois une information engagée, les publications syndicales ou celles des groupes populaires, et même les graffitis qui animent les endroits publics, traduisent notre réalité sociale et politique. A vous de découvrir les transmetteurs de la contre-information! Et puis quoi encore... Place au pluralisme, Place à la liberté d'expression, Place à l'information colorée!!!

MONIQUE MAJOR

LA SITUATION ACTUELLE

Les média d'information écrits ou électroniques n'ont jamais été libres. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, au Québec comme partout ailleurs, le journal continue de représenter un outil fort important et un objet de convoitise pour ceux qui aspirent au pouvoir.

Il fut une époque où les journaux affichaient aux yeux de tous et de toutes leur appartenance politique. Subventionnés par la caisse du parti, les journaux d'alors devenaient carrément les porte-paroles officiels du parti tutélaire. L'arrivée de la publicité comme autre source financière a donné l'occasion d'élargir leur contenu et d'outrepasser le cadre des attaches partisans. Libérés de leur dépendance financière à un parti, les journaux se sont officiellement proclamés "indépendants". Officiellement, disons-nous, puisque de cesser d'être la propriété d'un parti n'entraîne pas nécessairement la mésentente avec ce dernier.

L'appui deviendra moins apparent, plus subtil. On ouvre les pages d'information à tous les partis mais judicieusement on accorde un traitement de faveur au préféré.

La dépolisation de l'information

Viendront le progrès technique et l'industrialisation des moyens de communication qui permettront de collecter rapidement des informations diverses, en plus grand nombre et partout dans le monde. Dès lors, le contenu des journaux se transforme, les pages d'information qui diffusaient les commentaires et les débats politiques seront remplacées par une information traitée désormais de façon anecdotique et superficielle. C'est le début de la guerre des tirages. On dépolitise l'information pour la réduire aux faits divers, le style journalistique se standardise, s'uniformise. On parle abondamment, les faits sont rarement situés dans leur contexte, si bien que la nouvelle est dénuée de sens. Les lecteurs sont noyés par un amas d'informations incohérentes et n'ont plus les moyens de comprendre, tellement leur perception est brouillée. La réalité est obnubilée par une soi-disante objectivité de l'information. Maintenant que les média de masse diffusent de l'information factuelle et anecdotique,



La presse internationale est actuellement en crise.

que, le vent de la sur-information entraînera ce que nous connaissons aujourd'hui: la sous-information!

La crise de l'information à l'ère des monopoles de presse

L'objectivité de l'information n'existe pas et encore moins la neutralité de l'information. Il n'y a que ceux qui détiennent les capitaux privés des média de masse pour y croire ou tout au moins veulent-ils nous le faire croire. OBJECTIVITÉ - mot magique fétiché - masque de la blème uniformisation. Nos journaux sont aujourd'hui la propriété de grosses corporations privées qui n'hésitent pas à orienter l'information, à décider de ce que nous allons lire. Le contrôle de l'information est chose courante et se traduit parfois de façon aussi grossière que de choisir de faire complet silence sur tel organisme, tel événement, sur les revendications de tel syndicat ou celles d'un groupe populaire (malgré les conférences de presse). Il ne faudrait pas croire que la région échappe à cette situation. Nous l'avons vu, la majorité de nos média écrits appartient à deux gros monopoles, soit Unimédia et Québecor (voir Focus numéro de novembre 77, portraits des journaux au Saguenay-Lac-Saint-Jean).

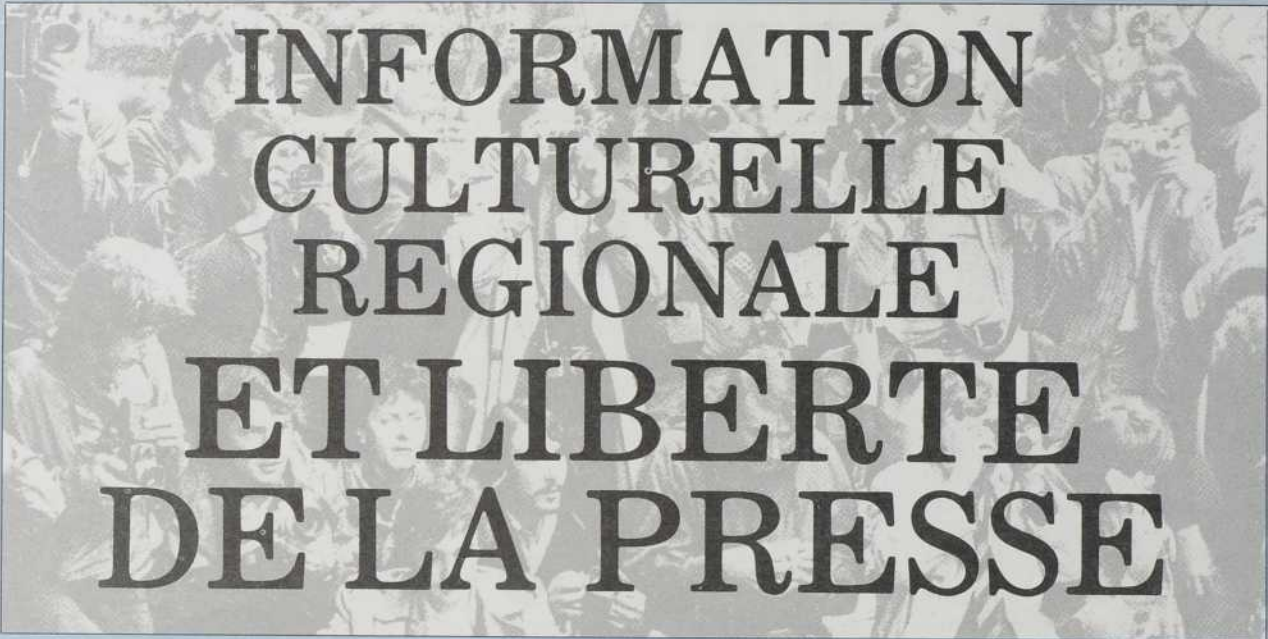
Le pouvoir social dont jouissent les détenteurs des média de masse est redoutable. De Montréal à Sept-Îles, on a tous droit au même traitement d'une information standardisée, nivelée, robotisée. Mais l'information à la chaîne n'a pas que des avantages économiques, et les gestionnaires de cette entreprise privée le savent bien. Les journaux ont souvent servi d'appareil idéologique, de lieux privilégiés pour maintenir et manipuler la conscience populaire. L'information standardisée

donne un pouvoir dangereux aux propriétaires d'une chaîne de journaux. Ces derniers peuvent tout à loisir diminuer le nombre de journalistes, en choisir quelques-uns qui, situés dans les principales villes du Canada, vont gentiment multiplier leur nombre de copies pour alimenter tous les journaux membres de la chaîne. Quelle puissante influence sur nos goûts, notre culture, quel puissant contrôle sur nos valeurs idéologiques! Quand l'écrivain Pierre Godin exprime sa crainte face à l'information à la chaîne, il provoque un questionnement qui nous fait sérieusement réfléchir: "c'est la mort du pluralisme si nécessaire en matière d'information pour maintenir entre les différents média et les diverses sources d'information l'équilibre des subjectivités, des partis pris, des préjugés et des options politiques. A la limite, une telle production de l'information peut conduire très rapidement à un endoctrinement idéologique, à un totalitarisme intellectuel, à la disparition de l'esprit critique, à la mort du droit à la dissidence".

A l'heure où les québécois ont à faire le choix déterminant qu'est le référendum, la standardisation de l'information à la chaîne est d'autant plus inquiétante. L'information générale à tendance sensationnaliste, les gros titres biaisés et les silences tellement propices cesseront-ils parce que les québécois ont à faire un choix historique? Il faudrait tout au moins être bien naïf pour le croire!

MONIQUE MAJOR

● Pierre Godin est l'auteur d'un excellent ouvrage, "L'information-opium". Edité chez Parti Pris, ce livre donne un bon aperçu des dessous de l'information au Québec. Son prix varie autour de \$6.



INFORMATION CULTURELLE REGIONALE ET LIBERTE DE LA PRESSE

JOCELYN PAGÉ

Les journalistes n'ont pas souvent l'occasion d'exprimer leur point de vue sur la situation de l'information. On serait même parfois porté à penser qu'ils ne font pas partie prenante dans ce débat sur la qualité de l'information. Dans la région, quelques grèves sont déjà venues nous rappeler le contraire. On entrevoit très souvent le débat comme celui d'un journal confronté au public, sans s'inquiéter que ce journal n'est pas composé de partenaires à parts égales. Les journalistes ont pourtant des idées sur l'information, des idées surprenantes qu'ils ne pensent pas, ou ne peuvent pas, émettre dans leur propre journal. Le 2 mai dernier, se tenait au Collège de Chicoutimi, dans le cadre d'une semaine de la littérature, un débat sur l'Information culturelle régionale et la Liberté de la presse. Les participants étaient les suivants: Yvon Paré du Quotidien, Lise Gauthier de Radio-Canada, Laval Gagnon du futur Conseil Régional des Communications, Jocelyn Pagé de la revue Focus, Jacques Raymond du Conseil Régional de la culture, Christine Chabot du ministère des Affaires culturelles.

Les conditions de travail

Tous les journalistes présents étaient d'accord pour affirmer que les conditions actuelles de travail nuisaient à la qualité de l'information. Dans un cas, on s'est plaint du petit nombre de journalistes devant couvrir l'ensemble du domaine culturel de toute la région; dans un autre, on questionne sérieusement le fait que les pigistes et contractuels sont à la merci de l'humeur des réalisateurs et des patrons. Les journalistes se déclarent victimes d'une situation de faits qui ne semble pas favoriser la qualité de leur travail. La liberté du journaliste apparaîtrait plus comme une cellule régie par des codes très stricts, mais dont la logique tient beaucoup de l'irrationnel. Le journaliste, de plus, est confiné dans un ghetto qui ne lui permet pas d'avoir un pouvoir réel sur la production de l'information. Encore là, la règle semble bien d'être de diviser pour régner. La culture c'est ce qui est culturel, le sport c'est le sport, la politique c'est la politique, le sensationnalisme c'est le sensationnalisme... S'il est certain qu'une société, pour pouvoir survivre, doit s'assurer d'un fonctionnement relativement homogène,

les journaux et les autres médias ne sont pas là pour nous permettre de le comprendre. Les cadres de travail n'encouragent pas non plus les journalistes à nous l'exprimer.

Les services gouvernementaux

La présence d'organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux, de plus en plus présents dans toutes les activités du milieu, a pu permettre de constater l'impuissance dans laquelle baignent ces services. Le Conseil régional de la culture, avouant son rôle strictement consultatif, a promis d'essayer, après des consultations auprès du public, d'influer sur la qualité de l'information.

Le secteur gouvernemental, lui, n'a pu qu'offrir aux journalistes une aide personnalisée, une sorte de guide qui peut proposer des personnes-ressources sur des sujets précis. Son poids légal, dans l'actuel imbroglio des législations fédérales-provinciales, est plus que léger. Et pour cause... On entend déjà les protestations des propriétaires d'entreprises de presse

criant à l'ingérence de l'état. Tout au plus peut-il aider, par un geste financier symbolique, des médias culturels et communautaires.

Des solutions

Les panelistes et le public semblaient s'accorder sur la nécessité d'un coup de barre à donner pour transformer la situation actuelle de la presse; ce qui confirme le 29.5% d'insatisfaits que soulignait l'enquête effectuée l'an dernier pour le Cercle de Presse de la région.

On parle beaucoup actuellement de la formation d'un Conseil Régional des Communications. Ce conseil aurait sensiblement le même poids que l'actuel Conseil de presse du Québec. Un élément est pourtant à retenir: la situation de l'information dans notre région est-elle si catastrophique qu'elle nécessite un conseil qui lui soit particulier? La création d'un tel conseil argumente en faveur de l'hypothèse que les régions du Québec seraient un Tiers-Monde de l'information! Et si on se réappropriait collectivement la propriété des médias d'information...

COLLOQUE SUR LA PRESSE PARALLELE

MONIQUE MAJOR

Le mois passé, Focus participait à un colloque sur la presse parallèle organisé par la revue "Le Temps Fou". Étaient représentés, Cahiers du socialisme, Des luttes et des rires de femmes, Focus, Interventions, interventions critiques en économie politique, Le temps fou, Ovo et Zone libre. Tour à tour, des représentants des périodiques ont situé leur travail d'information.

Après avoir fait le constat de nos modes d'organisation pratique, financière et rédactionnelle, il s'est avéré que tous nous vivions d'importants problèmes au niveau de la distribution. La situation de la distribution au Québec est aussi litigieuse que celle de l'information. Et avec raison,

puisque là aussi, nous avons à faire face aux gros monopoles. Sur tout le territoire québécois règnent ces imposants monarques, ceux-là même qui sont les propriétaires d'une chaîne de journaux. Les "Messageries Dynamiques" (Québecor) appartiennent à Péladeau tandis que "Distributions Eclairs" (Gesca) sont à Francoeur. Il ne nous reste qu'une dernière alternative: "Benjamin News".

Mais tout comme ces compétiteurs, Benjamin News s'inscrit dans les chemins du profit et les périodiques spécialisés n'ont pas un tirage assez volumineux pour allécher les intérêts de ce dernier.

De plus, nous n'avons aucun contrôle

sur la mise en marché, nous sommes souvent distribués dans des points de vente qui ne rejoignent pas un public susceptible d'être intéressé par notre information. Nos revues se retrouvent bien souvent cachées derrière le "Play Boy" ou des vieux photoromans. Il est aussi fréquent de constater qu'on a omis de nous distribuer dans les tabagies qui se sont déjà révélées de bons points de vente. Devons-nous voir dans ces petits accrochages un manque d'intérêt ou encore... une forme subtile et camouflée de chantage? Dans le cas de Focus et de certaines autres revues, nous n'avons pas attendu la réponse. Avant que ce petit jeu nous détruise, nous avons préféré faire une distribution "à la mitaine".

COORDONNÉES DES REVUES PRÉSENTES AU COLLOQUE

Nom: **OVO**
1^{re} parution: 1970 (Montréal)
Régularité: Trimestriel
Tirage: 3,000
Financement: \$50,000 du Conseil des arts
Fonctionnement: Deux permanents qui recherchent les articles et les photos.
Contenu: Revue de photographies fonctionnant maintenant avec des thèmes tels que: les prisons, les Amérindiens, l'automobile, la ville, etc.

Nom: **INTERVENTIONS**
1^{re} parution: Mars 1978 (Québec)
Régularité: Trimestriel
Tirage: 1,200
Financement: Vente, publicité, aide du milieu culturel
Fonctionnement: Aucun permanent. De 5 à 6 personnes choisissent ou commandent des textes.
Contenu: Analyse sociale du phénomène culturel. Provoquer les intervenants du milieu culturel à une démarche plus socialisante.

Nom: **DES LUTTES ET DES RIRES DE FEMMES**
1^{re} parution: Avril 1977, sous le nom de Pluri-Elles (Montréal)
Régularité: 5 numéros par année
Tirage: 3,000
Financement: —
Fonctionnement: Collectif de femmes qui écrivent et recherchent des articles
Contenu: Revue féministe qui parle des femmes dans leurs oppressions spécifiques. Veut donner la parole aux femmes et transmettre l'information des groupes féministes existants.

LE MAGAZINE OVO

Les travailleurs de la Baie James



INTERVENTION 3



Nom: **LE TEMPS FOU**
 1re parution: 1978 (Montréal)
 Régularité: Trimestriel
 Tirage: 5,000
 Financement: Investissements personnels à l'origine de \$100. Vit de la vente et de la publicité.
 Fonctionnement: 2 permanents. Comité de lecture qui écrit et commande des textes.
 Contenu: Véhicule tout ce qui a trait au courant d'idées qui ont germé à la fin des années '60. Faire passer une information absente de la presse officielle.

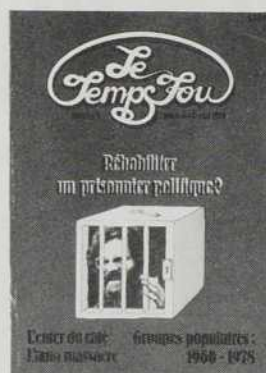
Nom: **LES CAHIERS DU SOCIALISME**
 1re parution: Mai 1978 (Montréal)
 Régularité: 2 numéros par année
 Tirage: 1,500
 Financement: Vente
 Fonctionnement: ---
 Contenu: Analyse des réalités économiques, sociales et politiques du Québec dans une perspective socialiste.

Nom: **INTERVENTIONS CRITIQUES EN ÉCONOMIE POLITIQUE**
 1re parution: Juin 1978 (Montréal)
 Régularité: Trois numéros par année
 Tirage: 1,000
 Financement: ---
 Fonctionnement: ---
 Contenu: Analyse de la réalité économique. Dénonciation des charlatants de la science économique. Ne se limite pas aux cadres stricts de l'économie.

Nom: **POSSIBLES**
 1re parution: Octobre 1976 (Montréal)
 Régularité: Trimestriel
 Tirage: 2,000
 Financement: Investissements personnels, subvention du ministère des Affaires culturelles, vente.
 Fonctionnement: Aucun permanent, comité de lecture
 Contenu: Inventorier les "possibles" québécois. Publie des numéros à thèmes: Tricofil, la santé, les mouvements sociologiques...

Nom: **ZONE LIBRE**
 1re parution: Printemps 1977 (Montréal)
 Régularité: Irrégulière
 Tirage: ---
 Financement: Investissements personnels, vente
 Fonctionnement: Collectif dont se dégage un consensus pour chacun des numéros
 Contenu: Sujets dont la presse officielle ne traite pas, volonté de témoigner de ce qui se fait à la grandeur du Québec

Nom: **FOCUS**
 1re parution: Mai 1977 (Saguenay-Lac-Saint-Jean)
 Régularité: Mensuel (10 numéros dont 2 doubles)
 Tirage: 2,000
 Financement: Origine d'un projet P.I.L., subvention de \$10,000 du ministère des Affaires culturelles, vente et publicité
 Fonctionnement: 5 permanents et plusieurs collaborateurs, comité de rédaction planifie les numéros, 1 ou 2 responsables par numéro, travail auto-gestionnaire
 Contenu: Revue à caractère socio-culturel. Faire passer une information différente des médias officiels, montrer les enjeux des débats régionaux. Parti pris pour les luttes contre l'anti-syndicalisme, contre le sexisme, contre la détérioration de l'environnement, contre la mauvaise qualité de l'information véhiculée par les monopoles de presse actuels.



LES CAHIERS DU SOCIALISME

3

Jean-Marc Pottier sur l'Etat
 Donna Mergler et Luc Desnoyers
 sur la santé au travail
 Jules Duchastel sur le chômage
 T. Hentsch et P.Y. Soucy sur le PQ
 et G. Bourque sur la bourgeoisie

possibles

VOLUME 2 • NUMÉRO 1 • AUTOMNE 77

Tricofil... ça continue
 Fer et Titane:
 un mythe et des poussières

Le roman québécois:
 de nouvelles perspectives

La politique et le corps:
 La sociobiologie
 nouvelle conception du social

Nouvelle de Jacques Broasard
 Poèmes de Michel Beaulieu
 et Robert Laplante



QUELQUES BEAUX CAS PARMI TANT D'AUTRES

PAR PIERRE DEMERS

Après avoir formulé les précautions d'usage (l'inventaire de ces publications alternatives d'hier et d'aujourd'hui reste à faire, leur analyse aussi, etc.) qui s'imposent toujours quand on n'a pas le temps de consacrer une thèse universitaire (ou un cours de cégep de 45 heures) sur le sujet, limitons-nous, pour le moment, à décrire quelques "beaux" cas de la presse alternative régionale.

Des beaux cas parce que ces publications alternatives, différentes des "organes" (si peu indispensables à l'information) de presse officielle ont su, dans un laps de temps souvent très courts, imposer un style, des idées précises et une solution momentanée à une carence permanente de la presse de remise en question.

D'autres journaux syndicaux naissent dans la région au gré des conflits ouvriers qui traînent et nous surprennent régulièrement par leur verve, leur humour et leurs propos limpides. Les travailleurs agressés fabriquent souvent une presse alternative vivante. Ils y identifient vite leurs agresseurs et savent "quoi" écrire pour répondre aux urgences.

des expositions, un travailleur sans emploi se fait même élire sur le comité de direction de la Société des arts du Saguenay pour "représenter les chômeurs" au centre culturel réservé aux bourgeois.

Le journal sert de bulletin d'information de cette association née ici en même temps que les autres maisons de sans travail, partout à travers le Québec.

Ces 5 numéros de "CRAC" écrits par des journalistes disponibles montrent à quel point les subventions gouvernementales peuvent "miner rapidement" la presse alternative. L'organisme des chômeurs est mort après ses subventions et le sabordage de ses leaders récupérés.



PAPAJAK (financé par la C.S.N.)

Ce petit journal syndical des travailleurs des pâtes et papiers des usines Abitibi-Price d'Alma, Jonquière et Kénogami a paru assez régulièrement depuis 1973. Il est surtout loquace durant les périodes de grosses et difficiles négociations.

Cette publication drôlement illustrée et aux manchettes claires connaît une bonne diffusion chez les travailleurs des pâtes et papiers et même ailleurs, dans les autres syndicats C.S.N. de la région.

Comme presse syndicale décontractée, on ne fait pas mieux. Le contenu vise bien sûr les employés des usines d'Abitibi-Price qui reconnaissent plus vite les allusions des rédacteurs et des dessinateurs, mais tous les lecteurs bien intentionnés finissent par saisir les astuces.



LE CRAC (financé par l'Association des chômeurs)

Ce journal du Comité régional d'aide aux chômeurs (CRAC) a paru 5 fois, en 1971. Quand on le relit aujourd'hui, on est surpris de sa ligne de pensée cohérente et résolue. A l'époque, on met sur pied une maison du chômeur à Jonquière, et on forme une association régionale. Cette association recueille des fonds, publie ce journal de luttes et de revendications, organise des manifestations publiques, des services de dépannage aux familles pauvres, invite des "personnalités politiques", bref se débrouille pendant quelques mois. Elle pilote même une tournée régionale de la troupe "Le grand cirque ordinaire" qui crée "T'en souviens-tu Pibrac?".

A la maison du chômeur, on présente

la gazette de Multi-Media

EDITION SAGUENAY-LAC SAINT JEAN

LA SANTE UNE QUESTION D'EQUILIBRE

En maintenant en santé, c'est avoir autant de mesure et d'équilibre dans la boire et le manger que dans l'activité physique.



LA GAZETTE DE MULTI-MÉDIA (financée par le ministère de l'Éducation)

Pendant 3-4 ans, l'équipe régionale de "Multi-média" publiait une gazette d'information régionale servant de bulletin de liaison et de discussion pour les groupes et individus concernés par le programme.

On y a préparé des dossiers sur des questions sociales, politiques et éducatives avec un certain souci de donner la parole à ceux qui ne la prennent pas souvent dans la presse officielle.

La "gazette" est disparue avec le programme régional de "Multi-média", en 78.

Les journaux alternatifs subventionnés par des ministères provinciaux ou fédéraux disparaissent souvent ainsi au gré des décisions de fonctionnaires qui sortent de leur tablette pour "faire le ménage". Toute l'aide gouvernementale en matière de presse alternative (i.e. anti-presse officielle et monopolistique) est à redéfinir au plus vite. Il faudrait donner des chances aux journalistes alternatifs qui veulent faire autre chose que ce que fait la presse assise. La santé de notre presse passe par là... Au lieu de la laisser entre les mains des vendeurs de pages publicitaires.



L'ORÉE DES BOIS (financé par ses rédacteurs)

Ce recueil de poche chargé de textes, d'idées et de création, sans oublier les dessins, a connu 3 numéros. Ses responsables voulaient y diffuser les alternatives qu'ils vivaient dans leur vie quotidienne, un peu comme les rédacteurs de "Mainmise".

On y trouvait des chroniques fouillées sur l'alimentation naturelle, des bonnes critiques de l'environnement et des textes d'humeur du moment souvent commandés par les circonstances entourant les membres de ce groupe. "L'orée des bois", imprimé par la Librairie coopérative d'Alma (qui a publié quelques recueils alternatifs qu'il faudrait mentionner ici, entre autres, un guide touristique régional alternatif fort à propos), aurait pu "durer" plus de 3 numéros si ses rédacteurs n'avaient pas dû suivre leur étoile, prendre le large, à un moment donné.

Moi je retiens de ce recueil le souvenir d'une maison centenaire (et de ses arbres) de Jonquière démolie, un samedi matin, pour faire place à un bel entrepôt de supermarché. Les rédacteurs de "L'orée des bois" avaient de bonnes antennes.



SIGNE / THÉÂTRALITÉS (financé par le ministère des Affaires culturelles)

Les membres du groupe de théâtre expérimental "Théâtram" ont publié deux numéros de leur revue de réflexions et de compte-rendu d'activités théâtrales diverses.

Cette revue avait une tenue d'écriture et d'illustrations remarquable à chacune de ses parutions.

Le groupe "Théâtram" utilise surtout un tel médium pour mieux justifier et expliquer leur pratique théâtrale tout en tenant compte aussi de sa portée informative.

Quand on fait un théâtre d'essai à Jonquière, sans le public initié des grands centres, on sent le besoin de former un nouveau public à ce genre de projet culturel.

Dans les deux "Signes/théâtralités", les membres de "Théâtram" ont rendu compte avec lucidité de leurs voyages

d'étude en Inde où ils se sont initiés aux techniques du "Kathakali".

Cette revue issue d'un groupe de comédiens a la qualité d'explorer de nouvelles avenues et aussi de vulgariser une pratique théâtrale exigeante. Peu de comédiens ont un tel souci de l'information de leur public.

La Place d'Entraide:
Un exemple de développement incohérent

Un exemple de développement incohérent... (Text continues with details about the project and its challenges.)

la Pige

ART ET TECHNOLOGIE DES MÉDIAS

L'histoire de la région

La campagne de maraude...

M. Jean Halley fait le bilan

La Pige a été créée par... (Text continues with details about the publication and its goals.)

Sommaire Régional

Journal de la région... (Table of contents listing various articles and their authors.)

LA PIGE (financé par le Département de communications du Cégep de Jonquière)

Des étudiants en journalisme écrit du CEGEP de Jonquière ont rédigé ce journal pendant une quinzaine de numéros, en 78-79. On ignore si les prochains prendront la relève. Le journal était diffusé en même temps qu'un hebdomadaire gratuit à grand tirage de Jonquière, ce qui lui permettait une bonne audience.

"La pige" avait des idées, des opinions un peu plus neuves que les journaux régionaux, mais ses sujets de reportages (sa fréquence hebdomadaire lui imposait un peu) ne quittaient guère les sentiers battus.

Mais la formule mieux rodée, plus régulière pourrait servir à expérimenter certaines idées de la presse alternative, différente de la presse officielle.

Si les étudiants en journalisme écrit ne pratiquent pas très tôt d'autres formules de presse écrite, ce ne sont sûrement pas les quotidiens et hebdomadaires qui leur permettront.

Sans son réflexe professionnel (mêmes sujets que les "vrais" journaux), "La pige" est une bonne occasion de voir naître en milieu favorable (étudiant en journalisme écrit) une presse alternative jeune et agressive, en somme différente de celle des "vrais journalistes" bien assis.

LA PRESSE ÉTUDIANTE HIER ET AUJOURD'HUI

ENTREVUE AVEC LOUIS PILOTE

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉE SAVARD

L'entrevue a été faite avec Louis Pilote, journaliste à la Brigue, journal des étudiants du collège d'Alma, de 1965 à 1967. Pour avoir d'autres informations sur le journalisme étudiant, vous pouvez vous référer au numéro de l'Occitanie, vol. 1 no 16 (Entrevue avec Michel La prise, pp. 19-20).

Focus: Tu as travaillé dans la presse étudiante dans les années 1965-66 et 1966-67, peux-tu me dire ce qui existaient comme journaux étudiants dans les institutions de la région à ce moment?

Louis Pilote: J'étais à Alma à ce moment-là. Je pense que les deux journaux qui fonctionnaient au "post-secondaire", l'équivalent du collégial, c'était le Cran à Jonquière, le journal des étudiants du cégep de Jonquière, du collège plutôt; ensuite, la Brigue à Alma, le journal des étudiants du collège d'Alma.

Focus: Y avait-il d'autres journaux, par exemple au Séminaire de Chicoutimi?

L. Pilote: Je peux dire que nous, on avait des contacts surtout avec Jonquière, parce qu'il y avait un espèce de regroupement au niveau régional. On essayait de voir s'il n'y avait pas des possibilités de faire une presse étudiante régionale. Il y a eu des préoccupations à ce niveau. Mais tu sais que dans ce temps-là, les moyens, on ne les avait pas. Nous, on avait été voir les écoles secondaires, les représentants des conseils étudiants, pour leur vendre l'idée qu'il faudrait qu'il y ait un journal pour l'ensemble des étudiants d'Alma. On avait réussi, je pense qu'ils payaient \$1. par étudiant. Il faut dire, en terme de fonctionnement, que même si on les invitait à participer, on savait très bien que c'était difficile pour eux, parce qu'ils étaient moins regroupés que nous. Mais ils ont quand même réussi à financer le journal.

Focus: Sur le type d'information qui était véhiculé dans ces journaux étudiants, le Cran et la Brigue, se rapprochait-il plutôt de l'information brute, par exemple des convocations d'assemblées, ou preniez-vous position sur les questions qui concernaient les étudiants, dans leurs cours et dans la société en général, par exemple le logement, les grèves d'alors?

L. Pilote: C'était lié... Je pense que le point central à ce moment-là, qui nous intéressait, c'était le développement régional, surtout lié à l'éducation, par exemple le développement du collégial à Alma, l'arrivée des cégeps. L'université aussi était en voie de naître. On essayait de démontrer que le Saguenay était mieux desservi que le Lac-Saint-Jean pour ce qui est des institutions d'enseignement.

Focus: Quels sont les autres problèmes dont vous traitiez?

L. Pilote: On ne traitait pas tellement des problèmes sociaux dans la Brigue. Pour ce qui est de Jonquière, ils avaient comme objectif beaucoup plus de faire une contre-information dans le milieu. Je me rappelle très bien qu'eux s'intéressaient au problème du logement, des assistés sociaux, de l'organisation sociale en général.

Focus: La Presse Etudiante Nationale, regroupement de journaux étudiants, existait depuis un bon moment. C'était alors une école de formation de journalistes étudiants. Au niveau du contenu, y avait-il des points communs dans les préoccupations des journaux étudiants du Québec?



L. Pilote: Je pense que c'était plutôt la reconnaissance des associations étudiantes, la reconnaissance des étudiants comme groupe de pression. Le journalisme était un moyen que certains se donnaient pour essayer de faire valoir qu'il y avait des étudiants qui étaient prêts à faire leur propre information, parce qu'ils ne faisaient pas tellement confiance à la presse traditionnelle. C'est dans ce sens-là d'ailleurs que se fait la création de journaux de quartiers, de journaux d'usines, d'un journal étudiant, soit toujours à partir d'une insatisfaction des médias traditionnels. On sait très bien que ce qui intéresse un média traditionnel, c'est une certaine information qui ne dérange pas grand-chose, le sensationnalisme par exemple.

Focus: Tu parlais des journaux de quartiers, des journaux d'usines, quel était le contexte social, politique, au niveau de la région, puis au niveau du Québec?

L. Pilote: Dans le contexte politique, il y avait un essoufflement de la Révolution tranquille. On était en '65-66; en 1966, les libéraux ont perdu le pouvoir. Tu vois un petit peu qu'il y avait tout l'emballement de la Révolution tranquille, on sortait d'une grande noirceur et c'était dans ce courant-là qu'on était. Les gens voyaient bien qu'il y avait des changements mais ne comprenaient pas. Ce n'était pas un changement qui était implanté, enraciné dans le peuple. Ce n'était pas cela. Effectivement, on avait une société qui était relativement rurale, où l'on disait: il faut moderniser notre société, mais pour servir quels intérêts? C'était la grande entreprise, il fallait lui donner sa place, former des techniciens spécialisés qui permettraient de faire marcher la grosse usine. Comme le questionnement politique actuel au Québec, on s'aperçoit que même si on prend de grands élans, si ce n'est pas ton intérêt, dans l'intérêt du peuple, un moment donné, il dit wow! Je pense qu'en '66, c'était cela. Par contre, quelques-uns disaient que le problème est que tout allait trop vite. Je crois que ce n'est pas le problème, ce qui n'allait pas, c'est que la Révolution tranquille ne servait pas les intérêts des gens.

Focus: En ce qui concerne l'éducation?



"La reconnaissance des étudiants comme groupe de pression."

L. Pilote: En ce qui concerne l'éducation et en ce qui concerne l'évolution de la société québécoise en général. C'est une compréhension après-coup. C'est beau de faire des transformations mais si c'est bureaucratique, si c'est fait par des technocrates, je ne vois pas comment ça peut être intéressant pour les gens. C'étaient les problèmes, les conséquences de la Révolution tranquille. Il y a eu un ralentissement, un retour au conservatisme, en 1965-66, c'était ce qu'on vivait. C'est sûr que dans l'éducation, ça bougeait beaucoup. Qu'est-ce qu'on faisait dans l'éducation? On construisait des écoles, on accordait de plus en plus de gros budgets, mais ça n'a rien changé au contenu; les écoles n'ont pas changé comme tel, sauf que la formation est plus adaptée à la société qui, elle, sert la grande entreprise. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce sont les grandes

entreprises qui mènent tout. Et la main-d'œuvre est formée dans les écoles, surtout la main-d'œuvre professionnelle, pour ce marché. Si tu sors de la région, c'est la même chose.

Focus: La démocratisation de l'éducation, c'était en partie pour former beaucoup de techniciens pour préparer la venue ou la consolidation de grandes entreprises.

L. Pilote: C'est ça. Et c'étaient des débats qu'on commençait à faire dans les comités de rédaction. On avait des tiraillements, c'est certain, on n'avait pas une analyse très claire parce qu'on le vivait sur le moment. Mais on peut dire que c'était là-dedans qu'on était: est-ce qu'on continue la Révolution tranquille comme c'est parti ou est-ce qu'on arrête la machine?

LA PRESSE ÉTUDIANTE D'AUJOURD'HUI

ANDRÉE SAVARD

C'était en l'année 1967. Mgr Paré menace de retirer ses commandes de l'imprimerie du Progrès du Saguenay si celle-ci persiste à imprimer le journal des étudiants du collège de Jonquière, le Cran "dont l'idéologie est socialiste, indépendantiste et laïque". Le Progrès du Saguenay, en réponse, continue d'imprimer les feuillets paroissiaux et le Cran doit se trouver un nouvel imprimeur. (1)

Ce fait montre la tradition de censure du Progrès du Saguenay en faveur de l'ordre établi, dans ce cas le pouvoir clérical. Mais cela m'empêche pas le Cran de continuer à donner une information différente de ce que nous donne alors la presse régionale bourgeoise. (En passant, la presse écrite régionale d'alors est quasi la même qu'aujourd'hui, à quelques journaux près: Le Quotidien n'a pas encore pris la relève du Soleil; le Journal de Québec et le Réveil n'ont pas encore fait de petits.)

Dans les années '60, le journal le Cran, joue un rôle de contre-information. Il informe et intervient dans le milieu en traitant de sujets dans le cadre scolaire et en s'intéressant à l'organisation sociale en général, comme l'explique Louis Pilote dans l'entrevue qui précède.

Soulignons que nous n'avons pu consulter la collection des numéros du Cran, des Frères Oblats. Elle est entreposée, sous clé, à l'actuel collège de Jonquière. Après avoir fait les démarches requises, autorisation du D.G. du collège, par l'intermédiaire d'une responsable des archives, la permission nous a été refusée. La raison invoquée a été que le collège veut éviter des bris matériels, qui pourraient empêcher l'octroi de nouvelles subventions. Mais on peut aussi s'interroger à savoir si les Pères Oblats ne veulent pas taire cette période. La presse étudiante d'alors aurait-elle eu tant d'influence, qu'on veuille la faire taire?



Photo: Michel Gauthier

A-t-on oublié les années soixante?

La presse étudiante actuelle

Pour nous, la presse étudiante est partie intégrante de la presse parallèle, qui, elle, doit jouer un rôle de contre-information vis-à-vis les médias bourgeois. Nous avons voulu regarder de plus près les journaux étudiants actuels, s'ils remplissent ce rôle de contre-information et si non, donner quelques commentaires sur cette situation.

Actuellement, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, existent des journaux étudiants dans quatre institutions sur cinq: L'Impression au cégep d'Alma, l'Amuse-gueule au cégep de Jonquière, le Tract à celui de Chicoutimi et Kakou à l'UQAC.

Au cégep de Jonquière, l'Amuse-gueule, successeur du Cran, se limite à une information dans le cadre scolaire, problèmes de cours, etc., et analyse peu. Le journal fait cependant quelquefois exception en traitant de sujets tels la paralysie cérébrale, les mères-célibataires, mais très rarement.

Au collège de Chicoutimi, le Tract a un contenu différent dans le sens qu'il traite surtout de questions telles le chômage étudiant, les prêts-bourses et quelquefois de sujets comme le nucléaire, le transport en commun. Les positions sont plus définies. Denis Martin, journaliste au Tract, précise que "le journal a des points de vue de gauche, il se sert d'une analyse marxiste pour voir la réalité."

L'Impression, au cégep d'Alma, traite presque uniquement de problèmes locaux, seul l'éditorial sert quelquefois à prendre position sur des sujets en dehors du cégep. A la différence des trois autres journaux étudiants qui sortent une fois par semaine, l'Impression ne paraît qu'à toutes les trois semaines.

Finalement, Kakou, le journal de l'UQAC, donne une information sans analyse, surtout sur des activités socio-culturelles et sportives. On fait même place à l'information de l'administration sans trop faire de distinction. On pourrait facilement accoler le qualificatif "étudiant" au Kakou. Est-ce dû à de la simple naïveté ou à une collaboration ouverte avec l'administration de l'université, il faudrait y voir de plus près.

Les journalistes étudiants rencontrés sont d'avis que les quotidiens et hebdomadaires régionaux offrent une information déficiente sur divers groupes (assistés sociaux, étudiants, etc.), divers événements (grèves, conflits, etc.). En milieu scolaire, la presse étudiante devrait donc pallier au vide laissé par les médias bourgeois, sur les problèmes que vivent les étudiants et les situer dans leur contexte. C'est alors un rôle d'information et d'intervention sur les problèmes et les luttes en milieu scolaire (politiques du M.E.Q., cours, prêts-bourses, etc.) et dans le cadre plus large de la société (logement, chômage, planning, etc.). Mais en pratique, les désirs ne se traduisent pas toujours, et ce pour toutes sortes de raisons.

En fait, la situation est simple: ou ces désirs sont camouflage, ou ils sont réels. Dans le premier cas, les responsables prétendent défendre les intérêts des étudiants, via les journaux étudiants, sans le faire réellement. Ils servent alors les intérêts de l'administration de l'institution, tout en ne se distinguant absolument pas des médias bourgeois.

Dans le second cas, les journalistes étudiants ont à cœur de défendre les intérêts des étudiants, toujours via le journalisme étudiant, mais n'y réussissent pas forcément tout le temps.

De façon constante, les journalistes étudiants affirment que leur journal est lu, que l'étudiant l'approuve ou le désapprouve, si celui-ci prend des positions tranchées. S'il y a lieu, ces journaux donnent aisément la parole aux étudiants.

Malgré la certitude d'être lu, plusieurs des journaux ont une certaine instabilité au niveau des effectifs. L'équipe de travailleurs réguliers au journal est quasi toujours composée d'une poignée d'étudiants(es) qui font le journal de A à Z; le nombre de journalistes est en général très restreint, soit une moyenne de 4 à 5 travailleurs réguliers. Les journaux auraient alors beaucoup de difficultés à assumer réellement un rôle de contre-information, sans les ressources humaines nécessaires.

Comment se fait-il que des journaux solidement implantés tels le *Cran* aient laissé place aux journaux instables dont nous venons de parler, qui ne jouent que rarement un rôle de contre-information?



Photo: Michel Gauthier

L'étudiant lui-même est victime de l'instabilité.

Le contexte d'instabilité

Depuis près d'une dizaine d'années, l'étudiant lui-même est victime d'une grande instabilité. Auparavant, l'étudiant pouvait faire ses études secondaires et l'équivalent du collégial actuel dans une même institution, avec les mêmes gars ou filles. Il avait tout de même des problèmes mais les vivait dans un même environnement pendant plusieurs années sans devoir s'adapter et se réadapter à tout moment. On peut supposer que sa situation relativement stable, par rapport à celle des étudiants d'aujourd'hui, favorisait une participation à des organisations telles le journal étudiant.

Rares sont ceux qui n'ont jamais entendu parler des polyvalentes, du climat d'insécurité qui y règne. Si on regarde la répartition des secondaires par école, dans la région, les étudiants font leur secondaire quelquefois à une seule école, le plus souvent dans deux écoles et même dans trois écoles différentes. Pour réussir à y vivre, ils doivent alors consacrer d'énormes efforts pour s'adapter. Pas étonnant que le système scolaire actuel ait tant de "mésadaptés"!

Le système collégial, de ce point de vue, n'est guère mieux. Si l'étudiant, au secteur général, a l'énorme chance de pouvoir faire ces deux années dans le même collège, ce n'est pas toujours le cas au secteur professionnel, sans compter que dès la deuxième année, les étudiants ont souvent à faire moitié stages, moitié cours.

Cette instabilité, effet du système d'éducation actuel, ne favorise pas en partie l'implication dans des associations et journaux étudiants. Et s'il existe des cas où le système d'éducation actuel, plus particulièrement les administrations, ont favorisé l'implication des étudiants, l'établissement des journaux étudiants, ce ne peut être logiquement que pour servir leurs intérêts. "On sait très bien que les administrations ont les moyens, qu'ils peuvent donner de l'argent, des subventions à des étudiants et dire: faites un journal "étudiant", et de s'organiser pour que ce soit l'information de l'administration qui passe et non pas celle des étudiants", l'explique d'ailleurs Louis Pilote. Se pourrait-il alors que le montant des subventions soit inversement proportionnel au degré de combativité d'un journal?

De plus, la conjoncture actuelle au Québec se retrouve également dans le journalisme étudiant. La prise du pouvoir par le P.Q., en novembre 1976, a créé beaucoup d'espairs et d'illusions (la fameuse chance aux coureurs!), provoquant une relâche dans les revendications étudiantes. Pourquoi le journalisme étudiant y aurait-il échappé? Mais le gouvernement ne comblant pas les attentes, une remontée serait-elle en voie de se produire (manifestation contre le chômage à Jonquière, prises de position de journaux étudiants en faveur des grévistes du transport en commun de la C.I.T.S.)?

(1) Yves Girard en collaboration avec Marc Thibault et Fabienne Couturier, *Journalisme étudiant, le Tract*, collège de Chicoutimi, 1977-78, page 4.

LE TIERS-MONDE ET LA DÉCOLONISATION DE L'INFORMATION

SIÉ OFFI SOME

Lorsque l'on parle des monopoles d'information, on pense le plus souvent à Unimédia ou Québecor. On oublie toujours, et ce ne sont pas nos journaux qui viendront nous le rappeler, de parler du traitement de l'information étrangère que nous recevons ici. Qui choisit cette information et sur quels critères? Actuellement seulement quelques agences internationales ont le monopole complet de la re-distribution de l'information.

En ce qui concerne l'information traitant du monde occidental, on peut toujours, moyennant quelques efforts, trouver des journaux et des revues. Du moins ce qui se rend jusqu'à nous. Les gros noms. Ce qu'il y a de plus officiel. Un peu comme les périodiques québécois. La situation est encore plus critique pour l'information en provenance du Tiers-Monde. Sié Offi SOME, stagiaire africain au Québec, nous brosse un portrait de la situation actuelle.

N.D.L.R.

Vers le nouvel ordre international de l'information

Le déséquilibre important entre pays riches et pays pauvres dans le domaine de l'information est bien connu de tous. Ce déséquilibre est très net: 90% des informations dans le monde viennent du Nord dont 20% à peine concerne les pays du Tiers-Monde. 45% de ces pays ne possèdent pas encore la télévision.

Depuis la conférence de l'UNESCO tenu à Nairobi, le Tiers-Monde continue de revendiquer le "rééquilibrage" du flux des informations. Les chefs d'accusation à l'endroit des pays développés sont très connus aussi. On leur reproche de donner, par le biais de leurs agences de presse (United Press International et Associated Press pour les Etats-Unis, Reuter pour la Grande-Bretagne et Agence France Presse pour la France), des images stéréotypées des pays en voie de développement et de vouloir par là même, perpétuer la domination culturelle coloniale.

Une main-mise intolérable

Les exemples ne manquent pas sur la main-mise de ces grandes agences de presse dans le Tiers-Monde. Outre le fait que ces pays dépendent d'elles pour leur ouverture sur le monde, il y a que ces agences ont le quasi-monopole de la circulation de l'information entre les pays du Tiers-Monde et plus grave encore, à l'intérieur de ces pays. Dans un pays de l'Afrique occidentale, comme la Haute-Volta, il est même arrivé, entre autres, qu'une de ces agences étrangères annonce les résultats d'élections législatives nationales avant la presse nationale. Cette situation n'est pas unique. Ce sont les stations de radios étrangères (alimentées par les grosses agences de presse) qui ont la primeur d'informations originant du Tiers-Monde, dont les premiers concernés sont les populations du Tiers-Monde. Ces informations sont traitées à l'occidentale et déforment la réalité. Il est vrai que quand on sait comment travaillent les correspondants de ces agences ce n'est pas étonnant. Un journaliste du New-York

Times me disait il y a quelques semaines, que les principales ressources d'information des journalistes occidentaux dans les pays en voie de développement, étaient les ambassades des pays riches.

La solution: l'agence nationale

Pour remédier à cela, il faudrait que les pays pauvres aient des agences de presse efficaces qui pourraient corriger le travail fourni par les agences étrangères et pourquoi pas leur tenir tête. Ce n'est pas facile surtout que pour l'instant, rares sont les pays disposant d'une telle structure. La commission Sean Mac Bride chargée par l'UNESCO d'étudier les problèmes de l'information dans le monde, soulignait, dans son rapport intérimaire que 30 nations ne possèdent pas encore d'agences de presse.

Récemment, un colloque tenu à l'université Laval à Québec se demandait justement, avec raison, si la solution au

déséquilibre de l'information ne passait pas par la mise sur place d'agences nationales de presse efficaces. M. Obradovic de l'agence yougoslave Tanjug qui participait à ce débat avait donné l'exemple d'un "pool" des agences de presse des pays non-alignés qui fonctionne, difficilement certes mais qui fonctionne (voir encadré).

La création, toute récente aussi d'une agence panafricaine d'information vient renforcer cette idée de la nécessité pour le Tiers-monde de se doter de moyens de collecte et de diffusion. Les inquiétudes quant à la réussite d'un tel projet sont nombreuses. Cette agence panafricaine est un projet plusieurs fois remis puisque l'idée remonte aux années 60. Il aura donc fallu 16 ans pour la réaliser.

Un avenir difficile

C'est que les conceptions de l'information, du rôle de la presse, varient selon les pays et les idéologies et même s'opposent. Entre le service du développement et la politique, la tâche de cette future agence ne sera pas aisée. Elle devra aussi compter sur les agences nationales même si celles-ci sont sous-équipées, disposent de peu de personnel qualifié et ont un rôle mal défini se rapprochant plus d'une officine de propagande gouvernementale. Il faudrait, ce qui est rarement le cas, que les journalistes puissent travailler sans être inquiétés.

D'ailleurs, beaucoup de professionnels africains ne croient pas en cette agence. Selon eux, elle sera minée et paralysée, comme l'organisation de l'unité africaine (OUA), par les rivalités politiques qui divisent actuellement le continent.

Il est prévu la création de pools régionaux devant véhiculer les nouvelles vers la rédaction centrale. Et c'est à partir de ce siège dont le lieu n'est pas encore connu, que s'effectuera la diffusion mondiale. L'agence disposera d'un budget initial de 1,75 millions de dollars et devrait commencer à fonctionner d'ici à 1980. Nul doute que ses premiers pas seront suivis avec attention car elle est une tentative de "corriger les informations erronées et négatives qui contribuent à donner de l'Afrique une image inexacte". Outre le fait qu'elle participera ainsi à un rééquilibrage acceptable du flux des informations dans le monde, cette agence pourrait contribuer à l'unité du continent.



Corriger les informations erronées et négatives qui contribuent à donner de l'Afrique une image inexacte.

Photo: Michel Gauthier

Le "pool" des agences de presses des pays non-alignés : Un essai de solution au déséquilibre de l'information

Le "pool" des agences de presse non-alignés est actuellement la seule réponse, modeste certes, mais concrète au déséquilibre de l'information dans le monde.

Créé en janvier 1975 par le groupe des pays non-alignés, le "pool" regroupe près de 50 pays aujourd'hui. Les difficultés politiques (régimes divers), professionnels (formation différentes des journalistes) et techniques (niveaux techniques inégaux) ont fait dire que le projet ne réussirait pas. Les agences de presse occidentales très puissantes n'ont pas ménagé leurs critiques.

En dépit de tous ces obstacles, le "pool" s'est maintenu. Comme nous l'a expliqué M. Obradovic de l'agence yougoslave Tanjug inspiratrice du projet, c'est un

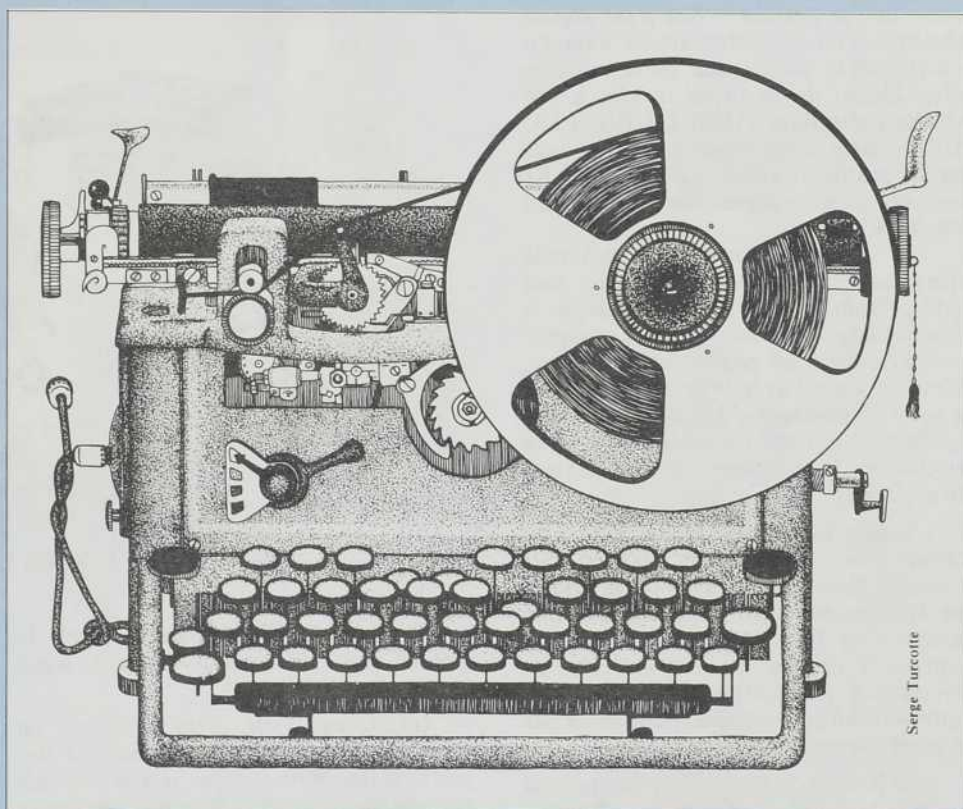
système qui repose sur le désir de chaque pays membre de donner une vision réaliste ou pas de soi à l'extérieur. Et aussi sur la bonne volonté d'échanger des nouvelles que chaque pays est libre d'utiliser.

L'agence Tanjug s'occupe simplement de leur distribution gratuite, le "pool" ne possédant aucun organisme permanent. Pour les critiques les agences de presse étant sous le contrôle de l'Etat, les informations échangées ne seront que celles que les gouvernements voudront bien faire connaître. Mais, répond M. Obradovic, "qui peut ôter à une agence nationale le droit d'exposer son opinion sur le caractère des événements qui se passent dans son pays? De la fidélité et de la véracité du texte dépendra son utilisation dans l'opinion publique internationale, ce qui intéresse beaucoup chaque agence nationale".

DANS LA PRESSE

ON N'ÉCRIT PAS N'IMPORTE QUOI!

JACQUES VIENS



Combien de fois a-t-on entendu cette phrase? Combien de fois en a-t-on douté au fil de nos lectures de périodiques et de quotidiens? Enfin! La question qui nous préoccupe aujourd'hui c'est surtout l'encadrement légal et moral qui limite, ou devrait limiter, le travail des journalistes.

Législation

Démêler et expliquer le casse-tête qui règne sur le plan légal est une tâche que nous laisserons aux spécialistes du droit. On peut tout de même regarder, comme ça en passant, ce que nos élites ont voté au sujet de l'information.

Tout d'abord, sachons que le code civil et le code criminel, relevant le premier du provincial et le second du fédéral, touchent tous les deux le domaine de la presse écrite. Dans l'enchevêtrement des législations, on identifie: la loi de la presse, la loi des journaux et autres publications et la loi de la publication et de la morale publique.

Selon le premier article de la Loi de la presse, un journal est: "Un journal ou écrit périodique paraissant (...) plus d'une fois par mois". Tout de suite à l'article 2, on définit le droit et les actions à entreprendre pour les personnes qui se croient lésées par certains écrits parus dans un journal. Plus loin, on explique comment le journal peut se rétracter pour éviter les poursuites judiciaires.

La Loi des journaux et autres publications, pour sa part, traite de la "déclaration des imprimeurs". Cet affidavit obligatoire avant la parution de la publication, doit contenir le titre de la publication, les vrais noms, titres, qualités et le domicile de la personne qui en est l'éditeur et l'imprimeur. On doit aussi y mentionner le nom du ou des propriétaires.

Chacun de nous a entendu parler du "libelle diffamatoire". Cette notion se trouve précisée aux articles 248 et suivants du code criminel canadien. "Une libelle diffamatoire consiste en une matière publiée sans justification ni excuse légitime et de nature à nuire à la réputation de quelqu'un en l'exposant à la haine, au mépris ou au ridicule, ou destinée à outrager la personne contre qui elle est publiée" (ART. 248 par. 1). "Un libelle diffamatoire peut être exprimé directement ou par insinuation ou ironie" (par. 2). Quiconque commet cet acte criminel est passible d'un emprisonnement de cinq ans s'il publie le libelle en conscience de cause, et de deux ans dans le cas d'un libelle par inadvertance. On défend également la publication de libelle diffamatoire dans le but de chantage.

Mais alors, Focus n'a-t-il pas publié des libelles diffamatoires lors de certaines sorties contre des personnalités régionales? Non car l'article 261 du code criminel cautionne ces actions: "Nul n'est réputé publier un libelle diffamatoire lorsqu'il prouve que la publication de la matière diffamatoire, de la façon qu'elle a été publiée, a été faite POUR LE BIEN DU PUBLIC au moment où elle a été publiée et que la matière même était vraie". Et vivement, les voyages "one-way" vers New-York!

Il n'y a pas que la libelle diffamatoire. Certains autres écrits sont aussi défendus par la loi, par exemple le "libelle blasphématoire". Et oui, blasphémer par écrit n'est pas un droit reconnu. Même en accord avec le principe, on peut se poser la question s'il y a là matière à législation? Relique de notre passé où la religion et la politique se courtoisaient allègrement!

L'article 151 du code criminel parle du concept de "publication contre les mœurs". Mais comme notre société a fini par évoluer, on utilise guère cette notion de nos jours. La "propagande haineuse" contre un groupe ou un individu en préconisant l'utilisation de la violence représente un acte criminel punissable par un emprisonnement de deux ans.

A la lecture de l'article 62, on apprend que la publication d'un "libelle séditieux" entraîne, après reconnaissance de culpabilité, un emprisonnement de quatorze ans. Qu'est-ce qu'un libelle séditieux? C'est un "libelle qui exprime une intention séditeuse". (art. 60) On se garde bien de définir plus clairement cette notion!

En dernier lieu, la Loi des mesures de guerre relativise toute autre législation en permettant "la censure, le contrôle et la suppression de publications, écrits, cartes, plans, photographies, communication et moyens de communication" en cas de guerre ou insurrection réelle ou appréhendée. Parfois, la presse est gênante!

Cette énumération des lois régissant la presse n'a pas la prétention d'être exhaustive, ni d'avoir la qualité du travail d'un juriste. Elle ne sert qu'à démontrer à quel point nous sommes loin des revendications de John Stuart Mill, politicien britannique, qui, dans le but d'assurer la liberté totale de l'information, s'objectait à toute intervention de l'Etat dans ce domaine. A noter que cette prise de position se faisait en 1850!



On n'écrit pas n'importe quoi.

Codes d'éthique

Au delà de l'encadrement légal, le secteur de l'information connaît aussi un encadrement moral.

On devrait, sur cette question, en référer à la conscience individuelle des journalistes. Mais comme tous ne sont pas animés de la même morale, on tente depuis plusieurs années d'élaborer une déontologie professionnelle que chacun observerait scrupuleusement. De nombreuses associations de journalistes, ou de directeurs d'information, même l'Unesco, se sont penchés sur le problème de la rédaction d'un code d'éthique satisfaisant. Leurs textes contenaient sensiblement les mêmes principes: recherche de l'honnêteté envers l'événement, le public, le médium et ses confrères, distinction claire entre l'information, le commentaire, la publicité et la propagande, éviter la diffamation, respecter la dignité et les droits fondamentaux des gens, rechercher la plus pure intégrité, améliorer sans cesse sa compétence, etc. On pourrait allonger la liste assez longuement. Il est facile de remarquer que malgré ces très nobles professions de foi, la presse actuelle déploie parfois certaines tendances qui tiennent plutôt du jaunisme. Effet de la concurrence? Montée du fanatisme? Réalité culturelle? De nombreuses explications ont déjà été formulées et nous sont servies régulièrement.

Comme on peut le voir, le sujet est loin d'être vidé. Une bibliographie longue comme le bras est déjà disponible sur le thème et elle continue de s'allonger.

Qu'est-ce que l'information? Qu'est-ce que le droit à l'information? Qu'est-ce que l'objectivité? La liberté de presse? La sécurité nationale? L'intérêt public? Autant de questions cruciales qui soulèvent les réponses les plus diversifiées.

Ce "quatrième pouvoir" qu'est le journalisme fera parler de lui encore et encore. L'automne dernier, le ministère des Communications du Québec publiait un avant-propos de loi traitant du droit à l'information. Le document alors présenté fut vite relégué aux oubliettes tellement il n'était pas au point. Mais nous devons y revenir. Avec les grands débats qui s'en viennent au Québec, il serait certainement bon de faire le ménage dans le secteur de l'information, et des lois qui s'y rapportent.

En guise de contribution à la polémique qui naît, démontrons que des principes comme celui qui sert de titre à cet article peuvent facilement être profanés et qu'effectivement, ils le sont souvent. Aucune loi n'a, à ce jour, pu le faire respecter. Voilà que le papier reçoit l'inscription défendue: N'IMPORTE QUOI.

PHOTOGRAPHIE I

ÉTUDIANTS DE L'UQAC

La photographie est à la fois matière et abstraction de la matière. Issue de la technologie humaine, elle vit au présent avec l'homme et il appartient à l'homme de la dépasser. Voici le cadre conceptuel auquel je fais référence à l'intérieur de Photographie I à l'Université du Québec à Chicoutimi.

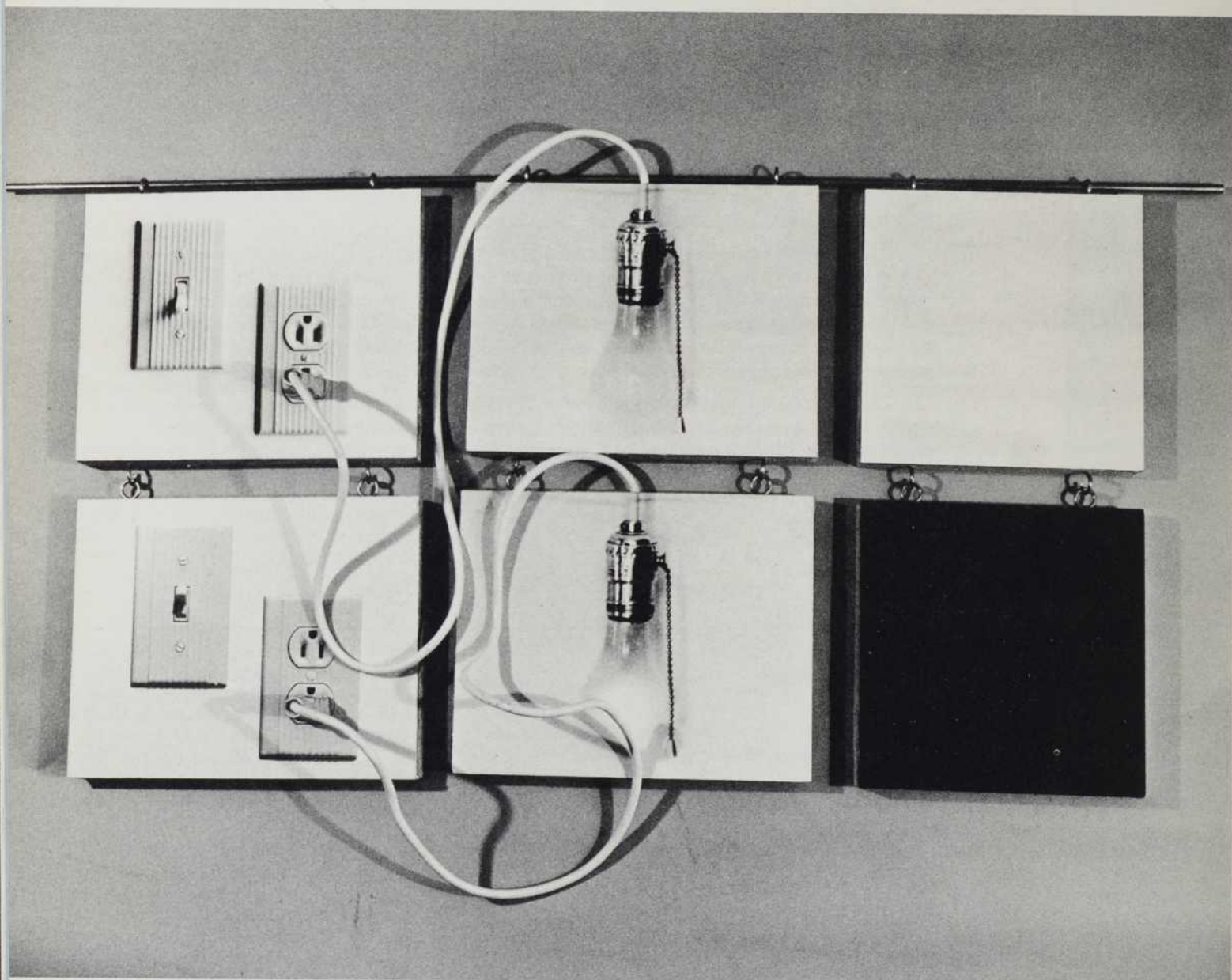
- 1- Daniel Breck
- 2- Guy Bourassa
- 3- Hélène Bonin
- 4- Odette Côté
- 5- Renée Chouinard
- 6- Marc Tremblay
- 7- Mario Lacroix
- 8- Helen Riou
- 9- Normande Thériault
- 10- Noémie Grenon
- 11- Thérèse Desgagné
- 12- Serge Girard

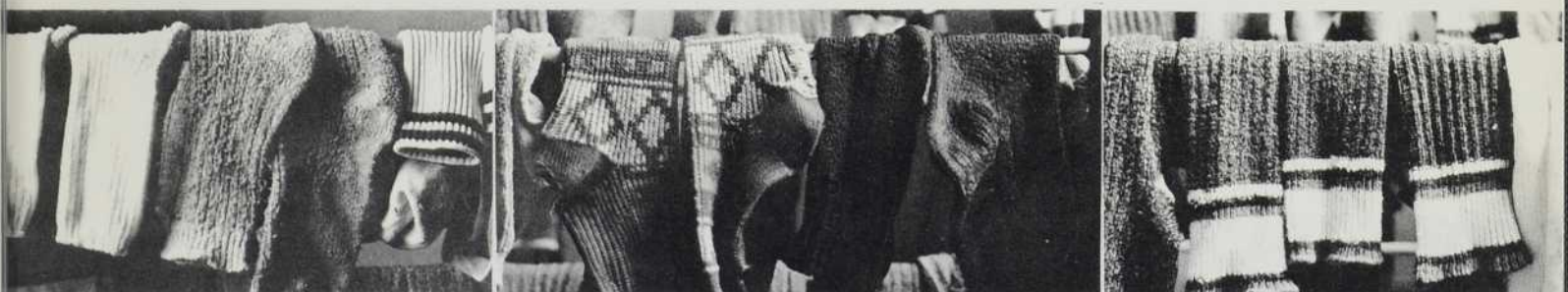
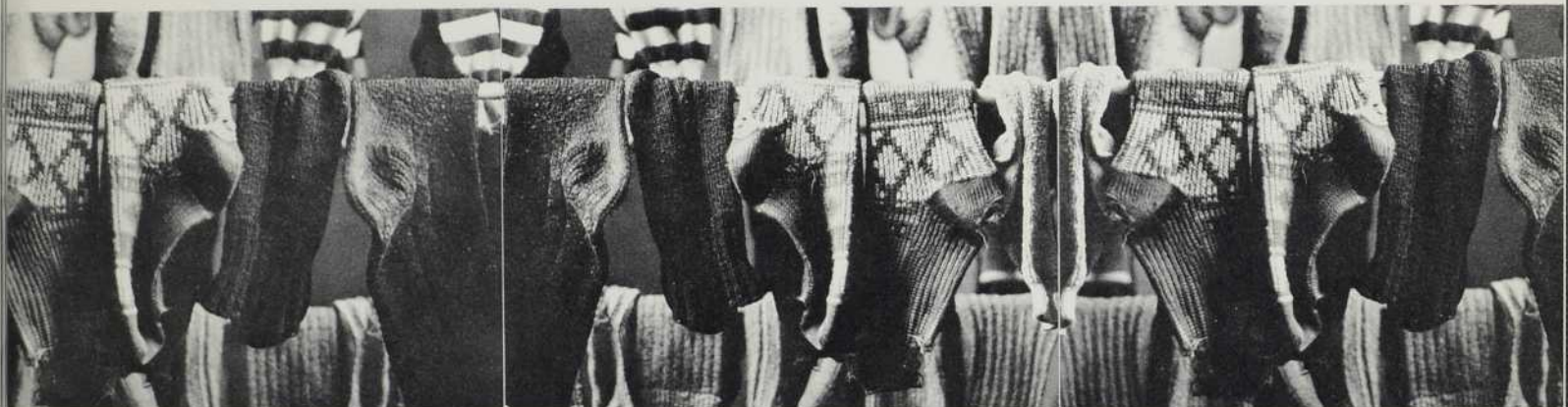
La clientèle étudiante qui s'intéresse à la photographie à l'UQAC est nombreuse. Elle se compose en majorité d'adultes provenant de différents secteurs tels les Arts, les Sciences et l'Éducation. En plus des étudiants réguliers, l'on y retrouve des anesthésistes, des ingénieurs, des infirmières, des enseignants, des ouvriers, des fonctionnaires, des ménagères... Souvent, seulement 45 heures de cours séparent ces étudiants de leur premier contact comme intervenant avec cette forme d'expression.

Les photographies présentées dans ce porte-folio ont été réalisées par ces mêmes étudiants dans le cadre du cours de photographie I. La diversité et la personnalisation des approches photographiques, la compréhension du processus photographique de même que le dépassement des limites du medium sont les traits marquants de cette sélection de photographies.

Daniel Dutil
Chargé de cours
Université du Québec à Chicoutimi







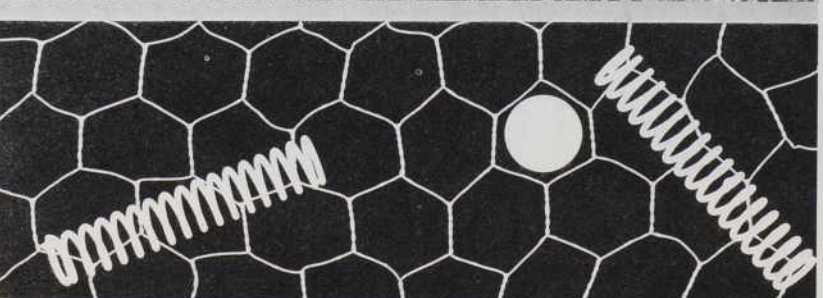
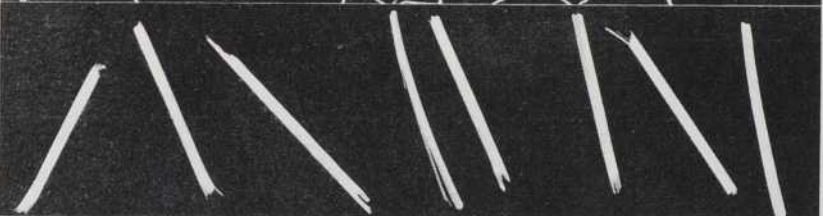
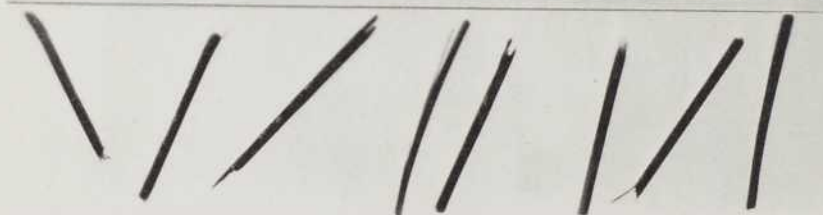
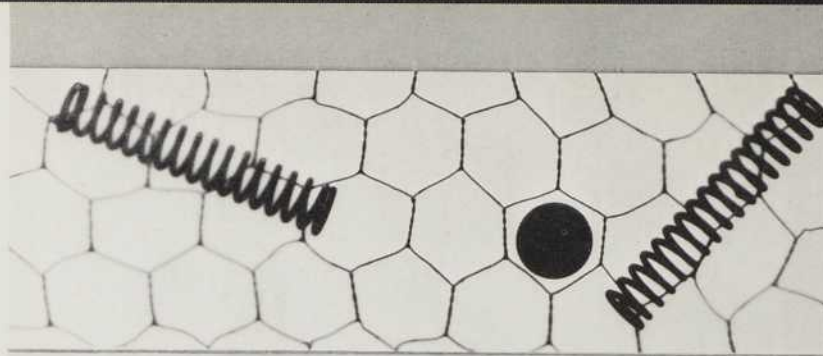
3



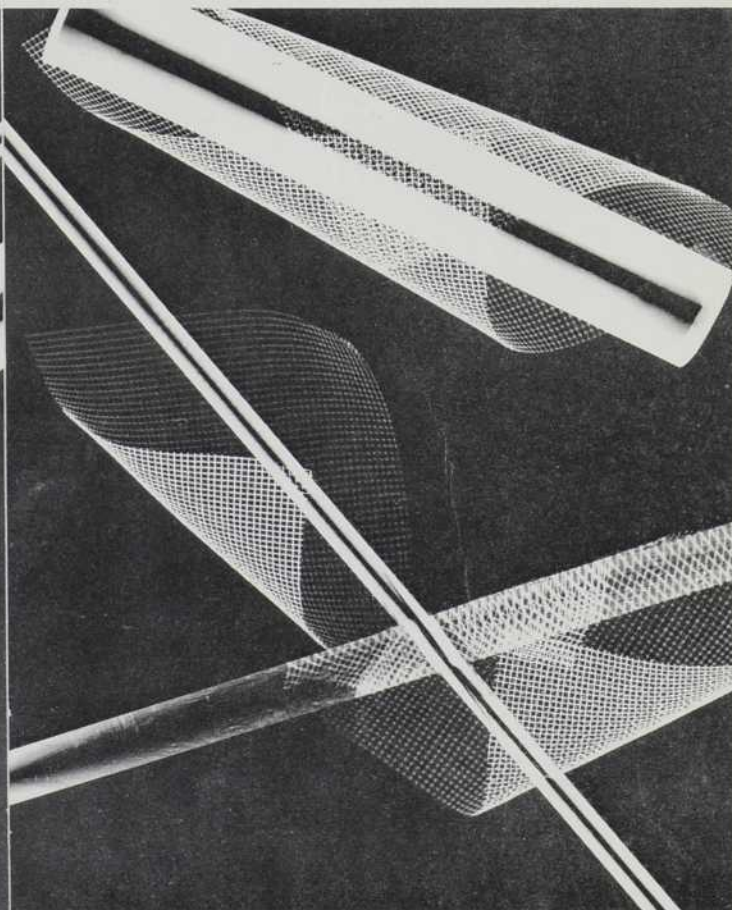
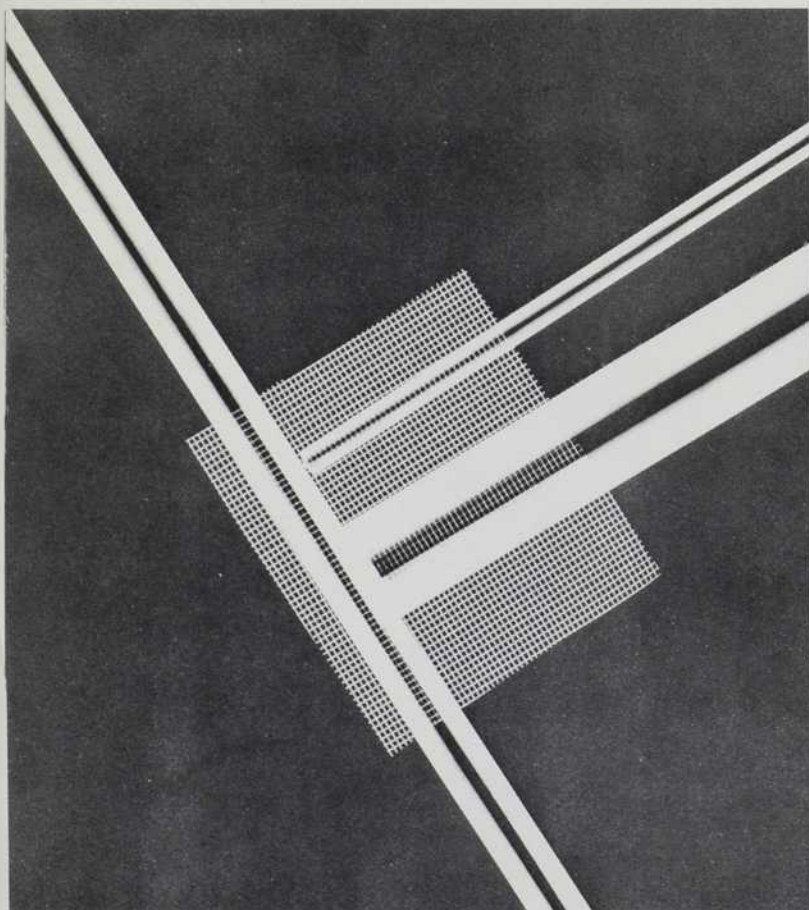
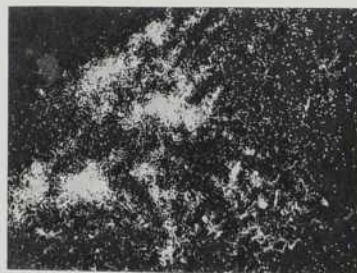
4

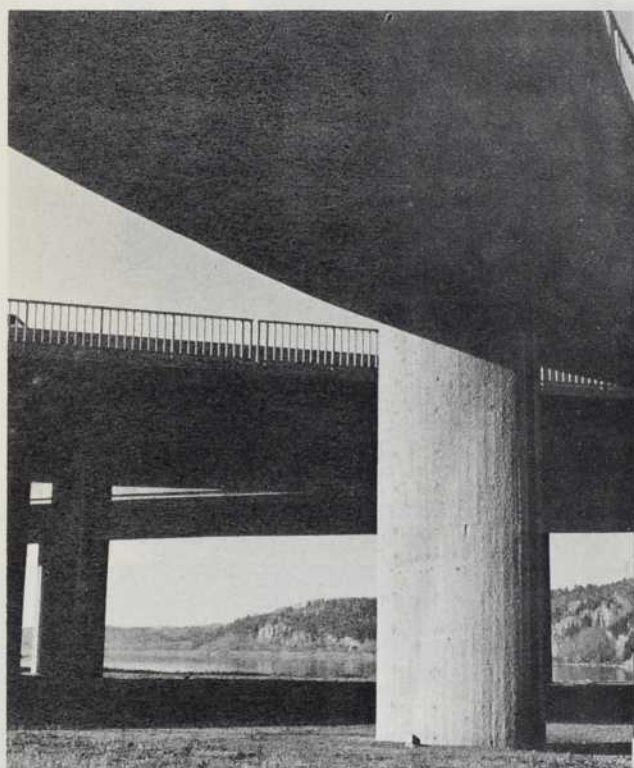




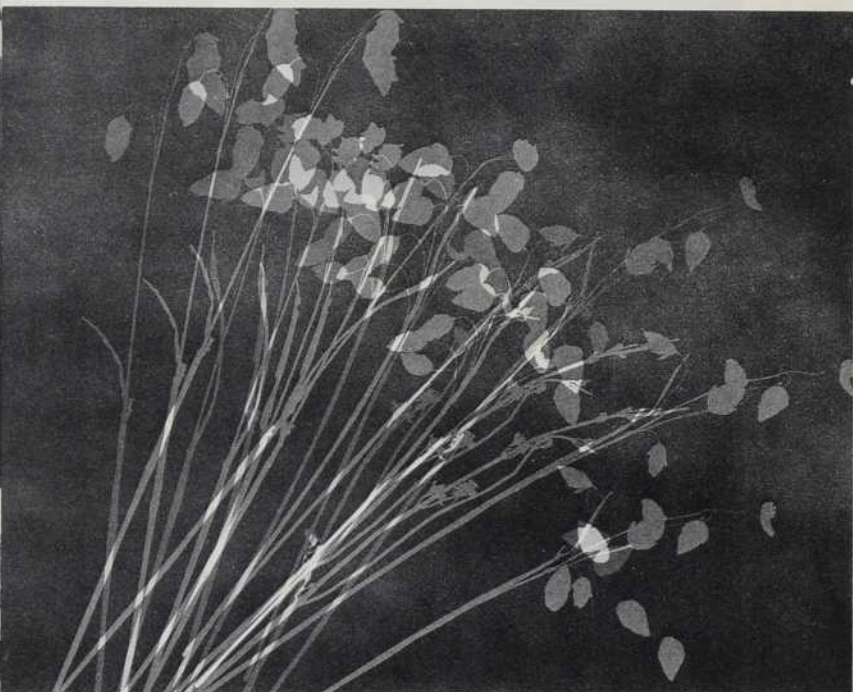


Waves, 1979





9



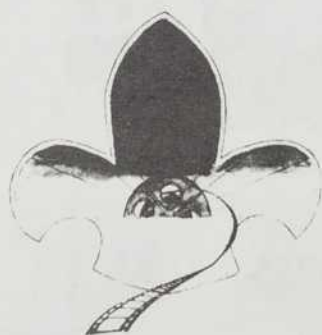
10



11



LE CINEMA DOIT MONTRER AUX GENS CE QU'ILS SONT



LES FILMS DU CREPUSCULE

Entrevue avec Claude Marchand, membre du collectif "Les films du crépuscule".

Cette entrevue a été réalisée par Monique Major et Monique Cloutier pour la radio communautaire de Jonquière, CHOC MF.

Adaptation écrite: Monique Major.

Le cinéma, comme toute autre forme d'art, est un phénomène social et fait partie de l'expression culturelle d'un peuple. C'est aussi le constat de notre façon de voir, de vivre, de parler et de penser. Alors qu'au Québec nous sommes quotidiennement nourris par le "American way of life" (nos centres commerciaux, nos McDonald's, nos bungalows, etc.), saurons-nous reconnaître une expression cinématographique qui nous soit propre? Nous laisserons-nous aseptiser par la culture de nos voisins du sud? Le cinéma parallèle, le cinéma artisanal ou artisan sont peut-être là justement pour nous permettre de reconnaître nos repères collectifs.

Monique Major — "Les films du crépuscule", qu'est-ce que c'est?

Claude Marchand — "Les films du crépuscule", c'est un collectif de distribution de films artisanaux québécois. Nous sommes nés d'une initiative, il y a deux ans et demi, et nous tentons d'assurer au cinéma artisan québécois, qui était très peu vu, un moyen collectif pour se doter d'un instrument qui servirait à le faire voir. Alors, dans un premier temps, on a publié un catalogue, pour ensuite faire différentes tournées à travers le Québec. Nous avons rencontré les responsables socio-culturels des cégeps, des universités, des municipalités, des centres communautaires, etc. Nous voulons les sensibiliser à la cause du cinéma artisan, et plus largement à la cause du cinéma québécois afin qu'ils en programment. Les films du crépuscule, c'est le lien physique entre 45 cinéastes québécois et les programmeurs éventuels.

Monique Major — J'aimerais que tu nous expliques ce qu'est le cinéma artisan, quelle est sa particularité?

Claude Marchand — Nous, on a toujours vu le cinéma artisan dans une optique de mode de production, c'est-à-dire que ce n'est ni du cinéma amateur, ni du cinéma industriel. On a souvent dit que les cinéastes artisans étaient des artisans de la relève cinématographique qui allaient, plus tard, devenir des cinéastes plus connus, plus chevronnés. Nous, on ne l'entend pas de cette façon-là; on voit le cinéma artisan comme une façon de faire permanente, et qui n'aspire pas à d'autre chose qu'à ce qu'elle est. Je vais définir ce que j'entends par le mot artisan. Je le vois un peu de la même façon dont les cordonniers fonctionnaient avant l'ère industrielle. Ils possédaient les instruments, le cuir et les moyens de fabriquer la chaussure. Ils avaient donc un contact avec la chose fabriquée et en contrôlaient tous les aspects. Le cinéaste artisan, ou souvent le collectif (parce qu'on y travaille de préférence en collectif), tente aussi d'avoir un contact et un contrôle du produit qu'il réalise. Nous voulons avoir la plus grande liberté d'expression, être les seuls à définir ce que le film sera. Et ça évidem-

ment, ça ne se conçoit pas dans le cadre du cinéma industriel conventionnel où, si les bailleurs de fonds, les actionnaires des films, investissent de fortes sommes pour sortir un produit, ils s'attendent évidemment à ce que ce produit soit commercial et à but lucratif. Le cinéma artisan, lui, se veut libre et indépendant de ces moyens de production qui finalement boycottent ou censurent les contenus des films.

Monique Major — Peut-on faire un rapport entre film artisan et film documentaire?

Claude Marchand — Ah oui! cela se fait... Si vous connaissez un p'tit peu l'histoire du cinéma au Québec, il y a une période très importante qui est celle des années 60 et qui se situe avant l'arrivée du cinéma industriel. C'est l'époque du cinéma direct. Beaucoup de critiques ont dit qu'avec la semaine du cinéma québécois on avait assisté à une renaissance du cinéma direct. Le cinéma direct, c'est du documentaire; mais il ne faut pas voir dans cette forme cinématographique du documentaire didactique, celui-là qu'on

nous présentait à l'école... avec la grosse voix de Gaétan Montreuil...

Le mot "documentaire" et le mot "direct" ou le mot "fiction", c'est quoi au juste si ce n'est pas de vouloir catégoriser très arbitrairement ce qu'est le cinéma! Le cinéma direct au Québec emprunte une voix qui est celle de l'intervention directe, avec un montage attractif, attirant, qui permet au film d'avoir un niveau de lecture qui ressemble à du cinéma de fiction.

Monique Major — Quelles sont les autres productions que peut nous offrir "Les films du crépuscule"?

Claude Marchand — Puisque nous sommes pour la liberté de création, il se fait beaucoup de films soit en collectif, soit par des individus. Chacun a quelque chose à dire, une réalité à montrer, une aspiration à défendre et chacun emploie le mode qui lui semble bon. La production artisanale, c'est un mode de production mais ce n'est pas une classification spécifique. On va présenter des films, tout aussi bien du documentaire, du film de fiction, d'animation et même, quoiqu'en plus grand nombre, du cinéma expérimental. Les sujets traités sont divers et malgré les moyens modestes dont les artisans disposent, les résultats ont une saveur "du plaisir de faire". Le cinéma artisan ce n'est pas du cinéma fait dans le but de convaincre les salles commerciales de l'acheter; alors évidemment le type du format incombe peu. Avoir la liberté du contenu de son film, cela signifie qu'il n'est pas question de rajouter des trucs pour en faire un long métrage ni de se résigner à dire ce qu'on veut nous faire dire.

Monique Major — Les cinéastes des années 70, ceux qui ont produit des films tels que "L'initiation", "Deux femmes en or", "J'ai mon voyage", etc., ont dernièrement crié à une "crise du cinéma au Québec". Je voudrais que tu nous situes un peu le contexte et de quelle crise s'agit-il là?

Claude Marchand — Dans les années 70 on s'est dit qu'on allait créer une industrie du cinéma au Québec, qu'il fallait produire des films de salles, des films qui rejoindraient le plus grand nombre de gens possible. Pour ce faire, on a suivi une recette déjà connue, on s'est mis à copier les modes de fonctionnement hollywoodiens: du cul et de la violence pour tous les goûts. Sauf qu'ici au Québec, compte tenu des moyens dont on disposait, il fallait faire des films avec des budgets de \$300,000 ou \$400,000 qui, eux, devaient rivaliser avec d'autres de \$2 ou \$4 millions. Mais le public québécois, d'abord impressionné, s'est tranquillement désintéressé de ce type de cinéma qui n'était, après tout, qu'une faible copie de l'original. Les investisseurs qui avaient misé de gros sous



"La crise du cinéma québécois, c'est en réalité la crise d'un cinéma industriel colonisé par le cinéma hollywoodien".

ont évidemment connu d'importants désastres économiques... C'est à partir de ce moment-là qu'ils ont crié "à la crise du cinéma québécois". En réalité, c'est la crise d'un cinéma industriel colonisé par le cinéma hollywoodien.

Monique Major — Mais ce type de cinéma commercial au Québec n'a-t-il pas trouvé une solution dans le phénomène des coproductions?

Claude Marchand — Oui, effectivement... C'est très bon de le mentionner parce que les mêmes qui crient à la crise du cinéma ce sont ceux qui investissent dans les coproductions. C'est quoi les coproductions? C'est un pays étranger qui vient faire des films ici parce qu'on lui offre des dégrèvements fiscaux, on lui donne des allègements pour que la production des films ici soit moins coûteuse qu'ailleurs.

Monique Major — Quelles sont les répercussions d'une telle solution, c'est-à-dire d'attirer les investisseurs étrangers au Québec?

Claude Marchand — Bien ça fait fonctionner l'industrie du cinéma, au sens où les techniciens eux travaillent, les laboratoires qui développent les films fonctionnent, les studios, les laboratoires de son et d'enregistrement aussi... alors on se dit que le monde du cinéma au Québec va bien. Mais c'est le monde de l'industrie du cinéma qui va bien, parce que les créateurs, ceux qui ont misé pour faire des films au Québec, ne peuvent plus en faire. Ils sont noyés dans le phénomène des coproductions et se retrouvent isolés politiquement, ça les empêche de faire des films. Alors ceux qui crient à la crise du cinéma disent qu'il n'y a plus de possibilité au Québec de faire des films et qu'il faut dorénavant, puisque c'est la seule solution possible, se diriger vers les coproductions.

Monique Major — On sait qu'il y a une production active de films québécois, comment se fait-il qu'on puisse rarement les voir à l'affiche? Quels sont les dessous de cette mauvaise diffusion?

Claude Marchand — Au Québec, il y a trois grands réseaux de distribution qui contrôlent à peu près tout ce qui se fait en distribution de films et en possession de salles: les réseaux Odéon (Famous Player), les Cinémas-Unis et ce dernier que vous connaissez particulièrement bien dans la région, France-Film. Autrement dit, ici, quand vous voyez une salle, c'est à France-Film ou y a pas de salle! Faut bien comprendre que ces monopoles ne possèdent pas seulement les salles, mais les réseaux de distribution et leurs propres films... c'est un circuit fermé. C'est assez simple à comprendre pourquoi on ne voit pas de cinéma québécois: ces gens-là possèdent les réseaux de distribution et diffusent leurs films dans leurs salles.

Monique Major — Mais n'existe-t-il pas des réseaux en circuit parallèle, dans les cégeps par exemple, ou les universités ou quelque'autres endroits? Alors pourquoi là non plus, n'y diffuse-t-on pas du film québécois?

Claude Marchand — Toucher cet aspect du problème, c'est toucher la situation que "Les films du crépuscule" vivent depuis deux ans et demi. Nous essayons de percer le réseau des salles parallèles. Ce réseau n'est pas contrôlé par l'industrie privée, par des grands monopoles. Ce sont des salles indépendantes. L'auditorium Dufour, c'est une salle qui n'est pas contrôlée par France-Film, c'est une salle qui est libre. Alors nous, à travers tout le Québec, nous sommes allés rencontrer les responsables socio-culturels des municipalités, des loisirs, afin de les sensibiliser à cette cause. Mais quelle n'a pas été notre

stupeur d'apprendre que 97% des salles dites parallèles au Québec, copiaient intégralement les salles du circuit commercial! Eh bien effectivement, si les salles parallèles elles-mêmes ne programment pas du québécois, comment pouvons-nous espérer une amélioration au niveau de la diffusion! C'est donc notre travail, nous "Les films du crépuscule", de convaincre le plus de monde possible. Nous devons être partout, justement pour sensibiliser le plus d'intervenants culturels à cette situation.

Monique Major — Outre la mauvaise diffusion qui n'allège évidemment pas le problème, comment peut-on expliquer le désintéressement du public à l'égard du film artisan?

Claude Marchand — Les gens ne le connaissent pas. Alors, bien sûr, ils n'y sont pas intéressés et souvent, même les animateurs culturels hésitent à diffuser du film artisan... mais il faut bien commen-

cer par un commencement, les essayer. Ces films-là n'ont jamais été montrés et leur chance de réussite est assurée dans un certain sens puisque ces films parlent de notre réalité québécoise. Le film artisan s'est souvent penché sur des réalités locales et régionales, sur des problèmes que vivent les gens dans leur quotidien. Ce sont donc des films qui les touchent de près, dans lesquels ils se reconnaissent.

C'est évidemment une nouvelle approche du cinéma, une approche qui demande que le public sorte de ses habitudes cinématographiques pour se défaire du rôle de spectateur passif qu'il a tendance à jouer. Cela demande aussi que les critiques cessent de nous boycotter, et qu'on parle enfin de ces films artisanaux pour que le public soit informé et sensibilisé à ce cinéma. C'est ça l'approche culturelle d'un pays, montrer aux gens ce qu'ils sont et pas les rêves des pays d'ailleurs, et surtout pas de se servir du cinéma pour créer des machines à rêves!

L'ALTERNATIVE DE BAIE ST-PAUL

Québec 1978
16mm, couleur, 32 minutes
en québécois.



DISTRIBUÉ PAR

LES FILMS
DU CRÉPUSCULE



C'est une nouvelle approche du cinéma.



LES FILMS
DU CRÉPUSCULE

LES FILMS DU CRÉPUSCULE
573 rue de Bienville
Montréal, Qué. H2J 1T4
Tél.: (514) 525-2539



LES FILMS
DU CRÉPUSCULE

QUE SONT DEVENUS LES SCÉNARIOS?

LARRY TREMBLAY

Ce ne sera pas le déroulement d'une histoire. Ce genre est devenu au cours des dernières années du forcing au point où il faut projeter sur l'écran des catastrophes pour émouvoir le public. Il ne faut pas tomber dans ce panneau et tordre une fois de plus la cervelle des gens. Le cinéma, ou plutôt un bon scénario, doit être en mesure d'offrir une compréhension du monde actuel en utilisant la simplification, le symbolisme, l'analyse et la synthèse. Il ne faut pas non plus tout miser sur l'un de ces procédés mais les utiliser ensemble et les faire agir les uns sur les autres. On a trop tendance à vouloir projeter un monde uniquement horizontal ou uniquement vertical, oubliant la vitesse et les spirales qui font mouvoir en tous sens nos perceptions. Il ne s'agit pas non plus de s'en tenir au réalisme qui n'est qu'une image appauvrie du réel. Les idéologies qui montrent les chemins à suivre sont les premières à oublier d'où elles viennent et ne savent guère où elles peuvent arriver. L'écran de cinéma doit respirer par toutes ses pores et ne pas se contenter d'un maquillage de surface et de changements de vêtements faits dans les coulisses. Il a aussi des os, des viscères et un fort pouvoir de digestion où un manque de discernement n'amène que constipation ou écoeurément. Il faut se défaire de cette tendance des scénarios qui aplatissent les personnages pour n'en faire

que des points qui glissent sur des horizons, coupés aux deux bouts par une paire d'oreillères en plastique. Cessons, pour au moins un instant, de donner des noms, des professions, des familles, des automobiles et toute une panoplie de tics stupides et sociaux à nos personnages et laissons-les nus pour la durée d'un film afin qu'ils puissent inventer avec leurs mains et leur cœur une action qui ne soit pas le résultat de la peur. Le monde est vaste mais les prisons sont nombreuses. Les moyens d'expression que le monde moderne s'est payé ne doivent leur survie qu'au fait curieux qu'ils sont tout autant pernicieux que libérateurs. La culture qui s'invente aujourd'hui est une addition de films vus, de livres lus, de disques écoutés en vue d'accroître sa collection et son pouvoir de conversation. Les gens promènent leur mémoire comme des trophées soit pour s'orner, soit pour se protéger.

Mais sincèrement, pourquoi faut-il aller voir le dernier film d'un tel? Où se situe le besoin, le désir? Allons voir des processus, non des bibelots fardés. Allons voir le mouvement réel de l'être, non des poses de vedettes. Si l'on juge l'idiotie sur la facilité de se faire manipuler, alors une grande partie de la jeunesse et du monde adulte est idiote. Que penser de cet étrange pouvoir qui fait pleurer un million

de gens parce qu'à la fin du film, l'héroïne meurt dans un lit d'hôpital comme cela se produit tous les jours? Le cinéma est une lentille dont le cœur est un focus aux pouvoirs illimités. Si le cinéma s'associe à une puissance idéologique ou politique, son zoom devient une arme sociale dont la tactique consiste à rendre floue une situation dangereusement précise ou à agrandir une fausse image qu'il aurait mieux fallu laisser dans l'ombre.

La majorité des films de ces dernières années ont ce défaut de présenter des scénarios dont le début laisse deviner la fin, à croire qu'ils ne sont pas que la manifestation d'un mécanisme qui tourne à vide et qui est sensé assouvir une dose d'émotions que, semble-t-il, le public requiert. La prétendue imagination d'Hollywood n'est qu'un leurre qui consiste à habiller un vieux scénario de nouvelles guenilles et à parsemer l'itinéraire des personnages de problèmes empruntés au monde du téléjournal.

Cessons de jouer au yoyo avec nos pauvres cerveaux de salon. Cessons de percevoir nos écrans comme des affiches publicitaires agrandies et parlantes. L'écran, même s'il est en quelque sorte un mur, doit laisser passer quelque chose et non pas arrêter la vision du spectateur devant lui.

LAURA GIRARD

PROFESSION: PROJECTIONNISTE

AU CINEMA "ELYSEE" DE JONQUIERE

Reportage fait le 13 octobre 77 par Pierre Demers et le photographe Michel Gauthier



Un métier "obscur" réservé aux hommes.

Laura Girard travaille comme projectionniste, dans les salles de cinéma de Jonquière, depuis près de vingt ans.

Elle a commencé par exercer les métiers "féminins" qu'on retrouve habituellement dans le commerce cinématographique nord-américain: vendeuse de billets au guichet, et ensuite au restaurant.

Puis, une bonne journée, c'était dans les années '50, elle demande à son patron, le propriétaire des salles de cinéma de l'endroit, de "faire le saut en haut, dans la cabine de projection".

Au début, on ne la prend pas trop trop au sérieux. Il faut dire, qu'à cette époque, le commerce du cinéma, en province (comme à Montréal d'ailleurs) se portait passablement bien.

Les spectateurs assistaient régulièrement et fort nombreux aux séances de semaine et de fin de semaine. C'était un peu avant l'arrivée de la télévision de masse qui vida pour de bon les salles commerciales.

Les heures de travail des projectionnistes étaient plus longues et accaparantes qu'aujourd'hui. A tous les soirs, on travaillait de six heures trente à deux heures du matin. Un soir par semaine, le projectionniste avait droit à son unique congé.

Les conditions de travail auraient donc pu décourager bien des projectionnistes, autant les hommes que les femmes.

En plus, le travail, dans une salle de cinéma commercial, subissait souvent les foudres du clergé. Même au début des années 50, les curés zélés ne se gênaient pas pour dénoncer le cinéma du dimanche. Quelques films jugés "audacieux", comme certains mélodrames américains, se retrouvaient régulièrement sur la liste noire de la censure officielle. Les mouvements "militants" de ces années-là tels "Les Dames de Sainte-Anne" et "Les Enfants de Marie" pour ne nommer que les plus radicaux(?) manifestaient quelquefois par année devant les salles affichant les films "contestés" par l'Eglise. Dans un tel contexte, on ne s'étonne pas de voir d'un très mauvais oeil les femmes (plus que les hommes bien sûr) pratiquer des métiers liés au commerce cinématographique.

Et quand une femme se mettait dans la tête "d'opérer la machine à vues", comme un homme, et bien elle devait avoir de sérieuses raisons pour faire un tel choix. Elle devait également être plus indépendante que bien des filles résignées à leur métier de "sourire au guichet".

Tous ces préjugés bien vivants dans le milieu que fréquente Laura Girard ne l'empêchent pas de vouloir devenir projectionniste.

Orpheline depuis l'âge de neuf ans, et ayant auparavant exercé quelques métiers assez difficiles (entre autres, dans le milieu hospitalier), elle veut s'initier au métier qui l'attire. Son patron jugeant sans doute qu'elle lâcherait en cours de route, lui permet de "prendre des cours" des autres projectionnistes, mais après son travail de "fille de restaurant". Pendant quelques mois, elle suit "les



Un cinéma "spécialisé".

leçons" de Jos Bouchard, projectionniste âgé aujourd'hui de 72 ans, et toujours actif dans les salles de Jonquière. Il lui montre le métier, surtout comment manipuler le gros projecteur 35mm "Magnarc Peerless" activé au carbone.

Le seul reproche qu'on lui fait c'est de ne pouvoir monter toute seule les caisses de films, dans la cabine de projection. Elle s'en rend compte assez rapidement et demande l'aide des "hommes" qui ne refusent jamais de lui venir en aide...

Quand vient le moment de changer de métier, de passer du restaurant à la salle de projection, un petit inconvénient survient qu'on aurait pu deviner. Son patron lui offre le poste au salaire de \$25.00 par semaine. Les projectionnistes "mâles", eux, ont \$35.00 pour le même travail. Laura Girard refuse de faire cette concession sous prétexte qu'elle est une femme. Elle a pris la décision de devenir projectionniste pour améliorer ses

conditions de travail et entre autres, son salaire. Son patron d'ailleurs, n'a pas tellement le choix. Il a besoin d'un nouveau projectionniste pour la salle qu'on vient de construire. Et, comme ce métier n'attire pas nécessairement par dizaine les candidats, il finit par offrir à Laura Girard le salaire d'un "vrai projectionniste".

Les conditions de travail (six soirs par semaine, de sept heures à minuit) et le salaire (\$35.00) nous semblent aujourd'hui dérisoires. Mais il faut savoir que le métier n'est pas encore protégé par une convention collective, dans les années 50, et que ceux qui l'exercent n'ont pratiquement pas de recours.

Aujourd'hui, les quelque trois cents projectionnistes du circuit commercial québécois sont en grande majorité syndiqués à la Fédération nationale des communications de la CSN. Sur le permis de travail qu'ils reçoivent du ministère du

Travail du Québec, on les classe dans la catégorie des "électriciens".

J'imagine qu'il y a très peu de femmes qui pratiquent le métier d'électricien au Québec, comme celui de projectionniste d'ailleurs.

Ce métier de projectionniste, c'est un travail de solitaire. C'est du moins de cette manière que l'exerce Laura Girard. De sept heures du soir à minuit, elle projette "ses" deux longs métrages, dans la petite salle du cinéma "Elysée" de Jonquière.

Ses deux projecteurs qui ont autant de métier qu'elle (environ 20 ans) cadrent bien avec le décor "rétro" de la minuscule cabine de projection. Sur les murs gris, on y trouve, bien affichés, les règlements des électriciens projectionnistes datant de 1941. Les qualités premières d'un bon projectionniste se résument ainsi: au travail ne jamais fumer, ne jamais lire et se faire un devoir de garder sa cabine "très propre". Sur un autre mur étroit de la cabine de "l'Elysée" un petit crucifix blanc, un vieux rameau et une ancienne image du Sacré-Coeur doivent bien se demander pourquoi cette petite salle de 150 sièges ne passe que des films de fesses, depuis deux ans? Laura Girard se le demande aussi. Avant, elle projetait surtout des films pour enfants, le samedi après-midi et des films d'aventures, au cinéma "Centre". Maintenant, elle collabore malgré elle au recyclage sexuel des voyeurs de Jonquière. C'est l'une des salles les plus fréquentées du circuit France Films (10 salles) dans la région.

"L'autre jour, dit-elle, un vieux de 84 ans a insisté pour dire son âge à la fille du guichet". Les films de ce genre font vivre en grande partie les salles commerciales de tous les coins du Québec. Les projectionnistes connaissent cette loi du marché plus que tous les autres spectateurs.

"A un moment donné, dans ce métier-là, on ne les voit plus, les films qu'on passe. Pour vérifier l'état des copies, je suis obligée de tous les regarder, mais ce genre de films me laisse plutôt indifférente, après deux ans de visionnement intensif..."

La semaine où nous sommes allés rencontrer Laura Girard, dans sa salle de projection de l'Elysée, on y présentait "Ce cochon de Paolo" et "A bout de sexe"... Elle se souvient d'avoir projeté des meilleurs films que ceux qui occupent les écrans d'aujourd'hui. Dans les années 50, les salles commerciales se permettaient même de changer leur programmation, deux fois par semaine. "Les spectateurs ne se gênaient pas pour nous dire qu'ils



La solitude des images et de la cabine réduite à sa plus simple expression.

aimaient les films qu'on montrait. Aujourd'hui, dans les salles de cinéma, on ne se parle plus. Les voyeurs se baissent les yeux dans le hall d'entrée ou au restaurant. Avant, quand j'ai commencé à travailler dans une salle, c'était le lieu de rencontre, le rendez-vous de la ville.

On acceptait d'y travailler presque gratuitement... Toutes les dernières nouvelles y circulaient. Les employés étaient au courant de tout, connaissaient tout le monde". Les temps changent. Le métier change aussi. Dans les nouvelles salles qu'on construit en marge des centres commerciaux, on ne trouve plus les vieux appareils que manipulent avec nostalgie les projectionnistes de l'ancienne génération. Les services jumelés permettent au même projectionniste "d'opérer" souvent quatre salles à la fois.

Dans les villes éloignées comme celles des régions du Québec, les projectionnistes ont vieilli en même temps que leur projecteur et leur salle. Ils ont une moyenne de vingt à trente ans de métier. La relève s'annonce plutôt difficile à assurer. Les conditions de travail n'ont pas beaucoup changé depuis les années 50. On projette toujours les films à des heures impossibles (de sept heures à minuit et souvent l'après-midi) et le salaire peut être considéré comme très moyen.

Laura Girard ne s'en plaint pas trop, car elle a connu pire. Pour une projectionniste, elle parle peu de cinéma. Les autres projectionnistes ont souvent le même réflexe. Quand elle parle du cinéma

québécois, c'est pour dire qu'elle préfère aux "films québécois en joual", les "bons films américains d'aventure" et selon elle, "techniquement impeccables".

Elle a tellement projeté de films américains depuis vingt ans qu'il apparaît normal qu'elle leur trouve beaucoup de qualités. Le spectateur québécois moyen porte habituellement le même jugement quand il parle du cinéma d'ici.

Il aime un film québécois qui lui fera penser à un "bon film américain".

Laura Girard aurait pu exercer d'autres métiers "plus ou moins payants" que celui de projectionniste. Elle a choisi celui-là pour la simple raison qu'elle se sentait assez indépendante, assez "décidée" pour prendre la place d'un homme.

Il y a peu de femmes cinéastes, au Québec, et celles qui exercent des métiers de cinéma sont plus souvent scrip girls, comédiennes qu'ingénieurs du son, caméarwomen ou monteuses.

Les projectionnistes comme Laura Girard ne doivent pas être trop nombreuses, non plus. Certains vont dire que c'est un curieux métier "pour une femme". Nous, ce jeudi soir-là, quand on l'a vue manipuler ses bobines de films, la lentille de son projecteur, rembobiner ses rouleaux, on la trouve autonome et jolie, dans la noirceur de sa minuscule cabine de projection.

Les projectionnistes font aussi partie de notre petit monde cinématographique qui reste à découvrir.

S'EMPOISONNER LENTEMENT MAIS SÛREMENT



Nous respirons de plus en plus de produits chimiques de toutes sortes, que ce soit les gaz d'échappement des autos, les tonnes de poussière que l'Alcan ou autres compagnies nous rejettent sur la tête, plus simplement la fumée de cigarette, ou les aérosols qui sont devenus d'un emploi courant. Il est très difficile de savoir quel est l'effet exact de chacun ou de tous ces produits mélangés sur notre organisme, surtout que nous y sommes soumis à des degrés divers selon notre travail, le lieu où nous demeurons, etc. C'est pour cette raison qu'il nous faut nous montrer très circonspect pour ceux que nous respirons déjà et encore plus pour les nouveaux qui apparaissent. Mais à l'heure où les centrales nucléaires menacent de nous sauter sur la gueule, ça nous en prend beaucoup pour nous émouvoir. J'ai quand même choisi de vous parler d'un de ces nombreux produits qui circulent dans l'air que vous respirez, car depuis quatre ans que je le vois, que je le sens, que je le respire, que j'essaie de savoir s'il est dangereux et à quel point. Ça nous donnera une petite idée de la façon dont nous sommes protégés.

J'ai fait connaissance avec le dispositif anti-mouche AIR GUARD CONTROL, alors que mon attention fut attirée par une senteur prégnante mais subtile de désinfectant dans le domicile de mes parents. On s'empresse de me répondre presque avec fierté qu'il s'agit du nouveau dispositif électronique, émettant un jet d'insecticide à toutes les 7 minutes 30 secondes, 24 heures sur 24 et se présentant sous l'aspect anodin d'une petite boîte rectangulaire de 7 po. par 3 po. accrochée au mur à environ 1 1/2 pied du plafond et qui garantit la disparition de toutes les mouches. J'émetts des doutes quant à la salubrité d'un tel engin, de surcroît dans une cuisine. On s'empresse de me rassurer, le vendeur garantit qu'il n'y a aucun danger, que tous les tests ont été faits, que le gouvernement l'a approuvé, etc. Je ne désarme pas pour autant, d'autant plus que je n'aime vraiment pas cette odeur que je détecte à tout coup, peut-être à cause de la grosseur de mon appendice nasal. Je commence d'ailleurs à la détecter dans plusieurs endroits publics, d'abord prévenu par la senteur, je ne manque jamais de retracer l'appareil.

Une année passe, l'été suivant j'assiste à la prolifération d'AIR GUARD CONTROL, presque plus de restaurants, brasseries, tavernes qui n'en soient dotés.

Est-ce son aspect, mais il me faut encore plusieurs mois avant que je ne me décide à apprivoiser l'appareil, à fermer le dispositif puis à ouvrir la petite boîte pour découvrir une bonbonne aérosol ressemblant étrangement à toutes les autres et sur lequel est écrit KONK. A mon grand étonnement, il y a un avertissement que je reproduis intégralement: "ATTENTION: Couvrir les bœufs à poissons durant la vaporisation. Dans les laiteries, le lait et la crème fraîche doivent être recouverts. Dans les restaurants, les hôpitaux et autres établissements de manutention des aliments, les aliments préparés doivent être rangés ou recouverts tel que requis normalement en vertu de bonnes pratiques sanitaires. Dans les usines d'emballage des viandes et de transformation d'aliments, ne vaporisez que lorsque l'usine n'est pas en fonctionnement. Ni viandes, ni ingrédients, ni matériaux d'emballage à découvert ne seront laissés dans la pièce, et l'équipement pour la manutention des aliments devra être couvert. Toute superficie traitée qui peut entrer en contact avec les produits alimentaires de viande ou d'autres aliments, doit être lavée et rincée à fond à l'eau potable après la vaporisation et avant de la réemployer pour la transformation des aliments".

Le premier mouvement de colère va d'abord vers le vendeur qui ne peut ignorer cet avertissement avec le nombre de bouteilles qu'il manipule; s'il n'en dit rien à ses clients, c'est probablement pour en vendre plus. Les bonbonnes se vident en effet en 23 ou 26 jours lorsque l'appareil fonctionne 24 heures sur 24. On imagine la colonne des profits quand on sait qu'elles se détaillent à \$6.75, qu'il y en a de 5,000 à 6,000 en circulation et que le dispositif coûte 42.75. Grâce à cette découverte je réussis à faire taire définitivement celui de mes parents. Je peux difficilement m'empêcher, malgré ma grande timidité, de faire part aux restaurateurs, taverniers ou autres qu'ils contreviennent à la loi en assaisonnant ma soupe ou ma bière avec du Konk. Ils me toisent alors d'un regard condescendant en me disant que l'inspecteur est passé et qu'il n'a rien trouvé à redire. A quelques endroits, on m'affirme même que c'est l'inspecteur qui a suggéré cette méthode.

Je suis depuis peu (à l'été 77) journaliste à Focus. Il me vient donc à l'idée de me servir de cette illustre tribune pour dénoncer ce fléau. Je fais quelques recherches, j'appelle le vendeur en me faisant passer pour un éventuel acheteur. On me sert le baratin dont j'ai entendu parler mais avec encore plus d'emphase que je



Photo: Michel Gauthier

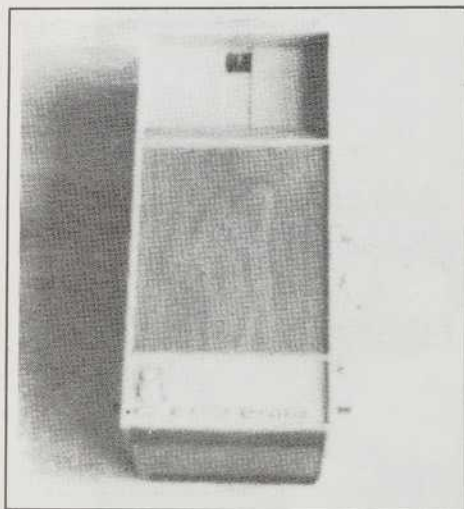
n'en attendais. Lorsque je demande s'il peut être dangereux, on s'empresse de me répondre qu'il y en a même dans des salles d'opération, qu'une secrétaire du ministère de la Santé du Québec a avalé le jet pendant plusieurs heures (8 ou 12, je ne me rappelle plus très bien) sans aucun problème, etc. On ne me fait, bien entendu, aucune mise en garde pour son utilisation. J'appelle ensuite un inspecteur du ministère de l'Agriculture qui me dit que l'appareil est interdit dans les cuisines mais qu'ils n'ont pas juridiction dans les salles à manger. Ma chronique sort cependant à l'automne et ne semble pas avoir l'impact escompté.

L'été suivant je change de tactique et porte plainte au Service de protection de l'environnement à Jonquière, convaincu qu'on doit faire interdire un appareil utilisé si cavalièrement et qui met en danger la santé publique. Il me semble que le 100% de mauvaise utilisation que mon échantillonnage a montré est amplement suffisant pour en prouver le danger. Je rencontre un fonctionnaire qui photographie l'appareil, qui me pose quelques questions... Je retéléphone à quelques reprises durant l'été, je reçois invariablement la même réponse: "Le dossier a été référé au contentieux juridique à Québec..."

Je recommence mes démarches au mois de mai 79, pour m'apercevoir que personne n'a osé troubler le sommeil profond dans lequel a sombré le dossier, bien installé qu'il est sur une confortable tablette à Québec. Suite à mes appels répétés, on finit par me dire, après vérification, que la loi québécoise actuelle ne permet pas d'interdire l'utilisation d'un insecticide à moins qu'on ait prouvé son danger pour la santé publique. On me réfère donc à Roland Saint-Jean qui est responsable de l'étude sur les pesticides pour le Service de protection de l'environnement. Il commence par me dire que le produit actif dans l'appareil (le pyrèthrine) est d'origine naturelle et est moins nocif que la caféine (la caféine est très nocive), mais que les difficultés d'approvisionnement à cause de la situation actuelle en Afrique, obligerait probablement le fabricant à le substituer par un pyrèthrine de synthèse qui est plus nocif car il a tendance à s'accumuler. Qu'il serait très important de faire une enquête là-dessus mais que les services sont actuellement débordés par des problèmes plus pressants, comme l'emploi de pesticides en agriculture et dans nos forêts. Sur sa lancée, il m'explique que la population devrait faire des pressions pour augmenter les effectifs qui s'occupent présentement de la protection de

l'environnement car ils sont dépassés par l'ampleur et la diversité du problème.

Parallèlement, je remonte les services du ministère de l'Agriculture qui s'occupe de la salubrité dans les cuisines des restaurants, les usines d'emballage d'aliments, les abattoirs, etc. L'inspecteur que je rejoins cette fois-ci me dit que la vaporisateur est permis en autant que le jet n'est pas dirigé vers la nourriture. Il me réfère ensuite à son supérieur à Québec qui me confirme que le vaporisateur est accepté dans la mesure où on respecte les instructions sur la bonbonne, et que l'inspecteur qui m'a répondu devait probablement dormir lorsqu'il leur a donné les instructions en ce sens. Il me réfère ensuite à Jean Hébert, directeur des analyses pour le ministère. Celui-ci me dit tout d'abord que le pyrèthrine est l'insecticide de l'avenir et que son service ne l'a accepté qu'après étude de toute une série d'enquêtes sur le sujet. Qu'il est tellement instable qu'on ne réussit même pas à en retrouver les traces lorsqu'on prend des échantillons d'air même pendant la vaporisation. En faisant une lecture rapide des enquêtes qu'il a sous la main (nous parlons au téléphone), il fait mention d'une d'entre elles qui conclue qu'une exposition trop longue ou trop intense peut provoquer des maux de tête, des nau-



sées, des vomissements et diverses autres réactions physiques... Il me met en garde de ne pas affoler la population car il faut se débarrasser des mouches qui sont très dangereuses à cause des microbes qu'elles transportent, et que le pyrèthrine est une amélioration par rapport aux plaquettes Vapona, par exemple, qui sont plus nocives.

Pour terminer mon enquête, je retéléphone à deux occasions chez les exterminateurs Tremblay et Lemieux, distributeur exclusif du dispositif Air Guard Control pour la région, d'abord comme un éventuel acheteur puis quelques jours plus tard en tant que journaliste. A l'acheteur on répond sensiblement la même chose qu'un an et demi plus tôt sauf pour les prix qui ont augmenté bien entendu, on y va tout de même un peu fort lorsqu'on dit qu'on pourrait boire l'insecticide à la gorgée... On est beaucoup moins loquace pour les questions du journaliste, on lui répond d'abord de venir en personne, puis après quelques hésitations l'employé répond qu'on emploie du pyrèthrine synthétique depuis plus d'un an dans le Konk. Après quelques minutes où elle met en doute que le pyrèthrine synthétique soit plus nocif que le naturel, elle me passe le patron. Celui-ci répond laconiquement et visiblement de mauvaise humeur qu'il n'a pas de temps à perdre avec de pareilles foutaises et que je n'ai qu'à écrire au siège social de la compagnie en Ontario si je veux avoir des renseignements...

Quelles seront les conséquences à long terme de l'ajout de ce nouveau polluant? Un pesticide qui vient s'additionner à ceux que l'on mange quotidiennement dans nos légumes, dans la viande, etc. Une faible augmentation du nombre d'allergies, de cancers, de tumeurs inexplicables? Lorsque l'on voit le peu de connaissances et de motivations de ceux qui sont supposés être les chiens de garde de la salubrité publique... l'incoscience des utilisateurs



et la mauvaise foi des vendeurs, il y a de quoi avoir des frissons dans le dos. Si vous vous apercevez que vous êtes soumis à une vaporisation d'insecticide dans quelque lieu public que ce soit, vous avez quelques alternatives: dire au patron de l'établissement qu'il contrevient à la loi sur les produits anti-parasitaires et que vous pourriez bien porter plainte ou encore vous plaindre et changer de restaurant. Ça devrait être aussi, sinon plus efficace.

JEAN-GUY GIRARD



La coupe

**Bienvenue chez
Benoît**

547-2014

559 ST-DOMINIQUE — JONQUIERE

**ECOLE
D'EQUITATION
SAGUENAY
INC.**

"Quoi de plus merveilleux que de monter à Cheval!!". Cela vous intéresse? Venez à l'Ecole d'Equitation du Saguenay Inc.



Dressage, saut d'obstacles, cross country, stage de responsable d'écurie et de moniteur. Sessions de vacances courte et longue durée, instructeurs qualifiés, belle campagne. Ecrivez-nous où passez nous voir...

Ecole d'Equitation du Saguenay Inc.
Rg. St-Isidore
C.P. 40,
Lac Beauport, P. Qué.
Tél: (418) 678-2688



Permis "i-100-517"

LA CRITIQUE DES FILMS QUÉBÉCOIS N'A PAS LIEU

PAR PIERRE DEMERS

ILS NE PARLENT PAS
DU CINÉMA QUÉBÉCOIS
EUX-MÊMES...



Je connais des dizaines et des dizaines de films québécois (courts et longs) qui sortent chaque année, sans que personne ne les commente et ne les critique. Certains de ces films sont remarquables et mériteraient un peu plus d'attention.

Pourtant personne n'en parle. Personne ne se donne la peine de les mettre à leur place. De les signaler aux spectateurs québécois concernés par de telles oeuvres. Les chroniqueurs de cinéma dans les journaux québécois ne peuvent faire ce travail de surveillance systématique du cinéma produit ici.

Certains d'entre eux font leur possible. Je pense à Claude Daigneault du "Soleil" de Québec qui rend compte très régulièrement de nouveaux films québécois sortis dans des salles spécialisées de sa ville. C'est d'ailleurs ce chroniqueur qui surveille le plus attentivement le cinéma québécois actuel. Mais qui lit hors du district de Québec les chroniques de Daigneault, le mardi et le samedi?

À Montréal, la situation de la critique des films québécois est plus précaire encore.

À "La Presse" les deux chroniqueurs réguliers commentent plus régulièrement le cinéma étranger (surtout américain) qui s'affiche sur les écrans commerciaux que le cinéma québécois, qui s'affiche beaucoup moins régulièrement.

Quand un film québécois sort normalement accompagné d'un certain battage publicitaire, on en parle. Mais c'est l'exception. On va rarement chercher un bon film québécois inconnu pour le signaler aux lecteurs. Perreault et Dussault qui travaillent à ce quotidien n'ont pas tellement le choix. Comme les grosses chaînes de cinémas de Montréal achètent la majorité des pages publicitaires du cahier culturel du samedi, ils doivent au moins rendre compte des nouveaux films étrangers (surtout américains) à l'affiche dans les salles de la ville. Le cercle commercial infernal est ainsi vicieux.

Au "Devoir", deux critiques pigistes rendent compte de quelques films dans le cahier culturel du samedi. Richard Guay insiste plus sur les films québécois que Francine Laurendeau. Mais ils n'interviennent là qu'une fois la semaine. Leur rôle est ainsi fort limité. Ils font leur possible, mais ça ne suffit pas.

Les autres journaux ne parlent pratiquement jamais des nouveaux films québécois. Encore moins des films qui ne sortent pas dans les salles selon les règles commerciales reconnues. On fait des petits efforts lors d'événements spéciaux (comme "La semaine du cinéma québécois"), mais plus rien, le reste de l'année.

C'est vrai aussi que l'Office des communications sociales, la source d'information cinématographique officielle des médias écrits québécois, rate un nombre important de nouveaux films d'ici, longs et courts.

Les revues à grand tirage comme "l'Actualité", "Nous", "Châtelaine", n'ont pas de chroniques régulières de cinéma québécois. On préfère y discuter des derniers bons films américains ou italiens sortis en primeur à Montréal.

Aucune revue spécialisée en cinéma au Québec ne fait également ce travail.

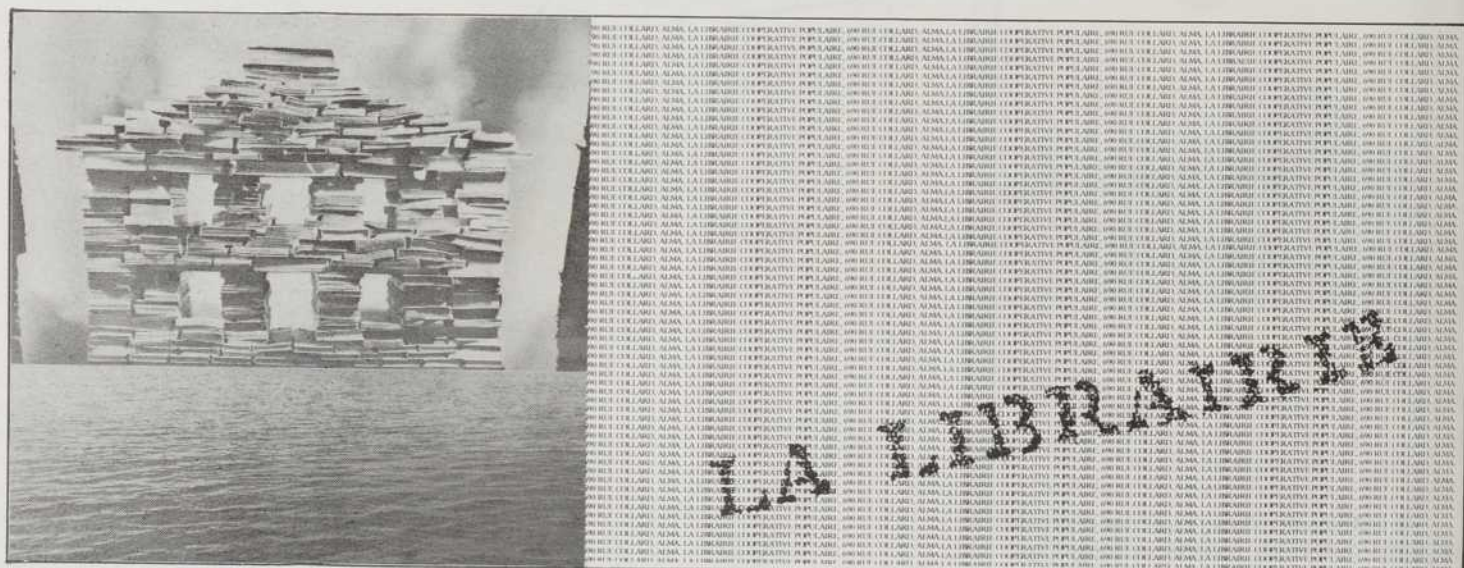
"Séquences" publie, 4 fois l'an, des critiques de longs métrages étrangers et québécois sortis en exclusivité à Montréal. On ne commente jamais de courts et moyens métrages d'ici dans cette revue. On n'y propose jamais de dossiers ou d'études sur le cinéma québécois d'hier. Une drôle de revue de cinéma québécois. Elle n'a pas à faire la job que fait déjà le revues françaises.

La Cinémathèque québécoise édite, depuis deux mois, une nouvelle revue, "Copie zéro" qui semble s'orienter vers la formule de la monographie ou du numéro thématique. Le premier numéro sur "Georges Dufaux" était remarquablement bien documenté. Il n'y manquait qu'une bonne bibliographie pour servir de référence définitive sur ce cinéaste.

A mon avis, un organisme comme la Cinémathèque québécoise devrait tout faire pour que cette fameuse revue québécoise de cinéma voit le jour enfin. Une revue qui rendrait compte d'abord des films tournés ici, de tous les films. Une revue aussi, qui tiendrait également compte du point de vue historique et de l'actualité de notre cinéma national.

Un peu ce que faisait "Cinéma-Québec" quand elle sortait plus régulièrement. Mais cette revue connaît des problèmes de mise en marché et n'arrive plus à sortir à un rythme normal pour une telle publication. Les abonnés s'interrogent, perdent patience et les rédacteurs lâchent.

La critique des films québécois n'a pas lieu, au Québec. Voici l'une des causes de plus de la crise de notre cinéma. La solution à court terme: une agence de presse cinématographique qui alimenterait les journaux québécois en nouvelles et en critiques de tous les films faits ici. Un beau paragraphe à ajouter à la future loi du cinéma québécois. Au juste, à quand cette fameuse loi refondue???



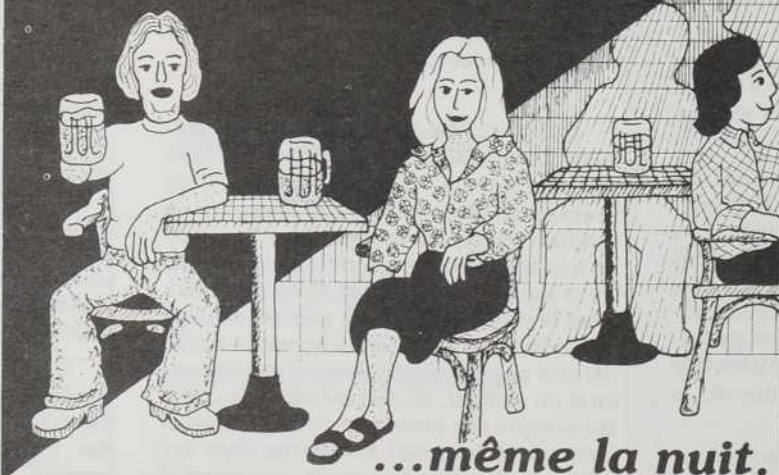
MUSIQUE CONTINUELLE

BILLARD

Grosse bière: \$1.25

Ouvert de 13h à 3h

Chez-nous, y a du soleil...



...même la nuit.

PUB

LE P'TIT
QUEBEC

151 Saint-Dominique, Jonquière

UN DEFI DE TAILLE: SE PRENDRE EN MAIN

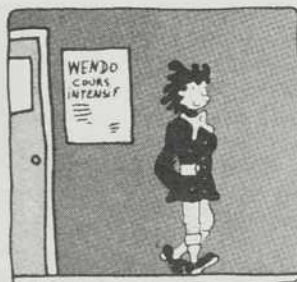
Monique MAJOR

Quand on lutte pour le droit de choisir nos grossesses, pour le droit au travail, à la syndicalisation ou encore pour l'autonomie économique, nous luttons pour le droit de se réaliser comme citoyenne à part entière. Chacune de nos luttes n'est pas une fin en soi, aussi devons-nous éviter de les isoler les unes des autres. Nous sommes victimes d'un système économique et patriarcal et nos revendications prennent leur force dans la mesure où nous en faisons une cause collective, une cause commune.

Les structures familiales et scolaires ont tout particulièrement encouragé le clivage des sexes. Les rôles féminins et masculins y sont enseignés dès la petite enfance et chacune de nous en traînons des séquelles. Jeunes, nous avons appris des comportements de dominées qui se traduisent, une fois adulte, de diverses façons: peur de l'autonomie, peur d'assumer sa solitude, peur de revendiquer nos droits les plus élémentaires. Nous sommes déjà convaincues de l'échec, avant même d'avoir entrepris quelque chose.

Nos peurs, nos craintes se ressemblent. Nous les avons acquises dans les mêmes jeux, les mêmes sermons d'église, les mêmes discours scientifiques et politiques. Reconnaître d'où elles viennent et comment elles se manifestent est déjà un bon départ pour les vaincre. Aussi, depuis quelques années, avons-nous lutté contre les stéréotypes enseignés dans les manuels scolaires, afin qu'on cesse d'y perturber la ségrégation culturelle. Nous refusons que nos fils et nos filles reproduisent les schémas de notre propre aliénation. Dans le même ordre d'idée, il existe une autre solution pour vaincre la formation sexiste dans nos écoles. On en a beaucoup parlé ces dernières années et pas spécifiquement comme programme scolaire. Il s'agit en fait d'un cours donné par des femmes, qui s'adresse uniquement à des femmes et dont le but est d'enseigner une méthode simple d'auto-défense. Inséré dans le cadre scolaire, le cours de "wen-do" pourrait fort bien permettre à nos filles d'atteindre une première étape vers le changement des mentalités.

WEN-DOUX



APPRENDRE À REFUSER LA PASSIVITÉ

A titre de curiosité, la technique de "wen-do" nous provient d'une famille anglophone de Toronto. "Wen" tire son origine du mot "femme" en anglais (women) et "do" signifie chemin des femmes en mandarin. Déjà adeptes des arts martiaux, la famille Paige mis sur pied une technique d'auto-défense simple et efficace. Le wen-do n'est pas considéré comme un art martial, il est l'amalgame d'un peu de judo, de karaté et de beaucoup de "gros bon sens". Si l'homme a appris à être agressif, la femme elle, a appris la passivité. Et naturellement, en cas d'agression sexuelle, nous sommes souvent convaincues d'être démunies. Rappelons-nous ces nombreux films où la jolie captive qui, emprisonnée dans les bras du vilain, ne trouvait pas mieux pour se défendre que de tambouriner faiblement, l'oeil humide, sur les costaudes épaules de son viril agresseur (sic). Pourtant, en l'espace d'une fin de semaine, le wen-do nous donne les moyens pour se défendre, nous prouve que nous pouvons toujours faire quelque chose pour défendre notre peau... et qu'encore faut-il, tout au moins, avoir la volonté de réagir!

Si notre éducation nous a fait adopter une certaine attitude psychologique (la passivité), le wen-do en propose une autre, celle de se reconnaître, audacieuse, confiante et surtout apte à se prendre en main. Le wen-do peut être une étape de prise de conscience: réaliser tout à coup que nous avons quotidiennement des attitudes d'opprimées. Celles de trop souvent plier, d'accepter des situations où les autres ne respectent pas notre espace vital. N'est-il pas évident, lorsqu'on a appris dès l'enfance des mots d'ordre comme "altruisme" et "don de soi", que l'abnégation de nos désirs soit si fréquent? Pire encore, puisque bien souvent dans nos tentatives de réalisation personnelle, nous sommes envahies de sentiments de culpabilité.

Le wen-do s'adresse à toutes les femmes et de tous les âges. Il ne faut pas y voir "LA" solution, mais plutôt "une" des solutions pour sortir de notre oppression spécifique. Nous avons eu dans la région la possibilité de vivre ces cours, mais l'information fut mal diffusée et souvent faite de bouche à oreille. Aussi, les intéressées devront-elles, soit avoir l'oreille fine ou encore surveiller les "Qui fait quoi", dans Focus!

POUR CEUX QUI AURONT 20 ANS EN L'AN 2,000

PAR JEAN-GUY GIRARD

Lorsqu'on entreprend une recherche sur la consommation des médicaments chez les enfants, on est d'abord surpris devant la pauvreté des données et la difficulté de se les procurer. Un domaine qui met en danger la santé de toute une génération devrait être soumis à l'attention d'une armée de chercheurs indépendants. Nous sommes complètement désarçonnés lorsqu'on nous apprend que ce sont les compagnies pharmaceutiques qui en savent le plus et que ce qui est garant de notre santé c'est que ces compagnies pourraient être attaquées devant des cas comme celui de la talidomide. Il n'y a par exemple aucun moyen de colliger les observations que font les médecins des effets secondaires des médicaments qu'ils ont prescrits. Ces médecins, qui sont la cible favorite de la publicité des compagnies pharmaceutiques dès leurs premières années de formation et qui sont modelés pour penser médecine curative plutôt qu'éducation des gens, restent le principal engrenage dans la consommation abusive de médicaments à laquelle s'adonne la population.

Retournons donc aux enfants qui prennent de plus en plus de médicaments et qui en deviennent les otages inconscients car ils ne pourront guère plus s'en passer. Les antibiotiques que l'on continue à prescrire comme s'ils étaient la panacée en sont l'exemple le plus probant. Les observations faites par des infirmières en soins post-nataux leur a fait conclure qu'un bébé qui a subi un traitement aux antibiotiques durant les quatre premiers mois de sa vie, presque à tout coup devra y avoir recours jusqu'à un an. Car les antibiotiques qui sont vraiment efficaces pour combattre les microbes, ponctuellement, laissent l'organisme sans défense devant la venue des autres. Pour multiplier leurs ventes,

les compagnies pharmaceutiques ont mis sur le marché des antibiotiques "à large spectre" qui peuvent combattre une quinzaine de microbes différents; plus de problèmes de diagnostic pour le pauvre médecin, il est sûr de viser juste à tous les coups. Le seul problème, c'est qu'on doit donner des doses de plus en plus fortes car l'organisme du jeune patient est de plus en plus faible. Que lui donnera-t-on à 20 ans? Les infirmières du C.L.S.C. recommandent d'ailleurs de prendre du yogourt (nature de préférence) quand on doit subir un traitement aux antibiotiques, car il a la propriété de refaire la flore microbienne.

Le groupe Action-médicament du C.L.S.C. Saguenay-Nord a fait un procès très sévère à l'ancathropine, médicament très nocif et qu'on prescrivait presque à tous les enfants. Quel bébé ne se tord pas de douleur sous les assauts de ce qu'on a

convenu d'appeler les coliques? Les parents au désarroi accourent chez le pédiatre qui leur propose un savant mélange de valium et d'un médicament contre les gaz intestinaux. Bébé ne pleure plus, il passe les trois semaines que dure la petite bouteille dans un demi-sommeil ou dans quelques rares exceptions il devient surexcité. On s'empresse de faire renouveler la prescription de ce produit miracle quand l'enfant se remet à pleurer. Peut-on excuser un professionnel de se laisser aller à ce genre de prescription, lui qui demande d'être le seul garant de notre santé collective? A peine! Outre ces médicaments prescrits, il y a tout l'éventail des médicaments brevetés que l'on retrouve dans les pharmacies et les épiceries et dont les mérites nous sont vantés à grand renfort de publicité. Ils sont pour la plupart inefficaces quand ils ne sont pas



dangereux; plusieurs compagnies ont d'ailleurs retiré leurs produits du marché lorsque le gouvernement les a obligé d'écrire d'une manière lisible les ingrédients qui entraient dans leur composition. Il y a bien entendu l'aspirine, que tout le monde considère comme un bon médicament, mais dont on a tendance à abuser. C'est d'ailleurs le médicament qui est la plus grande cause d'empoisonnement chez l'enfant et chez l'adulte car c'est le plus répandu. Le Tempra, espèce d'aspirine pour les enfants qu'on utilise à tort et à travers, en particulier en milieu hospitalier où on le surestime. Le sirop pour la toux qui n'a aucune efficacité mais qu'on consomme abondamment et les laxatifs qui sont dangereux car ils ne soignent que le symptôme et risquent de le rendre chronique. Enfin, nos fameuses vitamines qui sont en passe de remplacer une saine alimentation.

Il est très difficile de prouver le danger des médicaments, il faut faire de longues expériences avec des cobayes, pour ensuite ramener ces résultats chez l'homme. Mais c'est souvent l'homme lui-même qui sert de cobaye, c'est ainsi que des dentistes ont commencé à remarquer de plus en plus d'enfants dont les dents étaient grises dès leur apparition. On fit quelques recoupages et on se rendit compte que cela n'arrivait qu'à des enfants auxquels on avait administré tel type d'antibiotique; on s'empressa de le retirer du marché. Imaginons 2 secondes que ce soit plutôt le foie, l'estomac ou le cœur qui soit la cible de l'effet secondaire, quand sera-t-il retiré du marché? Il le sera comme le chloramphénicol (un autre antibiotique) lorsqu'il aura causé suffisamment de mortalités pour amener une enquête du sénat américain.

Il ne faudrait prendre, et surtout

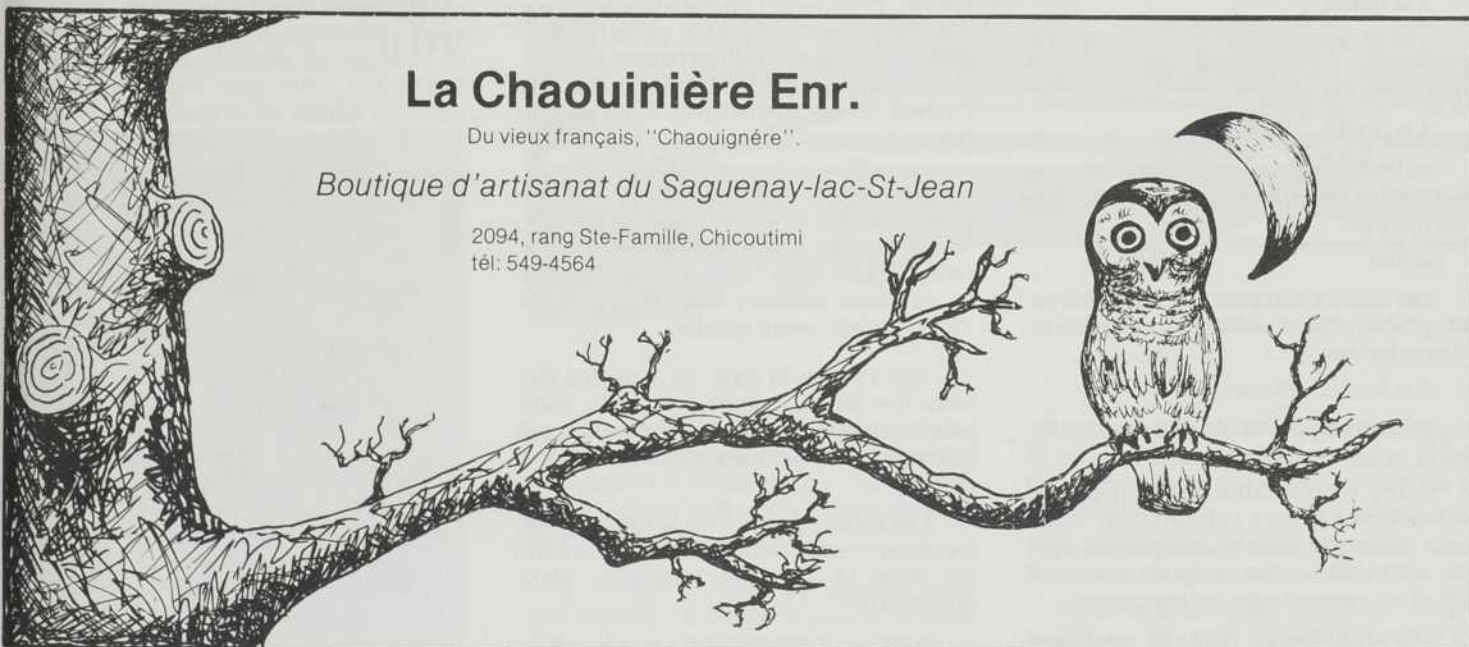
administrer des médicaments qu'après avoir essayé toutes les autres possibilités. Ceci exige un changement radical dans notre mode de vie et dans nos mentalités. Une meilleure alimentation, d'autres loisirs que la télévision, de l'air respirable, de la bonne eau, enfin toutes sortes de choses qui sont de plus en plus difficiles à trouver. Pour que vous ne vous sentiez pas trop seuls face au savoir médical, je vous conseille un petit livre, qui n'est pas une bible, qui est plein de lacunes, surtout pour les petits Québécois que nous sommes (le livre vient de France et les plantes aussi trop souvent). Le médecin pourra alors vous servir à faire ou à confirmer le diagnostic mais vous aurez peut-être une alternative pour les soins à prodiguer. Il s'agit de: Médecines douces pour vos enfants. Paru aux éditions Stock 2/Pratique et qui doit être disponible dans nos trop rares bonnes librairies de la région.

La Chaouinière Enr.

Du vieux français, "Chaouignère".

Boutique d'artisanat du Saguenay-lac-St-Jean

2094, rang Ste-Famille, Chicoutimi
tél: 549-4564



Location

LOCAL rent-a-car inc.

LOCATION D'AUTOS DE CHICOUTIMI INC.

23, rue Jacques-Cartier ouest, Chicoutimi, P.Q.

TÉL.: 543-7911

COMME UN CHEVAL SUR LA SOUPE

MARTIN MUNGER
Librairie coopérative populaire

LA SURVIE

Il n'y a pas si longtemps, moins d'un an ou quelques mois, Suzanne Jacob et Paul Paré quittaient les éditions "Parti pris" afin de fonder leur propre maison, soit "Le biocreux"...

En plus d'un talent certain dans l'exercice du maniement verbal, ces deux auteurs partagent une recherche particulière, faute d'un meilleur adjectif, une écriture hors-courants, n'appartenant pas aux genres répertoriés et difficilement "classable"... volontairement sans doute.

A la limite...

Une étrange poésie, pourrait-on dire, si tant est, que la poésie puisse ne pas s'accoler à l'étrange...

A la limite... Aussi,

un théâtre équivoque, où les acteurs se meuvent et vivent avec ou sans l'accord de leur créateur

un ton...

une scène à composer, à voir différentes, probablement, selon l'imagination de chaque lecteur...

A la limite... Encore,

pourrait-on parler de "post-surréalisme"?

Enfin, en constance, les métaphores sentencieuses jusqu'à l'absurde; un traitement désinvolte réservé aux personnages qui, ayant dit ou non ce qu'ils avaient à dire, disparaissent sans autres causes...

"Nous naissons dans la confusion humaine la plus totale et nous y restons tant qu'un premier pas n'a pas été fait dans le sens de la Grande Ourse."

"La réalité, naturellement, se fait une raison... Moi aussi, bien sûr, je me fais une raison!"

"Il n'y a pas de vérité sans personnages. Ni sans déguisements. D'une foule de marionnettes, je me fais des ennemis en refusant de leur tirer les fils."

"A tout cela non plus, il n'y avait pas de morale, mais y a-t-il une suite? Naturel-

lement il y a toujours une suite. Le fil des événements est ininterrompu et à tout moment de son déroulement on peut s'y introduire."

Voilà suffisamment de citations empruntées aux protagonistes de Paré et, si vous voulez vous défaire une idée plus convaincante, allez donc puiser aux sources!

Pour en venir maintenant à "La survie" de Suzanne Jacob, rappelons que l'an dernier son premier titre: "Flore Cocon" avait reçu l'approbation générale des critiques ou de ceux qui en font profession... L'ouvrage avait fortement impressionné tous ceux qui l'avaient lu, y compris l'auteur de ces inoffensives mais prétentieuses lignes...

Parce que salué d'emblée comme l'auteur le plus prometteur de l'année 1978, les douze nouvelles rassemblées pour former "La survie" risquent de décevoir ou du moins dérouter ceux et celles que "Flore Cocon" avait séduits...

Non à cause du style, de la qualité des nouvelles ou du manque d'intérêt mais plutôt par le désavantage dont souffre cet ouvrage par la comparaison avec le précédent.

Les personnages et les situations sont forcément moins étendus, articulés et définis dans ce type de nouvelles, mais qu'importe!

Pour une lecture d'été, à l'ombre d'un saule plutôt qu'à l'intérieur d'un centre commercial, "La survie" se prêtera bien à une lecture lente, réfléchie ou mêlée à l'impétuosité frénétique de cette saison.

En y repensant... serions-nous à l'aube d'une littérature où la "question nationale" ne serait plus une motivation première?

"La survie" et "Comme un cheval sur la soupe" seraient-ils les augures d'un nouvel espace littéraire sur la terre québécoise?

paul paré

comme
un cheval
sur la
soupe

Edition "Le biocreux"
111 p.

suzanne
jacob

la survie

Edition "Le biocreux"
140 p.

LA PLACE DES ENFANTS DANS LA PRESSE

PAR PIERRE DEMERS

Aussi curieusement que cela puisse paraître, les enfants lisent peu les journaux qu'ils distribuent bien souvent. On les prend pour des illettrés la plupart du temps. Les pages consacrées aux jeunes dans les quotidiens et les hebdomadaires résistent mal à la critique.

La plupart du temps, on leur laisse une page pour publier leurs petits dessins ou leurs petits contes gentils gentils. Ou bien, on leur propose de bricoler des bidules en papier après en avoir découpé le modèle dans le journal.

Ou encore, on bourre une page ou deux (dans les hebdomadaires surtout comme le "Dimanche-matin" ou "Le Réveil" et "Le Progrès-dimanche") de friandises journalistiques connues de tous, juste pour eux : des mots croisés, des mots cachés, des questionnaires divers, des dessins so-disant drôles, des jeux de mots, l'horoscope, des bandes dessinées américaines et belges, et j'en passe. Sans oublier le bon mot de l'aumônier du patro et des scouts.

Franchement, on prend les enfants pour des imbéciles.

C'est vrai que les enfants accrochent plus aux messages visuels que littéraires. Une photo d'accident d'automobile attire tout de suite leur attention. Les autres illustrations les sollicitent aussi.

Mais je me demande pourquoi ne pas utiliser le journal pour les informer eux aussi de ce qui se passe autour d'eux. Réserver quelques coins de pages pour des informations qui les concerneraient davantage. Des informations d'ordre psychologique, politique, géographique, biologi-

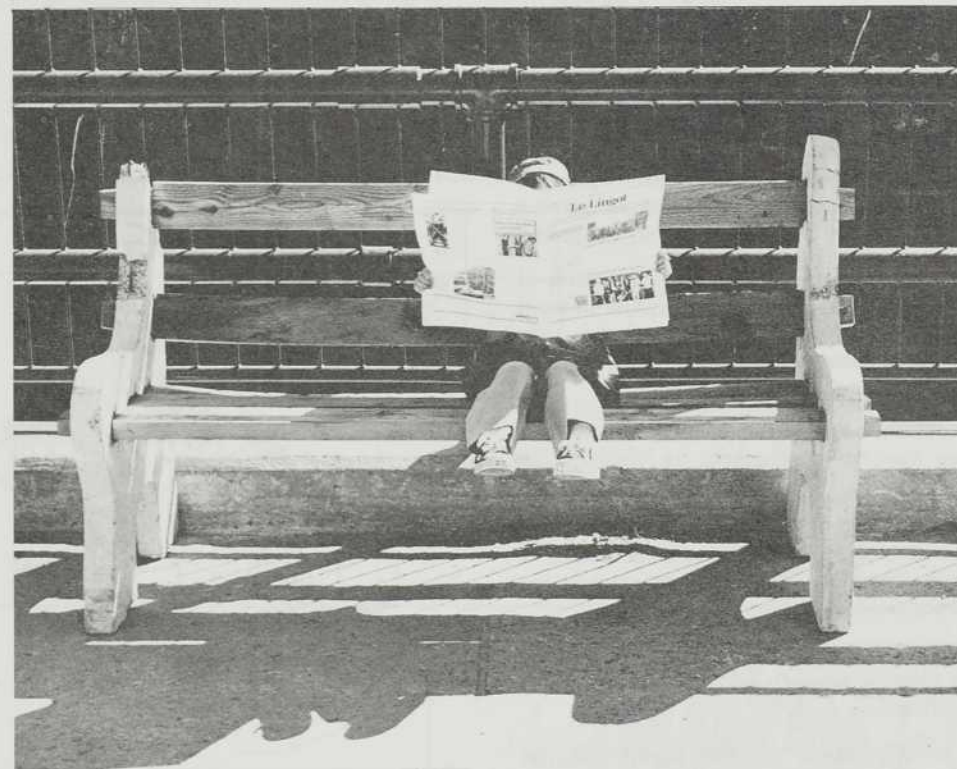


Photo: Michel Gauthier

que, économique, culturel, sportif même. Des informations pour les enfants qu'ils pourraient lire seuls ou que les grands lecteurs (leurs parents ou gardiens) liraient avec eux.

A l'école, certains pédagogues utilisent, de temps en temps, le journal comme "manuel scolaire", document de travail.

Il ne s'agit pas de forcer les enfants (6 à 13 ans) à lire l'actualité au jour le jour. Mais on pourrait sans doute prévoir certaines nouvelles qui les viseraient davantage, dans les journaux.

En principe, les jeunes lecteurs s'intéressent à tout. Cela dépend souvent de la manière dont on le leur présente, comment on le leur montre.

Il ne s'agit pas du tout de transformer les journaux en manuels scolaires arides ou en livres d'images et de recettes pour jeunes.

Mais tout simplement, de tenir compte de cette catégorie de lecteurs qu'on prend trop souvent pour des imbéciles illettrés et superficiels.

L'apprentissage des journaux, leur fréquentation régulière se fait tôt.

Si les enfants voient constamment des adultes ne lire que les résultats sportifs dans les journaux et sauter toujours sur les nouvelles à sensation, il y a bien des chances qu'ils fassent la même chose dans quelques années.

Les pages que nos journaux actuels adressent aux enfants souffrent de simplicité. Les enfants en ont vu d'autres depuis longtemps. Eux aussi désirent plus d'informations fouillées sur l'actualité. Demandez-leur, vous serez surpris de leurs exigences. Et surtout accompagnez-les dans leur lecture des journaux. C'est un service à leur rendre pour qu'ils puissent mieux critiquer les médias écrits, plus tard.

“Claude Beaudoin, dit “BAB”

(fiche technique)

- nom: Claude Beaudoin
- né à Jonquière en 1953 (vagues souvenirs de ses premiers jours)

- en 1970, en secondaire III (l'âge critique pour un dessinateur de b.d....), à l'école Guillaume-Tremblay, il commence à remplir des cahiers de b.d. avec son ami Rocky. Il conserve encore ses premières planches sur papier ligné qu'il laissera à de riches collectionneurs quand il aura publié son dixième album chez Dargaud...

- en 1973: fait des planches pour les 4ième et 5ième numéros de "Tomahac" qui ne sortiront jamais. Se contente de faire les jeux "Tomahac" dans le "Progrès-Dimanche".

- il expédie des planches au "Jour" (le quotidien) qu'on refuse de publier parce que ses planches ne peuvent se convertir en "strips".

- 1976-77: voyage en Europe. Va rencontrer des dessinateurs français au salon de b.d. à Paris. Déçu des réflexes mercantiles de la plupart (surtout de Greg "Achille Talon").

- 1977: travaille au département de psychiatrie de l'hôpital Notre-Dame de Montréal. Prend des notes...

- fervent lecteur de b.d. américaines et européennes et ne manque que très rarement le dernier "Pilote", "Mad", "Hara-Kiri", "Métal hurlant", "L'écho des savanes", etc.

- 1978: passe quelques-unes de ses planches dans "Focus" et dans "l'Orée des bois".

- dessine une parodie de film "rencontre du troisième type": ... "drôle de rencontre d'un drôle de type" (8 planches).

- ses dessinateurs préférés: Reiser de "Hara-Kiri" et Don Martin du "Mad".

- penche beaucoup du côté de la b.d. satirique, comique couleur absurde.

- selon lui, les deux gros défauts de la b.d. québécoise: la tendance à l'imitation des modèles étrangers et le culte des farces et sujets trop locaux...

- il trouve intéressante la b.d. quotidienne dans "Le Devoir" signée par Gaboury et Brodeur, "les joyeux rassemblés", mais trouve un peu facile (populiste) celle du "Journal de Québec", "Moineau", des mêmes auteurs.

- habitudes dangereuses: allume ses cigarettes avec son grille-pain... et travaille comme "moppologiste" (le ménage quoi...) à l'hôpital de Chicoutimi, pour survivre.

- problèmes: dessine moins bien que Rocky et accumule trop de bons gags dans ses histoires.

- 1979 (mai): fait deux planches inédites pour "Focus".

n.b. comme il dessine difficilement des mains pliées et des doigts de personnages, il doit mettre des mitaines pour régler le problème.

n.b. il dessine aussi vite que Marlin, une planche par jour... et il ne fatigue pas.

Propos recueillis par PIERRE DEMERS

BAB'S GAGS

NOUVELLE LOI... COMME LES CAMIONS, LES GROS DEVRAIENT AVOIR UN SYSTEME DE SIGNALISATION SONORE EN RECULANT.



LES EXTRA-TERRESTRES NE VEULENT PLUS FAIRE DE RENCONTRES DE 3^e TYPE.



LA CHUTE DU SKYLAB



DRAME DE THREE MILE ISLAND...
... LES GENS D'HARRISBURG SONT MAINTENANT "ECLAIRÉS"



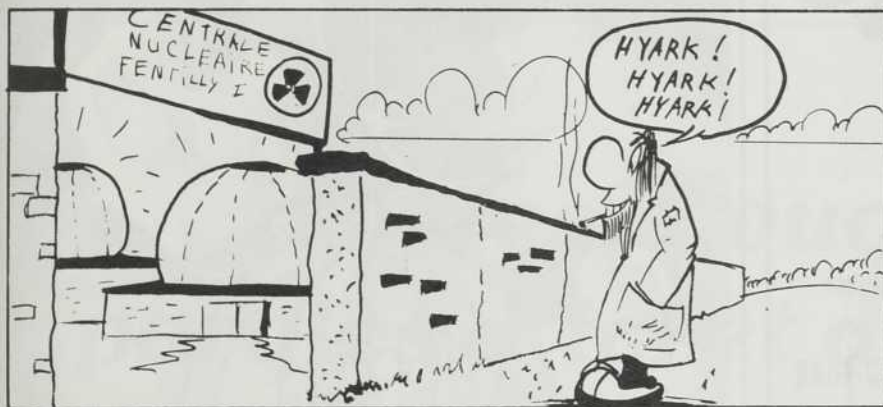
AMIN DADA... C'EST FINI



ELECTION DU 22 MAI...
CLARK, TRUDEAU, BROADBENT
EX AEQUO...



TROP BEAU POUR ETRE VRAI



... COUP AUDACIEUX DES TERRORISTES QUI ONT FAIT SAUTER LA CENTRALE FENTILLY I ... MAIS HEUREUSEMENT ON DEPLORE AUCUNE VICTIME GRACE A NOS BONS GOUVERNEMENTS SAGES ET RESPONSABLES QUI, DES LE DEBUT, ONT FERME TOUTES LES CENTRALES EXISTENTES, CONSCIENTS DU DANGER QUE POUVAIT CAUSER L'ENERGIE NUCLEAIRE A SA POPULATION ET A SON ENVIRONNEMENT... HYARK HYARK!

Bah ??

La Sucrerie

Pâtisseries françaises

20 est, Racine, Chicoutimi 543-1632

BISTROT du père La Chaise

BISTROT CAMPUS 620 chemin Saint-Thomas
TERRASSE Chicoutimi
549-8605

SPECTACLES-CHANSONNIERS
"LE SEUL VRAI BISTROT
DANS LA RÉGION"



L'au-delà des Bars

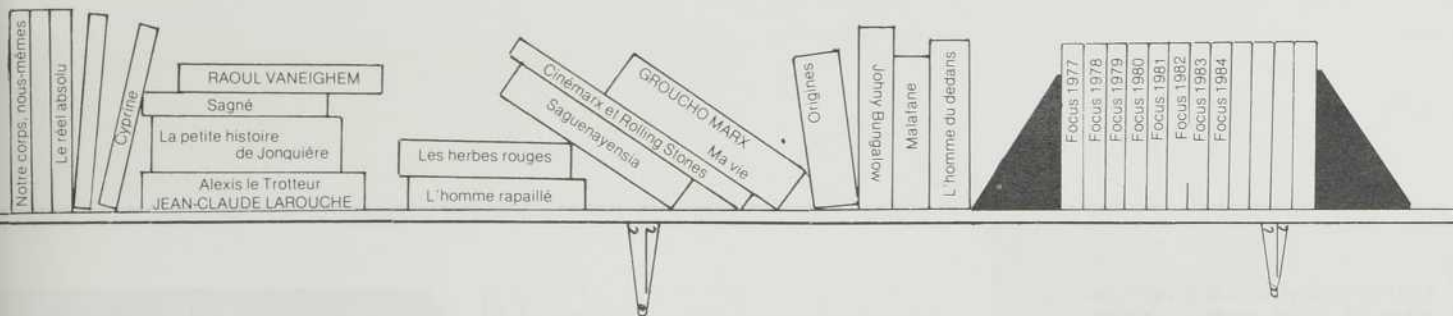
POUR L'AMOUR
DE LA MUSIQUE
ET D'HEUREUSES
RENCONTRES...

Nous tenons à remercier tout le beau monde
qui fréquente le Bar La Brègue depuis
maintenant deux ans. MERCI!

BONNE FETE AUX QUEBECOIS!

votre ami Roland Hébert, agent





Livres, bouquins, paroles d'ici et d'ailleurs...



"ÇA AURAIT PU ÊTRE PIRE" de Daniel Lefresne, les éditions Baloune (\$4.95).

Le dessin de Lefresne fait penser à celui de Solé qui faisait des chroniques rock dans "Pilote". On appelle ça un dessin catastrophique. Comme le cinéma du même nom. C'est volontairement lourd, chargé, bourré de détails et d'accessoires.

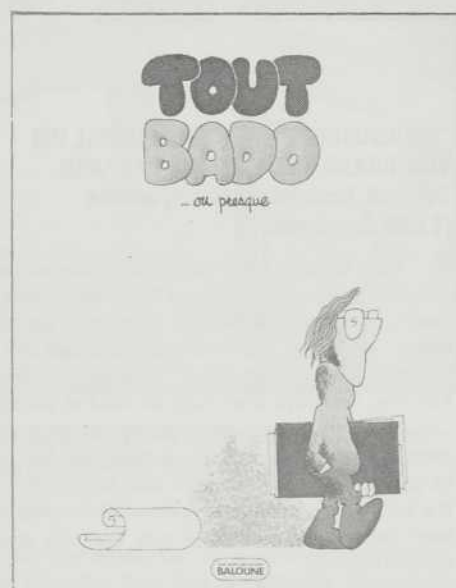
Il faut en mettre quand on veut signaler au monde que la terre coule, déborde de tous les côtés. Lefresne dessine des images inquiétantes pour faire réfléchir ses lecteurs sur le sort qu'on leur réserve. Ça ne peut plus continuer comme ça.

Il y a des limites à rire du monde, à leur polluer le crâne, les yeux, les oreilles, le nez et l'estomac, sans oublier les poumons.

Le recueil de dessins de Lefresne fait la chronique de notre pollution planétaire et insiste sur le très bas degré de conscience de ceux qui la subissent. Ses idées sont bonnes,

parfois inédites. Mais beaucoup de bons dessinateurs européens traitent des mêmes sujets et vont encore plus loin. Ce qui ne veut pas dire que les images de fin du monde de Lefresne ne soient pas justes et utiles.

P.D.



"TOUT BADO... OU PRESQUE" de Guy Badaux, les éditions Baloune (161 est, Ontario, Montréal - \$4.95).

Bado c'est notre Aislin (voir "l'humour d'Aislin, éditions Quinze, 1977) à nous autres, le caricaturiste qui nous surprend le plus avec ses dessins plus détaillés et précis qu'une radiographie. Mais Aislin a la chance de travailler régulièrement dans "The Gazette". Bado doit se limiter à quelques apparitions irrégulières dans "Le Devoir" et dans quelques rares magazines.

Dans ce recueil Bado magistralement représenté par les éditions Baloune (des

survivants de la défunte revue du même nom et de MAINMISE, vous lisiez???), on retrouve certains dessins drôles, b.d. et caricatures conçues par ce dessinateur depuis 5 ans. Ses meilleures caricatures faites à l'époque du "Jour" (hebdomadaire) s'y trouvent comme ce beau Rodrigue Biron entre deux chaises...

Aussi quelques bonnes caricatures politiques parues très récemment dans "Le Devoir" (qui devrait donner une case quotidienne à ce dessinateur au lieu de changer de caricaturistes aux deux jours) comme celle de Jeanne Sauvé. C'est sans doute dans ce domaine (la caricature éditoriale) qu'excellait le plus Bado. Ses caricatures, plus réalistes que celles de Serge Chapleau, étonnent autant par la précision du trait, leur vraisemblance que par l'indispensable gag de la légende. Car les gags de Bado sont brillants. Je vibre moins en revoyant ses b.d. et ses dessins humoristiques (à part quelques bonnes trouvailles parues dans la revue "Baloune").

J'aurais aimé retrouver, dans ce recueil Bado, la caricature du ministre de l'Éducation, M. J.-Yvan Morin, en père Noël préparée par l'ANEQ lors de la lutte des prêts et bourses, en octobre 78 (la caricature apparaissait sur un macaron). Mais à part ce léger oubli, cet album nous donne tous les exemples qu'il faut pour reconnaître le talent de caricaturiste et de dessinateur drôle de Bado. Il reste à convaincre les rédacteurs en chef des quotidiens québécois qui misent trop sur des caricaturistes taris (Hunter au "Soleil", Girard à "La Presse", Laforge au "Quotidien" de Chicoutimi) depuis longtemps. Mais quand on sait que Berthio est en chômage (à part son dessin par mois dans l'Actualité), on peut s'attendre à tout dans ce petit monde de la caricature d'ici.

Après Berthio, Bado est le meilleur caricaturiste québécois. Le troisième c'est Serge Chapleau. Les autres suivent difficilement derrière, tous essouffés.

P.D.

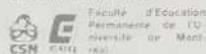
Défendons nos libertés: PAS DE POLICE DANS LES SYNDICATS



Un dossier de la Ligue



En collaboration avec

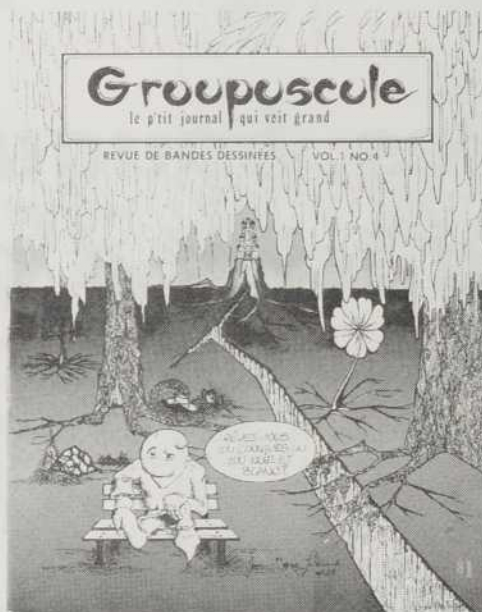


DÉFENDONS NOS LIBERTÉS: PAS DE POLICE DANS LES SYNDICATS. Un dossier de la Ligue des droits et libertés, en collaboration avec la C.S.N., la C.E.Q., et la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal.

syndicats et DANS nos syndicats? Qu'est-ce qu'elle y fait précisément et comment? Et pourquoi faut-il se battre contre ça et affirmer que les syndicats, c'est pas l'affaire de la police mais des syndiqués. Voilà autant de questions auxquelles tente de répondre ce mini-dossier de la Ligue des droits et libertés".

Un document à lire, relire et méditer longuement. L'Etat québécois continue de mettre sur pied une machine de répression et d'intimidation qui ne pourra que trop bien servir une droite moins "social-démocrate"! Saviez-vous que le NAC Security, une agence privée de sécurité, en plus d'avoir été à l'oeuvre dans les conflits ouvrier de Nacan à Boucherville, Sico à Longueuil, Villas à Cowansville, Steinberg à Montréal, Stanchem à Beauharnois, Celanese à Drummondville, tous des endroits où la présence de l'escouade spéciale de la SQ a été aussi confirmée, assure la protection, en tant que chauffeur-garde du corps, des ministres Bédard et Jonhson? Documents disponibles à la Ligue des Droits et Libertés, 1825, rue Champlain, Montréal.

J.P.



"GROUPUSCULE", LE P'TIT JOURNAL QUI VOIT GRAND, LES ÉDITIONS GASPARD, 965 sud, Concorde, Saint-Hyacinthe (\$1.00 du numéro)

Voici le quatrième numéro d'une revue de bandes dessinées publiées à Saint-Hyacinthe. Quelques récits fragiles et quelques autres mieux articulés. J'en retiens quelques-uns. Comme "la grande peur d'octobre" (les histoires des pays d'en bas) de Paul et André Cyr. Dans un étang, des marmottes rencontrent des loups affamés et paniqués. Le dessin et la technique de récit sont très bien contrôlés. Le thème est plus que québécois et évoque bien cette crise d'octobre que l'on n'a pas encore digérée.

Comme autre bande bien réussie, il faut signaler "En route vers New York" de Péo Déo. Une histoire de pouceux dingues et idiots comme dans les dessins de Don Martin. Et n'oublions pas la planche de notre Rocky à nous autres qui trace le portrait de quelques "p'tits terribles" qui ne pensent qu'à leur avenir, déguisés en héros de télé ou de cinéma.

Comme revue de bandes dessinées québécoise, "Groupuscule" se défend bien. Certains de ses dessinateurs mériteraient une bande quotidienne dans nos journaux.

P.D.



LES PATENTEUX DU QUÉBEC, de Louise de Grosbois, Raymonde Lamothe et Lise Nantel, aux Editions Parti Pris, 1979.

Le livre des patenteux du Québec semble avoir reçu un bon accueil du public puisque les Editions Parti Pris viennent de procéder à une deuxième édition. C'est une espèce de grosse anthologie des productions des patenteux de l'ensemble du Québec, de Montréal à l'Abitibi, en passant par le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les auteurs, ou chercheurs, laissent à chacun, de par la formule utilisée, le soin de tirer ses propres conclusions. Pour leur part, les auteurs notent: "Mais nous nous rendons compte que ce geste ne demeure toujours qu'une faible compensation aux humiliations subies tant que cette démarche ne s'inscrit pas dans une lutte commune pour une libération collective".

Il y a des petites merveilles, des gros clichés de plastique, de la naïveté et de l'imagination dans les productions des patenteux. Il est pourtant certain que l'art a sa place dans la rue, encore plus que dans les musées. Pendant ce temps, les "artistes" se demandent si un carreau noir sur fond blanc est plus révolutionnaire qu'un carreau blanc sur fond noir. C'est une question de langage... et de pouvoir de chacun des langages, dira-t-on. Ou est-ce le langage moderne du pouvoir technocratique qui aime bien les compartimentations? Mais j'oubliais, les patenteux ne sont pas des artistes.

J.P.

ÉTUDES ET DOCUMENTS

L'émigration des Québécois aux États-Unis

de 1840 à 1930

par Yolande Lavoie

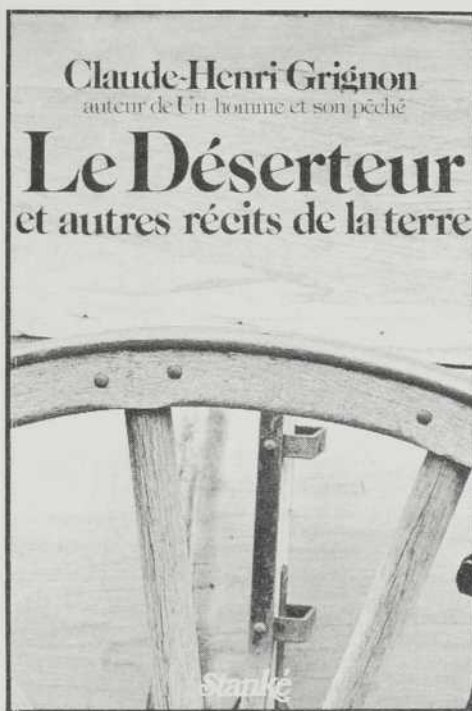


L'ÉMIGRATION DES QUÉBÉCOIS AUX ÉTATS-UNIS DE 1850 À 1930

Cette modeste brochure de 60 pages trace les grandes lignes d'une déportation trop longtemps ignorée: celle des Québécois émigrés malgré eux aux États-Unis pour tenter de survivre aux crises économiques et politiques d'ici depuis 1840. Ces Québécois qui ont servi de "cheap labor" dans les filatures de la Nouvelle-Angleterre ont tout de même réussi à se faire des "petites patries francophones" dans des villes réduites du Maine, du New Hampshire, du Vermont et du Rhode Island. Au plus fort de cette saignée nationale (1880-90), plus de 500,000 Québécois s'exilent. A partir des années '20, les curés et politiciens du Québec ouvrent des villages de colonisation dans certaines régions (Gaspésie, Abitibi, Saguenay-Lac-Saint-Jean) pour réduire ce mouvement. Aujourd'hui plus de 2 millions de franco-américains vivent aux États-Unis et s'y sont fait une vie. La brochure de Yolande Lavoie a le mérite de nous fournir beaucoup de tableaux statistiques sur les trois grandes périodes d'émigration (1840 à 1880, 1880 à 1900 et de 1900 à 1930) et aussi des notes bibliographiques nous permettant de prolonger la lecture de cette tranche importante et négligée de notre histoire nationale. Il faut également souligner l'intérêt des illustrations, des documents graphiques et des photos qui commentent à leur manière ce long et permanent exil des Québécois aux États-Unis. C'est un chapitre pas toujours heureux de l'histoire des

travailleurs d'ici qu'il faut connaître et fouiller davantage. D'autant plus que cet exil continue encore aujourd'hui. Les USA attirent toujours les Québécois. Les gros salaires, la vraie vie américaine et le maudit soleil de la Floride font toujours des ravages ici. Faites votre propre examen de conscience, juste pour voir?

P.D.



LE DÉSERTEUR et autres récits de la terre, de Claude-Henri Grignon, Editions Stanké.

ture: "Le déserteur" de Claude-Henri Grignon, ce sésame dans nos campagnes, nous invite au retour à la terre. La terre, c'est le salut. Nul salut sans la terre. Une série de nouvelles qui offre toujours la même solution magique: la terre, c'est le salut, autant pour Fortunat que pour Toussaint. Autant pour le gentleman-farmer que pour le prolétaire de la ville. Grignon n'aime pas la complexité humaine. Tous ses personnages sont et aiment ce qui est clair et net. Comme dans la vie quoi... Aucune nuance, aucune inquiétude, c'est la certitude des années '29 (ou '79), celle du quitte ou double, celle qui plaît aux gouvernants, la certitude que la terre donne aux affamés.

J.P.

AVONS REÇU:

MES ROMANS ET MOI de Gérard Bessette, Hurtubise HmH, Coll. Les cahiers du Québec, 1979, \$6.75.

100 MÉTIERS ET PROFESSIONS de Guy Milot, Les éditions de l'homme, 1979, \$8.95.

UNE VIE POUR DEUX de Marie Cardinal, Opuscul - Les nouvelles éditions de poche, 1979, \$4.95.

TROUS NOIRS d'Isaac Asimov, Opuscul - Les nouvelles éditions de poche, 1979, \$4.95.

UN PAYS BAROQUE de Pierre Trottier, Ed. la Presse, 1979, \$6.50.

L'AMANT DE DIEU de Claire Daignault, Ed. la Presse, \$6.50.

LA CUISINE AU TOFU, UN ART JAPONAIS, l'Aurore - Les éditions de l'univers, 1979, \$8.95.

L'ÉCRI-VEULE de Réjean Bonenfant, Ed. la Presse, 1979, \$6.50.

ANTHOLOGIE DE LA LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE, volume III par Gilles Marcotte et François Hébert, 1979.

Vendredi, 1er juin

Jonquière

CENTRE NATIONAL D'EXPOSITION: Concours d'expression artistique. (Jusqu'au 20 juin)

Samedi, 2 juin

Alma

SALLE LA TOURELLE: Un ballet de jeunes est présenté par le Prisme culturel inc., le 3 juin également.

Saint-Fulgence

CHORALE SAINTE-CÉCILE.

Dimanche, 3 juin

Jonquière

CENTRE CULTUREL: Concours régional de dessins et d'œuvres littéraires organisé par le ministère de l'Éducation, salle 04 et salle polyvalente.

Sainte-Rose-du-Nord

CHORALE SAINTE-CÉCILE.

Vendredi, 8 juin

Jonquière

CENTRE CULTUREL: Exposition de photo dans le hall et manifestation musicale et poésie les 9 et 16 juin. (Jusqu'au 23 juin)

Samedi, 9 juin

Chicoutimi

AUDITORIUM DUFOUR: Le spectacle bénéfice de la revue Focus.

Dimanche, 10 juin

Alma

SALLE LA TOURELLE: Concert de l'Escadrille 634 de Jonquière, à 20h30.

Jonquière

CENTRE CULTUREL présente à la salle 04 la collection de gravures et de sérigraphies de la Bibliothèque centrale de prêts d'Alma. (Jusqu'au 21 juin)

Mardi, 12 juin

Jonquière

ÉCOLE JEAN XXIII: Théatram présente en après-midi pour les enfants, une initiation aux cultures de l'Asie.

Dimanche, 17 juin

Chicoutimi

AUDITORIUM LAFONTAINE présente la Chorale Sainte-Cécile.

Samedi, 23 juin

Jonquière

CENTRE NATIONAL D'EXPOSITION ET CENTRE CULTUREL: Art et ethnologie qui comprend une exposition de l'UQAM, sport et divertissement populaire au début du 19^{ième} siècle au Québec, l'art du Royaume du Saguenay, exposition des œuvres contemporaines de créateurs de la région et l'image de l'Arctique des musées nationaux. (Jusqu'au 13 juillet)

Exposition d'Antoine Bouchard, peintre naïf à la salle 01.

Dimanche, 24 juin

Jonquière

PLACE NIKITOUTAGAN: Ouverture officielle de la place Nikitoutagan.

Au terrain d'exposition jusqu'au 8 juillet se tiendront le Muséeobus des musées nationaux, une usine mobile à fabriquer des kayaks, des kiosques d'amusements, la Corporation des métiers d'art et une exposition du Musée du Saguenay dont le thème amérindien sera le canot d'écorce.

À tous les jours, gratuitement, initiation pour les jeunes au canot, canoé et kayak pendant ces deux semaines et en début de soirée balade en pédalo, canoé et kayak.

Mardi, 26 juin

Chicoutimi

MUSÉE DU SAGUENAY: Exposition itinérante israélienne, "Je dessine la paix". (Jusqu'au 6 juillet)

Jonquière

THÉÂTRE D'ÉTÉ DU MONT JACOB présente "Le dernier des don juan", une comédie de Neil Simon. Représentations à tous les mardis, mercredis, jeudis et vendredis à 20h30 et les samedis à 19h30 et 22h et ce, pour la saison estivale.

Jeudi, 28 juin

Jonquière

CAFÉ CHEZ LE BEDEAU à la Maison communautaire présente la troupe la Rubrique dans "Album de famille", une pièce de Marielle Brown Désy qui raconte l'histoire de gens de chez nous depuis 80 ans. Représentations à tous les jeudis et vendredis jusqu'au 3 août.

Vendredi, 29 juin

Jonquière

STADE RICHARD DESMEULES: Festival son et couleurs nord-américain, les 30 juin et 1er juillet également.

Dimanche, 1er juillet

Desbiens

Ouverture officielle du Championnat du monde de canoé-kayak 1979.

Expositions: Ruelle des artisans, photos du Lac-Saint-Jean, peintres québécois soit Fortin, Gingras, Rousseau, Lecor, Soulikias, Moisan, Lapointe, etc.



Les travailleuses et travailleurs
de la revue Focus
profitent de ce petit coin de revue pour
souhaiter à toutes les habitantes et
habitants de l'espace géographique
appelé KEBEK un beau mois de juin.





«DEPUIS QUE JE SUIS MEMBRE DE
L'ENTRAIDE, MES ÉPARGNES ONT TOUJOURS
RAPPORTÉ AU MOINS 10% D'INTÉRÊT.»

Les Caisses d'Entraide Économique du Québec retournent plus d'intérêts à leurs membres que n'importe quelle autre institution financière. Cela est dû au fait qu'elles respectent et observent des principes de placement rigoureux. De cette façon, les épargnes sont toujours

en sécurité et les membres bénéficient d'un rendement élevé. Aujourd'hui, grâce à un actif de \$1 milliard de dollars, l'Entraide Économique est l'institution financière coopérative la plus dynamique au Québec.

Depuis la fondation du mouvement, toutes les caisses d'Entraide ont

toujours payé un intérêt d'au moins 10% sur le capital social, à la fin de l'année.

À l'Entraide Économique, c'est payant d'appartenir à une coopérative d'argent, d'idées et de développement.



Les caisses d'entraide
économique du Québec

Dr. Paul Ruel, O.D. Dr. Damien Laberge, O.D.

OPTOMETRISTES

Examen de la vue
Verres de contact
Rééducation visuelle

CLINIQUE OPTOMETRIQUE SAGUENAY

73, King-George, C.P. 415,
Jonquière (secteur Kénogami)

Tél.: 542-6226
542-7235

954 RTE 170 JONQUIERE 548-8265



(418)
Tél.: 668-2338



CLAIRE FRANCOEUR
conseillère en voyages
gérante.
permis provincial
11099462-0302

TRUCHON ET GAUTHIER

AVOCATS
CONSEILLERS JURIDIQUES

TRUCHON ET GAUTHIER
247 EST, RUE RACINE, SUITE 107
CHICOUTIMI, P.Q.
G7H 1S4

TÉL.: 543-0261

LA LIBRAIRIE SAGUENAY INC.

375 AVE MONTCALM
CHICOUTIMI, G7J 2V2
(À L'ENTRÉE DU PONT DUBUC)

Tél. 543-7744

VENTE - LOCATION - SERVICE

L'INFORMATION

LES NOUVELLES



TOUS LES JOURS À 22h30

LA PAROLE
EST À VOUS

LE MERCREDI À 21h30

STUDIO 6

DU JEUDI AU VENDREDI À 18h30

DERNIÈRE
ÉDITION

QUOTIDIENNEMENT À 23h30



CJPM-TV 6.10
CHICOUTIMI-CHAMBORD

